

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/VNM/33

13 octobre 2004

(04-4285)

**Groupe de travail de
l'accession du Viet Nam**

Original: anglais

ACCESSION DU VIET NAM

Questions et réponses additionnelles

La communication ci-après, datée du 5 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la République socialiste du Viet Nam.

TABLE DES MATIÈRES

II.	POLITIQUES ÉCONOMIQUES.....	1
-	Politiques monétaire et budgétaire.....	1
-	Changes et paiements	1
-	Régime d'investissement.....	2
-	Propriété de l'État et privatisation.....	6
-	Politique en matière de prix	7
-	Politique de la concurrence	8
III.	CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES.....	10
IV.	POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES	12
-	Droits de commercialisation (droit d'importer et d'exporter).....	12
A.	RÉGLEMENTATION DES IMPORTATIONS	13
-	Caractéristiques du tarif douanier national	15
-	Autres droits et impositions	19
-	Contingents tarifaires, exemptions de droits.....	20
-	Droits et redevances pour services rendus.....	22
-	Application de taxes intérieures aux importations	23
-	Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences	27
-	Évaluation en douane	35
-	Règles d'origine	40
-	Inspection avant expédition	41
-	Régime antidumping, régime des droits compensateurs et régime de sauvegarde	42
B.	RÉGLEMENTATION DES EXPORTATIONS	43
-	Droits de douane, frais et impositions pour services rendus, application de taxes intérieures aux exportations.....	43
-	Restrictions à l'exportation	44
-	Subventions à l'exportation.....	46
C.	POLITIQUES INTÉRIEURES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES	47
-	Politique industrielle, y compris en matière de subventions.....	47
-	Obstacles techniques au commerce	48
-	Mesures sanitaires et phytosanitaires	51
-	Mesures concernant les investissements et liées au commerce	55
-	Entités commerciales d'État.....	57
-	Zones franches, régions économiques spéciales	61

-	Marchés publics	61
-	Commerce des aéronefs civils	62
-	Transit.....	62
-	Politiques agricoles.....	63
V.	RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	66
VI.	POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES.....	81
-	Accords commerciaux	81
	ANNEXE 1	82
	ANNEXE 2	87
	ANNEXE 3	124
	ANNEXE 4	128
	ANNEXE 5	130

II. POLITIQUES ÉCONOMIQUES

- Politiques monétaire et budgétaire

Question n° 1

Au paragraphe 13 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, il est indiqué qu'en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques, une distinction est faite entre les résidents vietnamiens et les ressortissants étrangers résidant au Viet Nam. Le Viet Nam signale cependant que le régime fiscal actuel est en cours d'examen en vue d'une amélioration.

Le Viet Nam pourrait-il fournir des détails sur les modifications qu'il envisage d'apporter au régime fiscal?

Réponse

Selon l'ordonnance n° 14/2004 du 24 mars 2004 modifiant et complétant certains articles de l'ordonnance du Comité permanent de l'Assemblée nationale relative à l'impôt visant les personnes physiques à gros revenu les taux d'impositions appliqués aux ressortissants vietnamiens sont encore différents des taux imposés aux étrangers. Cette différence est cependant en voie de réduction. Le seuil du revenu imposable mensuel a été relevé de 2 000 000 de dong à 5 000 000 de dong pour les ressortissants vietnamiens et n'a pas été modifié pour les étrangers (8 000 000 de dong). Les tranches d'imposition en partie progressives maintiennent encore les différences de traitement fiscal qui favorisent les ressortissants étrangers par rapport aux Vietnamiens. Ces réglementations sont dues à la situation socioéconomique actuelle du Viet Nam qui se caractérise par le niveau encore faible des revenus et de la consommation de la plupart des ressortissants vietnamiens. En outre, les infrastructures du Viet Nam en matière de recouvrement et de gestion de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sont encore rudimentaires.

Concernant les réglementations supplémentaires de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qu'il est prévu d'adopter, le Viet Nam envisage à long terme de promulguer la Loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques en remplacement de l'Ordonnance relative à l'impôt visant les personnes physiques à gros revenu, afin de généraliser l'application du système fiscal, d'élargir considérablement la portée de celui-ci et de définir avec plus de précision les termes "résidents", "non-résidents", etc. L'objectif est d'implanter un régime compatible avec les pratiques internationales sans perdre de vue le niveau des revenus de la population et la situation socioéconomique du Viet Nam. Ces questions font actuellement l'objet d'un examen préliminaire.

- Changes et paiements

Question n° 2

Veillez fournir une réponse à la question posée au paragraphe 18:

Quelles sont les restrictions qui subsistent sur les comptes courants au Viet Nam? Quand seront-elles supprimées? Quelle est la situation du Viet Nam au regard de l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international?

Réponse

En fait, toutes les restrictions sur les comptes courants ont été supprimées et le Viet Nam respecte pleinement les règles définies à l'article VIII des statuts du FMI. Sur le plan juridique, il est

prévu que le décret portant modification du Décret n° 63/1998/ND-CP du 17 août 1998 sur le contrôle des changes sera publié avant la fin de l'année 2004.

- **Régime d'investissement**

Question n° 3

En réponse à la question n° 8 du document WT/ACC/VNM/32, le Viet Nam a fourni quelques renseignements concernant les procédures et les prescriptions en matière d'investissement. Nous nous félicitons de l'élimination des restrictions en matière de recrutement de personnel et de participation au capital sous forme de transfert de technologie. Nous souhaiterions cependant obtenir plus de détails sur le Décret n° 27/2003/ND-CP et les nouvelles dispositions qui y figurent.

Réponse

Le gouvernement a publié le Décret n° 27/2003/ND-CP, modifiant et complétant un certain nombre d'articles du Décret n° 24/2000/ND-CP, qui i) élargit l'éventail des activités pour lesquelles l'investissement étranger est encouragé; ii) réduit la gamme des projets soumis à un investissement conditionnel; iii) élimine les restrictions en matière de recrutement de personnel et de participation au capital sous forme de transfert de technologie; iv) élargit le régime de l'enregistrement pour l'obtention de la licence d'investissement; et v) supprime la limitation de participation (20 pour cent) des parties étrangères à l'investissement dans une coentreprise sous forme de transfert de technologie.

Question n° 4

Paragraphe 25. La nouvelle Loi sur les entreprises divise les secteurs commerciaux en six catégories dont l'une est appelée "secteurs d'activités interdites". Nous souhaiterions que les autorités vietnamiennes nous indiquent quels sont ces secteurs dits d'activités interdites et quelles sont les raisons de l'interdiction. Par ailleurs, l'interdiction s'applique-t-elle aux investisseurs nationaux et étrangers?

Réponse

La Loi sur les entreprises et la Loi sur l'investissement étranger direct au Viet Nam définissent toutes deux un certain nombre de secteurs d'activités interdits aux investisseurs nationaux et étrangers. Toutefois, les règlements d'application de ces lois en ce qui concerne cette question sont identiques dans la mesure où les deux textes visent à interdire l'investissement et les activités commerciales dans des domaines qui portent préjudice à la sécurité nationale, à l'ordre public, à la morale sociale, à la santé humaine, à la tradition, à l'environnement, etc.

Question n° 5

Il est indiqué dans les paragraphes 28 et 29 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 que l'investissement étranger dans certains secteurs n'est autorisé que sous la forme de coentreprises ou de contrats de coopération commerciale. Le Viet Nam signale également que le gouvernement a aboli la plupart des règlements exerçant une discrimination entre l'investissement intérieur et l'investissement étranger, et qu'il n'existe globalement aucune différence substantielle entre ces deux catégories d'investissement.

- **Nous aimerions que le Viet Nam prenne des engagements visant à mettre fin à la discrimination entre l'investissement étranger et l'investissement intérieur.**

- **Le Viet Nam pourrait-il fournir un calendrier d'élimination de toute discrimination subsistant entre l'investissement étranger et l'investissement intérieur?**

Réponse

Le Viet Nam supprime actuellement, de façon progressive, les différences existant entre la loi sur l'investissement intérieur et la loi sur l'investissement étranger direct, afin de mettre en place un environnement stable et équitable pour les entreprises de tous les secteurs de l'économie. À cet effet, une Loi unifiée sur l'investissement et une Loi sur les entreprises s'appliquant aux investisseurs nationaux et étrangers sont en cours de rédaction et seront présentées à l'Assemblée nationale pour approbation en 2006.

Question n° 6

Le paragraphe 29 semble indiquer que le gouvernement vietnamien a aboli la plupart des règlements qui exerçaient une discrimination entre l'investissement intérieur et l'investissement étranger. Nous aimerions savoir quels sont les règlements qui exercent encore cette discrimination et quelle est leur importance économique. Par ailleurs, l'élimination progressive des règlements restants est-elle envisagée, et dans quels délais?

Réponse

Les lois vietnamiennes maintenaient un certain nombre de différences entre les entreprises nationales et les entreprises à capitaux étrangers en matière d'accès aux marchés, de procédures de création, d'organisation de la gestion et d'activités commerciales, ainsi qu'en matière de redevances et de droits perçus sur certains biens et services, etc. À ce jour, le Viet Nam a aboli les différences en matière de redevances et de droits sur les biens et services, sauf sur l'électricité, encore soumise à un mécanisme de double prix qui sera éliminé avant le 31 décembre 2005. La réduction progressive et l'élimination des différences entre les entreprises nationales et les entreprises à capitaux étrangers en matière de procédures de création et d'organisation de la gestion sont actuellement à l'étude dans le cadre de l'élaboration de la Loi sur l'investissement et de la Loi sur les entreprises qui seront appliquées de façon généralisée aux entreprises de tous les secteurs économiques. Les questions liées à l'accès aux marchés seront abordées au cours de la négociation bilatérale sur les services.

Question n° 7

Aux paragraphes 30 et 32 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, il est indiqué que les entreprises étrangères sont encouragées à fabriquer des marchandises destinées à l'exportation et que des incitations fiscales pourraient être accordées aux entreprises en fonction de leur ratio d'exportation ou de leur domaine d'investissement. Nous saluons l'engagement pris par le Viet Nam de supprimer la prescription en matière de ratio d'exportation lors de son accession. Quelles mesures seront prises avant l'accession en vue de l'élimination de cette prescription?

Réponse

Le Viet Nam abolira la prescription en matière de ratio d'exportation (dont le respect conditionne la délivrance des licences d'investissement) lors de son accession. Pour atteindre cet objectif, le Viet Nam maintiendra le statu quo et n'ajoutera pas de nouveaux produits industriels à la liste des produits qui font l'objet de cette prescription. Lors de son accession, le Viet Nam supprimera la liste de 14 produits industriels soumis à une prescription de ratio d'exportation de 80 pour cent qui a été publiée avec la Décision n° 718/2001/QĐ-BKH du 7 décembre 2001. Concernant les subventions,

notamment les incitations fiscales, qui dépendent des résultats à l'exportation, le Viet Nam respectera ses engagements relatifs à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires lors de son accession.

Question n° 8

Paragraphes 30 à 32. Nous nous réjouissons de la déclaration selon laquelle les subventions basées sur les résultats à l'exportation vont être supprimées. Nous souhaiterions obtenir plus de renseignements sur la manière dont cela sera effectué. Le gouvernement va-t-il, par exemple, présenter à court terme de nouveaux textes législatifs? Ces subventions peuvent-elles être éliminées par décret administratif?

Réponse

Le Viet Nam souhaite renouveler son engagement de supprimer les subventions subordonnées aux résultats à l'exportation accordées sous forme de paiements directs (y compris les mesures notifiées dans le cadre du Programme VIII du document WT/ACC/VNM/13/Add.2) dans un délai de cinq ans à compter de la date d'accession à l'OMC. Compte tenu des observations des membres du Groupe de travail, le Viet Nam supprimera ces subventions dans un délai de trois ans à compter de la date d'accession.

Conformément à la notification du Viet Nam sur les subventions (document WT/ACC/VNM/13/Add.2), ces subventions sont mises en œuvre sous la forme de décisions au niveau gouvernemental pour une certaine période (généralement un an). En conséquence, ce programme peut être supprimé par décision administrative des autorités gouvernementales.

Question n° 9

Nous faisons référence aux problèmes particuliers du secteur des industries extractives mentionnés au paragraphe 33 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1.

Nous prenons note du transfert de responsabilités aux autorités provinciales (paragraphe 38), mais nous souhaiterions savoir s'il est prévu, dans la Loi sur les mines révisée, d'accorder les licences d'investissement au stade de l'exploration, conformément à la pratique internationale. À quelle date la promulgation de la loi révisée est-elle prévue?

Réponse

Les lois vietnamiennes régissant cette question sont conformes aux pratiques internationales. En particulier, en vertu des dispositions de l'article 52.4 du Décret n° 76/2000/ND-CP du 15 décembre 2000 prévoyant des dispositions d'application de la Loi sur les mines révisée, les licences d'investissement dans le domaine des industries extractives couvrent l'exploration, l'exploitation et les activités de transformation.

Question n° 10

Paragraphe 33. Nous ne voyons pas clairement quel peut être l'intérêt des autorités vietnamiennes à exiger aux investisseurs étrangers de passer par un processus public d'appel d'offres avant la construction d'une usine alors que ces investissements sont réalisés à titre purement privé, sans intervention de l'État. De ce fait, nous accueillerions favorablement tout commentaire du Viet Nam sur les raisons d'une telle exigence. Nous souhaiterions savoir en outre si les investisseurs nationaux sont soumis à la même règle. Dans la négative, les autorités ont-elles envisagé de supprimer progressivement ce qui constituerait un cas de discrimination?

Réponse

Les lois vietnamiennes ne comportent aucune prescription discriminatoire en matière d'appel d'offres. En vertu des lois actuelles, seuls les coentreprises, les contrats de coopération commerciales et les autres projets impliquant une participation supérieure à 30 pour cent des organismes d'État sont soumis au règlement sur les appels d'offres. Les projets utilisant des capitaux privés d'investisseurs nationaux et étrangers ne sont pas tenus d'appliquer ce règlement.

Question n° 11

Selon le paragraphe 35 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 et la réponse du Viet Nam à la question n° 9 du document WT/ACC/VNM/32, la durée des baux fonciers ne dépasse normalement pas 50 ans et dans les cas précisés par le Comité permanent de l'Assemblée nationale, le gouvernement peut accorder des baux d'une durée maximale de 70 ans. La réponse à la question n° 9 indique en particulier que "les règlements concernant la durée de location des terres applicables aux entreprises à capitaux étrangers ne sont pas moins favorables que ceux qui s'appliquent aux entreprises nationales. En outre, ces règlements ne restreignent pas inutilement le fonctionnement des entreprises à capitaux étrangers dans la mesure où la durée du bail peut être modifiée avec souplesse en fonction des exigences commerciales des entreprises. En conséquence, le Viet Nam n'a pas l'intention de réviser les règlements mentionnés ci-dessus pour le moment".

- Nous aimerions que soit précisé le sens du terme "souplesse" mentionné dans la réponse. Signifie-t-il que le gouvernement pourrait faire preuve de souplesse en accordant des baux d'une durée pouvant atteindre 70 ans?
- Nous souhaiterions également connaître les critères concrets sur lesquels se basent le Comité permanent de l'Assemblée nationale et le gouvernement pour décider de la prolongation de la durée des baux jusqu'à 70 ans. En tout état de cause, pour ce qui est du cadre juridique actuel qui limite à 50 ans la durée normale des baux fonciers, mais permet au gouvernement, dans les cas précisés par le Comité permanent de l'Assemblée nationale, d'accorder des baux d'une durée maximale de 70 ans, nous souhaiterions inviter le gouvernement du Viet Nam à envisager une prolongation de la durée de ces baux fonciers et à étudier en outre la possibilité d'autoriser les entreprises à les renouveler, de manière à garantir la stabilité de la gestion des entreprises réceptrices des investissements.

Réponse

En vertu de l'article 67:3 de la Loi sur les biens-fonds (modifiée), la durée des baux fonciers des entreprises à capitaux étrangers correspond à la durée de fonctionnement du projet, mais ne doit pas dépasser 50 ans. Les projets à mise de fonds importante, à longue durée d'amortissement du capital, ou dont l'exploitation a lieu dans des zones soumises à des conditions socioéconomiques difficiles ou particulièrement difficiles, peuvent se voir accorder un bail d'une durée maximale de 70 ans. La durée du bail sera prolongée à l'échéance de la période initiale. Les règlements susmentionnés de la Loi sur les biens-fonds sont appliqués d'une manière non discriminatoire aux entreprises nationales et aux entreprises à participation étrangère. La prolongation de la durée témoigne de la "souplesse" signalée au paragraphe 35 du document "Éléments du projet de rapport" en matière de baux fonciers.

- **Propriété de l'État et privatisation**

Question n° 12

Nous accueillons avec satisfaction les renseignements fournis. Il est clair que le processus est bénéfique sur le plan économique. Nous poserons ultérieurement d'autres questions afin de cerner avec plus de précision la signification de la transformation en sociétés par actions sous l'angle de l'indépendance du fonctionnement par rapport à la politique gouvernementale, et à évaluer plus clairement l'importance du secteur public par rapport au secteur privé dans l'économie vietnamienne.

Réponse

Le Viet Nam est disposé à débattre cette question avec les membres du Groupe de travail intéressés lors de la prochaine réunion du Groupe de travail ou à tout autre moment approprié.

Question n° 13

Au paragraphe 43 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, il est indiqué que les entreprises exerçant une activité dans les domaines ci-après sont appelées à demeurer propriété de l'État: exploitation et protection des installations d'irrigation; production d'obtentions végétales et animales; publication et distribution de bandes d'actualités, de films documentaires et de films pour enfants; production de films dans les hautes terres, les régions frontalières et les régions insulaires; production et fourniture de sel; production et fourniture d'autres produits et services conformément à la politique sociale de l'État.

Le Viet Nam pourrait-il expliquer la raison pour laquelle ces domaines doivent demeurer propriété de l'État?

Réponse

Le 24 août 2004, le Premier Ministre a promulgué la Décision n° 155/2004/QĐ-TTg relative aux critères de classification et à la liste des entreprises d'État et des entités soumises à une comptabilité autonome dans le cadre de la Société générale d'État, en remplacement de la Décision n° 58/2002/QĐ-TTg du 26 avril 2002. En vertu de cette nouvelle décision, l'État détient 100 pour cent du capital des entreprises exerçant leurs activités dans les domaines suivants: production d'explosifs, de produits chimiques toxiques et de substances radioactives; réseaux nationaux de transport d'énergie; production d'armes et d'équipements spécialisés aux fins de défense et de sécurité; passerelles et réseaux de télécommunication nationaux et internationaux; contrôle de la circulation aérienne; impression des billets de banque et des effets de valeur; loteries; maisons d'édition; éclairage urbain; systèmes d'égouts, etc. Certaines sociétés d'État fournissant des services essentiels aux habitants des hautes terres et des régions isolées sont également comprises dans la liste des entreprises appartenant entièrement à l'État.

Les entreprises susmentionnées doivent demeurer dans le secteur public afin de garantir la sécurité nationale et l'ordre public, de mettre en œuvre la politique d'éradication de la pauvreté dans les zones connaissant des difficultés socioéconomiques et d'assurer la fourniture de produits et de services dans des domaines qui ne sont pas rentables pour des entreprises privées.

Question n° 14

Au paragraphe 49 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, le Viet Nam affirmait que d'importants ajustements politiques étaient prévus à court terme, y compris l'établissement

de la liste des biens et services publics qui pourraient être fournis par toute entreprise à l'issue d'une procédure d'appel d'offres plutôt que de l'octroi d'une autorisation.

Le Viet Nam pourrait-il fournir des renseignements récents concernant les ajustements politiques? Le Viet Nam pourrait-il indiquer les biens et services considérés comme étant des biens ou des services publics?

Réponse

Comme cela a été signalé à la dernière réunion, un projet d'ordonnance sur la production et la fourniture de services publics est en cours d'élaboration. Le projet vise à remplacer le concept d'entreprise publique par celui de service public pouvant être fourni par des entreprises, quel que soit le mode de propriété de celles-ci. Dans le cadre de ce projet, les produits et services sont considérés comme étant des services publics s'ils satisfont à toutes les conditions suivantes: i) ces produits et services sont essentiels à la vie socioéconomique du pays dans son ensemble ou d'une communauté particulière au sein d'un territoire, ou ils sont liés à la sécurité et à la défense; ii) la production et la fourniture de ces produits et services ne sont pas viables dans le cadre d'une économie de marché; iii) ces produits et services sont fournis à des organismes publics, ou produits au titre d'une planification gouvernementale dans laquelle les prix et les tarifs sont définis par l'État.

Le Viet Nam fournira des renseignements supplémentaires lors de la publication du décret susmentionné.

- **Politique en matière de prix**

Question n° 15

Paragraphe 51. Nous nous réjouissons d'apprendre que l'utilisation des prix maximaux d'importation a été supprimée et qu'il a également été mis fin au mécanisme de double prix discriminatoire à l'égard des étrangers, à l'exception des prix de l'électricité qui seront nivelés en 2005.

Le terme "résident" s'applique-t-il aux entreprises sous contrôle étranger établies au Viet Nam, ou de telles entreprises sont-elles considérées comme "étrangères" aux fins de cet arrangement en matière de prix? Veuillez confirmer le sens de ce mot dans le texte.

Réponse

Le mécanisme de double prix établissant une discrimination entre les entreprises à participation étrangère et les ressortissants étrangers d'une part, et les personnes morales et physiques de nationalité vietnamienne d'autre part, sera éliminé à la fin de l'année 2005.

Le terme "résidents vietnamiens" qui figure au paragraphe 53 des éléments du projet de rapport, dans le contexte du mécanisme de double prix de l'électricité, fait référence aux entreprises et aux ressortissants vietnamiens et les distingue des entreprises à participation étrangère et des ressortissants étrangers. Le terme "résidents", dans ce cas, n'a peut-être pas exactement le même sens que dans d'autres contextes. À ce titre, il doit être entendu dans le cadre défini ci-dessus.

Question n° 16

Paragraphe 51. Le Ministère du commerce a été habilité à établir des prix maximaux à l'importation conformément au Décret gouvernemental n° 22/CP du 19 avril 1994. Il semble que cette mesure ne soit plus en vigueur depuis mai 2002, à la suite de l'Ordonnance sur les prix

n° 40/2002/PL-UBTVQH10. Peut-on en conclure que ce décret gouvernemental est maintenant abrogé? Ou le fondement juridique qui permettrait de restaurer une telle mesure existe-t-il toujours? Dans ce cas, dans quelles conditions cette mesure pourrait-elle être remise en vigueur?

Réponse

On peut considérer que le Décret gouvernemental n° 22/CP a été totalement abrogé.

Question n° 17

Nous nous référons au texte placé entre crochets au paragraphe 55 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, concernant l'engagement de supprimer progressivement les contrôles de prix à compter de la date d'accession.

Nous désirerions que les crochets soient supprimés et que le Viet Nam prenne formellement cet engagement. Nous souhaitons également voir le Viet Nam prendre l'engagement de publier la liste des biens et des services soumis au contrôle de l'État, ainsi que les modifications éventuelles, et de continuer de procéder ainsi après l'accession.

Réponse

S'agissant des contrôles de prix, le Viet Nam confirme qu'à partir de la date d'accession, ceux-ci seront conformes aux dispositions applicables de l'OMC et que la liste des biens et des services soumis à ces contrôles sera publiée.

Dès lors, le Viet Nam accepte de reformuler le paragraphe 55 sous la forme d'un engagement comme suit:

"Le représentant du Viet Nam a confirmé que, à compter de la date d'accession, le Viet Nam donnerait effet aux mesures concernant l'application des contrôles de prix de manière compatible avec les règles de l'OMC et tiendrait compte des intérêts des Membres exportateurs de l'OMC comme le prévoient l'article III:9 du GATT de 1994 et l'article VIII de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Il a également confirmé que le Viet Nam avait publié la liste des biens et des services soumis au contrôle de l'État et continuerait de procéder ainsi après l'accession."

- **Politique de la concurrence**

Question n° 18

Paragraphe 57. Nous observons qu'aucune réponse précise n'a été donnée à la question posée au paragraphe 57. Nous renouvelons notre demande d'information:

- **Veillez préciser si la nouvelle Loi sur la concurrence, lorsqu'elle sera promulguée, s'appliquera de la même manière à toutes les entreprises, qu'il s'agisse d'entreprises d'État ou d'entreprises privatisées, transformées en sociétés par actions, à capitaux étrangers ou privées.**
- **Les entreprises sous contrôle total ou partiel de l'État seront-elles autorisées à conserver des privilèges en matière de concurrence par rapport aux entreprises constituées selon divers modes de propriété?**

Réponse

Le projet de loi sur la concurrence a fait l'objet d'un débat et d'observations au cours de la 5^{ème} réunion de la 11^{ème} Assemblée nationale, et doit être adopté en tant que loi en novembre 2004. Selon le 15^{ème} projet, soumis à l'Assemblée nationale en novembre 2004, le champ d'application est défini de la manière suivante:

- Organisations économiques [et] individus (ci-après désignés collectivement par le terme "entreprises"), y compris les entreprises qui produisent [et/ou] fournissent des services d'utilité publique, et les entreprises exerçant leur activité dans les branches de production [et/ou] les domaines relevant du monopole de l'État, et les associations professionnelles.
- Entreprises et associations professionnelles étrangères autorisées à exercer leurs activités au Viet Nam.

À ce propos, les sociétés publiques, privées, transformées en sociétés par actions et à participation étrangère relèvent toutes du champ d'application du projet de loi sur la concurrence.

Dans le 15^{ème} projet (qui sera soumis à l'Assemblée nationale en novembre 2004), aucune disposition ne prévoit de privilèges en matière de concurrence pour les entreprises sous contrôle total ou partiel de l'État par rapport aux entreprises constituées selon d'autres modes de propriété.

Question n° 19

Paragraphe 57. Il serait utile que les autorités vietnamiennes fassent part des progrès accomplis dans la voie de l'adoption d'une nouvelle loi sur la concurrence et fournissent, en particulier, des renseignements sur tout nouvel élément qui pourrait avoir été ajouté au projet de loi depuis la dernière réunion du Groupe de travail de l'accession du Viet Nam.

Réponse

Le projet de loi sur la concurrence a fait l'objet d'un débat et d'observations au cours de la 5^{ème} réunion de la 11^{ème} Assemblée nationale et doit être adopté en tant que loi en novembre 2004.

Les principaux points du projet de loi sur la concurrence sont les suivants:

- Champ d'application: les pratiques commerciales restrictives (y compris les accords restrictifs de la concurrence, l'abus de position dominante et monopolistique, et la concentration économique) et les comportements anticoncurrentiels.
- Sujets d'application: les associations commerciales et professionnelles et toutes les entreprises commerciales collectives ou individuelles, y compris les producteurs et les fournisseurs de biens et de services publics et les entreprises exerçant leur activité dans les domaines relevant des monopoles de l'État.
- Pratiques commerciales restrictives: le projet vise les pratiques suivantes:
 - les accords considérés comme anticoncurrentiels;
 - l'abus de position dominante et monopolistique; et
 - la concentration économique.

- Règles d'exemption: le projet fournit des critères permettant d'accorder des exemptions en matière d'accords anticoncurrentiels et de concentration économique, ainsi que les procédures y afférentes.
- Comportements anticoncurrentiels: le projet prévoit la prohibition des neuf types de comportements anticoncurrentiels suivants:
 - falsification des instructions commerciales;
 - atteinte aux secrets commerciaux;
 - corruption, pots-de-vin ou coercition en matière commerciale;
 - diffamation à l'encontre d'une autre entreprise;
 - perturbation des activités commerciales d'une autre entreprise;
 - publicité à des fins de concurrence déloyale;
 - promotion à des fins de concurrence déloyale;
 - discrimination au sein d'une association; et
 - ventes à paliers multiples (vente pyramidale) illégales.
- Mesures en matière de concurrence: le projet définit les procédures, les méthodes d'enquête, le déroulement des audiences, les droits et les obligations des participants aux procédures, ainsi que les types de sanctions en cas d'infractions aux règles.

III. CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES

Question n° 20

Nous remercions le Viet Nam des renseignements et des assurances qui ont été fournis en réponse aux questions précises posées dans le document WT/ACC/VNM/32 et le rapport, concernant l'application du traitement national et du traitement NPF, la transparence, le droit de recours, et les pouvoirs des entités locales dans les questions de politique commerciale.

Nous souhaitons que le Viet Nam confirme par des engagements spécifiques sa politique dans ces domaines.

Réponse

S'agissant des engagements formulés à la 8^{ème} session du Groupe de travail et des obligations du Viet Nam au moment de l'accession, le Viet Nam s'efforcera par tous les moyens possibles de les mettre en œuvre conformément au programme établi, notamment en ce qui concerne la modification des documents juridiques existants et la promulgation de nouveaux documents liés à ces engagements.

Le Viet Nam effectuera en toute transparence les modifications du cadre juridique visant à mettre en œuvre ces engagements et fera en sorte que ces modifications soient notifiées conformément aux règles de l'OMC et au protocole d'accession.

Question n° 21

Nous souhaiterions obtenir une réponse au point soulevé au paragraphe 75 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 concernant l'autorisation d'utiliser les appels administratifs et le recours au tribunaux.

Réponse

La Loi n° 26/2004/QH11 a modifié la Loi sur les plaintes et les dénonciations et lui a ajouté un certain nombre d'articles. Conformément au paragraphe 7 de l'article premier (de la nouvelle loi) portant modification de l'article 39 de la Loi sur les plaintes et les dénonciations, "dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle prend fin la période de règlement, comme l'établit l'article 36 de la Loi sur les plaintes et les dénonciations, si la requête n'a pas été réglée, ou à compter de la date de réception de la première décision de règlement si les plaignants ne sont pas satisfaits, les plaignants sont en droit de déposer une requête auprès de l'autorité compétente immédiatement supérieure ou d'engager une procédure devant un tribunal administratif conformément à la loi ...".

Conformément au paragraphe 1 de l'article premier de l'Ordonnance n° 10/1998/PL-UBTVQH10 du 25 décembre 1998 portant modification de l'Ordonnance sur les procédures de règlement des différends administratifs, "les individus, les autorités gouvernementales et les autres organisations sont en droit d'engager une procédure devant un tribunal administratif contre des décisions et des actes administratifs dans les cas suivants:

- le plaignant a déjà déposé la requête auprès de l'autorité compétente immédiatement supérieure pour la première fois (conformément aux articles 19 à 25 de la Loi sur les plaintes et les dénonciations) et la période de règlement a expiré (conformément à l'article 36 de la Loi sur les plaintes et les dénonciations), mais la requête n'a pas été réglée ni transférée à l'autorité compétente immédiatement supérieure; et
- le plaignant a déjà déposé une requête auprès de l'autorité compétente immédiatement supérieure (conformément aux articles 19 à 25 de la Loi sur les plaintes et les dénonciations) mais n'est pas satisfait des décisions prises en vue du règlement et a décidé de ne pas interjeter appel auprès de l'autorité compétente immédiatement supérieure".

Conformément aux règlements susmentionnés, les individus, les autorités gouvernementales et les autres organisations qui ne sont pas satisfaits des décisions administratives de règlement ou dont la première requête n'a pas été réglée peuvent interjeter appel auprès de l'autorité compétente immédiatement supérieure ou engager une procédure devant un tribunal conformément à la loi. À ce stade, les individus, les autorités gouvernementales, les organisations peuvent soit interjeter un nouvel appel conformément aux procédures administratives, soit engager une procédure devant les tribunaux. La réglementation actuelle en vigueur au Viet Nam ne permet pas aux tribunaux de réviser une décision administrative antérieure; elle ne permet pas non plus aux plaignants de faire appel d'une décision administrative auprès d'une instance administrative supérieure et d'engager simultanément une procédure devant les tribunaux.

Question n° 22

Si nous comprenons bien, à l'entrée en vigueur de l'Ordonnance sur l'arbitrage commercial, le 1^{er} juillet 2003, les décisions arbitrales nationales et internationales ont immédiatement pris effet au Viet Nam et l'ordonnance prescrit que si les deux parties en conviennent, elles peuvent choisir un arbitre étranger avant ou au moment d'un différend

impliquant un élément étranger. Ces nouveaux éléments devraient figurer quelque part dans le présent chapitre du projet de rapport.

Réponse

L'Ordonnance sur l'arbitrage commercial a été adoptée par le Comité permanent de l'Assemblée nationale le 25 février 2003 pour entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2003. Elle contient des directives sur l'organisation des procédures d'arbitrage qui visent à régler les différends découlant d'activités commerciales qui font intervenir des éléments étrangers:

- les différends qui font intervenir des éléments étrangers s'entendent des différends provenant d'activités commerciales dans lesquelles au moins une des parties est un ressortissant étranger ou une entité étrangère, ainsi que des différends qui mettent en jeu des rapports avec l'étranger, ou des actifs basés dans un pays étranger;
- les arbitres sont sélectionnés par les parties ou désignés par le tribunal. Les arbitres désignés peuvent provenir ou non de la liste des membres du centre d'arbitrage du Viet Nam; ils peuvent également être des arbitres étrangers répondant aux lois de leurs pays d'origine; et
- les décisions de l'arbitre sont définitives et contraignantes pour les parties impliquées, sauf si ces décisions sont annulées par le tribunal en vertu des règles énoncées dans l'ordonnance.

IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

- **Droits de commercialisation (droit d'importer et d'exporter)**

Question n° 23

Le tableau A du document WT/ACC/VNM/32 fixe un calendrier relatif aux droits d'importation et d'exportation de produits soumis à des restrictions à l'importation. Comme l'ont relevé les membres lors des réunions du Groupe de travail, en décembre dernier, la durée des périodes de transition prévues pour chacun de ces produits semble longue dans la mesure où c'est au cours de ces périodes que la conformité avec les articles fondamentaux tels que les articles 3 et 11 du GATT de 1994 doit être assurée.

- **Nous souhaiterions demander au gouvernement vietnamien de reconsidérer le calendrier susmentionné. À ce propos, la seule réponse donnée à diverses questions concernant les "droits d'importation et d'exportation" posées dans le document WT/ACC/VNM/32 est simplement que "le Viet Nam s'engage à respecter un calendrier concernant le droit d'importer, dont les détails figurent dans un document sur les droits d'importation joint au présent document (annexe 1). Concernant le droit d'exporter, le Viet Nam confirme que les entreprises à capitaux étrangers possèdent des droits identiques à ceux des entreprises vietnamiennes". À notre avis, cette explication n'est en aucune façon convaincante. Nous souhaiterions dès lors demander au gouvernement du Viet Nam de réviser ce point et en particulier d'abolir, dès l'accession, toute restriction concernant les droits d'importer et d'exporter des automobiles, des motocycles et des pièces détachées pour motocycles qui, selon le calendrier prévu, ne doivent pas bénéficier de droits de commercialisation avant 2008, 2010 et 2011, respectivement.**

Réponse

Le Viet Nam a pris note des observations des membres du Groupe de travail et a ajusté ses engagements en matière de droits d'importation et d'exportation de la manière indiquée à l'annexe A jointe au présent document.

A. RÉGLEMENTATION DES IMPORTATIONS**Question n° 24**

Nous prenons note des réponses données par le Viet Nam aux questions concernant ce point dans le document WT/ACC/VNM/32, et de l'offre figurant à l'annexe 1 de mettre progressivement en œuvre les articles III et XI jusqu'à l'année 2011.

Nous souhaitons toujours que les mesures qui restreignent la vente et la distribution des produits importés et favorisent celles des produits nationaux de même nature soient supprimées avant l'accession.

Réponse

Le Viet Nam a pris note des observations des membres du Groupe de travail et a ajusté ses engagements en matière de droits d'importation et d'exportation de la manière indiquée à l'annexe A jointe au présent document.

Question n° 25

Nous prenons note de la confirmation du Viet Nam, énoncée dans le document WT/ACC/VNM/32, selon laquelle les entreprises à participation étrangère ont les mêmes droits d'exportation que les entreprises nationales. Cette mesure devrait figurer dans le texte du projet de rapport du Groupe de travail.

Réponse

Le Viet Nam accepte d'ajouter la déclaration ci-dessus au projet de rapport du Groupe de travail.

Question n° 26

Les droits de commercialisation sont décrits aux paragraphes 76 à 85 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, de même que les préoccupations à l'égard du caractère discriminatoire du régime. Pour ce qui est des entreprises à participation étrangère, nous prenons note de la proposition du Viet Nam (paragraphe 85) de leur accorder progressivement les droits de commercialisation conformément aux conditions et au calendrier énoncés à l'annexe 1 et dans le tableau A du document WT/ACC/VNM/32. Dans ces conditions, un certain nombre de domaines ne seront pas consolidés (tabac; pétrole; films cinématographiques; livres, brochures et imprimés similaires; machines à imprimer; disques, bandes et autres supports pour l'enregistrement; aéronefs) tandis que les droits d'importation et d'exportation de certaines marchandises (viande, sucre, véhicules automobiles) ne seront pas accordés avant 2008 à 2011, selon le produit. Le Viet Nam prend également des engagements concernant les coentreprises, mais c'est seulement à partir du 1^{er} janvier 2009 que la création d'entreprises à 100 pour cent de participation étrangère directe sera autorisée pour exercer des activités importatrices et exportatrices. Les garanties de l'OMC en matière de droit à la commercialisation conformément aux articles III et XI du GATT ne sont pas négociables, et

nous ne voyons pas ce qui pourrait faire obstacle à la mise en place des réformes d'ensemble qui sont nécessaires pour tenir compte des règles de l'OMC dans ce domaine, avant l'accession.

- **Nous espérons qu'avant la date d'accession, toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère, aura le droit d'être enregistrée en tant qu'importateur ou exportateur de tout produit dont l'importation ou l'exportation est autorisée et, dans le cas de l'importation, aura le droit de vendre ces produits à toute personne morale ou physique, nationale ou étrangère, autorisée à les distribuer.**
- **Nous souhaiterions obtenir confirmation que les droits d'importation et d'exportation seront gérés en conformité avec toutes les dispositions pertinentes de l'OMC avant l'accession du Viet Nam à l'Organisation.**
- **Comment le Viet Nam mettra-t-il ses restrictions en matière de droit à importer ou exporter en conformité avec les dispositions de l'OMC avant la date de l'accession?**

Réponse

Le Viet Nam a pris note des observations des membres du Groupe de travail et a ajusté ses engagements en matière de droits d'importation et d'exportation de la manière indiquée à l'annexe A jointe au présent document.

Dans le passé, les activités d'importation et d'exportation des entreprises vietnamiennes étaient limitées par des règles qui s'appliquaient aux entités exerçant ces activités, ainsi que par des restrictions imposées à des produits déterminés. Dans ce contexte, le Viet Nam a créé à l'intention des entreprises à participation étrangère un régime d'importation et d'exportation spécifique dont les règles diffèrent de celles qui sont appliquées aux entreprises vietnamiennes (certaines règles de ce régime sont plus libérales à l'égard des activités d'importation et d'exportation qui répondent aux besoins des entreprises à participation étrangère). La fusion des deux régimes et la libéralisation des droits des entreprises à l'importation exigeraient la promulgation de nouvelles règles et le renforcement de la capacité de gestion et d'administration des organismes gouvernementaux impliqués. C'est pourquoi le Viet Nam souhaiterait disposer d'une période de transition. Le Viet Nam est prêt à examiner ce point en détail avec les membres du Groupe de travail intéressés, afin qu'une solution soit envisagée dans les limites de la capacité de mise en œuvre du pays.

Question n° 27

Paragraphe 85. Nous trouvons que les dernières propositions du Viet Nam sur les "engagements concernant les droits d'importation et d'exportation" (annexe 1) sont intéressantes. Toutefois, les aspects suivants continuent de nous préoccuper:

- **la portée des investissements étrangers visés par le paragraphe 2;**
- **la prescription en matière de capital étranger et la période de transition suggérées au paragraphe 3;**
- **les restrictions en matière de branches d'activité prévues au paragraphe 4; et**
- **l'adoption de prescriptions à des fins douanières et fiscales mentionnée au paragraphe 6.**

Nous souhaiterions que le Viet Nam précise davantage sa proposition sur les "engagements concernant les droits d'importation et d'exportation" et aborde la question sous l'angle de la prescription relative au traitement national.

Réponse

Le Viet Nam a pris note des observations des membres du Groupe de travail et a ajusté ses engagements en matière de droits d'importation et d'exportation de la manière indiquée à l'annexe A jointe au présent document. Le Viet Nam est prêt à examiner ces points en détail avec les membres du Groupe de travail intéressés, afin qu'une solution soit envisagée dans les limites de la capacité de mise en œuvre du pays.

- **Caractéristiques du tarif douanier national**

Question n° 28

Au paragraphe 87 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, le Viet Nam fait référence à l'élimination progressive des mesures non tarifaires de restriction des importations et à son intention de les remplacer par des droits d'importation ou des surtaxes temporaires durant une période de transition.

Veillez donner des renseignements détaillés sur ces droits et ces surtaxes, et sur les périodes de transition proposées pour leur élimination.

Réponse

Le Viet Nam met en œuvre depuis 2000 la "tarification des mesures non tarifaires" dans le cadre des engagements souscrits auprès du FMI et de la Banque mondiale. Conformément à cet engagement, les mesures non tarifaires ont été progressivement éliminées et remplacées par des droits d'importation et des surtaxes (les autres droits et impositions en vigueur sont répertoriés dans le tableau 1 a) du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1). À la fin de l'année 2003, ces surtaxes à l'importation ont été transformées en droits d'importation dans un souci de transparence.

Actuellement, le Viet Nam applique d'autres droits et impositions uniquement aux tuyaux en acier soudés (SH 7306), et au PVC sous forme de poudre et de granulés (SH 3904), respectivement aux taux de 10 pour cent, 5 pour cent et 10 pour cent.

Question n° 29

Selon la dernière phrase du paragraphe 87, le tarif douanier du Viet Nam comprenait quelques taux NPF dépassant 60 pour cent. Veuillez fournir la liste des produits selon leur position du SH au niveau de la ligne tarifaire, ainsi que la description de chaque produit. Veuillez indiquer en outre si ces droits seront réduits dans un avenir proche.

Réponse

Un exemplaire du Tarif d'importation effectif du Viet Nam (taux NPF) selon les positions à huit chiffres du SH a été fourni au Groupe de travail avant sa 7^{ème} session, en décembre 2003 (voir le document WT/ACC/VNM/28/Add.1). Ce document comprenait tous les taux de droits NPF dépassant 60 pour cent, ainsi que la description de chaque produit.

S'agissant du programme de réduction tarifaire (à court, moyen et long terme), la politique actuelle unilatérale du gouvernement vietnamien en matière de droits d'importation vise à garantir la conformité avec les engagements multilatéraux et régionaux du Viet Nam.

Question n° 30

Le Viet Nam indique au paragraphe 90 qu'il pourrait devenir nécessaire à l'avenir d'appliquer des droits spécifiques ou composés sur certains produits pour empêcher la fraude douanière. Répondant aux questions n° 44, 45 et 46 du document WT/ACC/VNM/32, le Viet Nam mentionne que les taux spécifiques sont actuellement calculés compte tenu de l'expérience des Membres de l'OMC et que la conversion respectera les règles de l'OMC conformément aux dispositions de l'article XXVIII du GATT.

Étant donné que plusieurs membres ont demandé que le Viet Nam fournisse la méthode qu'il est prévu d'appliquer pour effectuer ces conversions, nous estimons que la réponse n'est pas suffisante. Nous demandons en conséquence au Viet Nam de bien vouloir indiquer la méthode de conversion au Groupe de travail.

Veillez fournir des renseignements sur les produits qui font l'objet de fraudes.

Réponse

Le Viet Nam s'efforcera de limiter l'application de droits spécifiques à un petit nombre de produits pour lesquels il lui est difficile d'utiliser d'autres mesures de lutte contre les fraudes à la valeur. C'est dans cet esprit que la liste des produits à propos desquels une réserve a été formulée en vue d'une application de droits spécifiques est passée de six produits (150 lignes), dans la 3^{ème} offre, à trois produits (100 lignes), dans la 4^{ème} offre.

Pour les produits qui font actuellement l'objet de cette réserve, l'application de droits spécifiques est encore à l'étude (quant à la portée de la mesure et au taux). C'est pourquoi le Viet Nam n'a pas pu fournir de taux spécifiques dans son offre de négociation. Toutefois, ces taux seront proposés pour les trois produits mentionnés aussitôt que possible afin de faciliter la négociation.

Le Viet Nam espère bénéficier de la compréhension des membres du Groupe de travail sur ce point. Le Viet Nam souhaite également confirmer que les autorités s'efforceront, de toute manière, de faire en sorte que les taux appliqués après l'accession correspondent aux taux qui font actuellement l'objet d'un engagement, afin de garantir la transparence et de limiter autant que possible les probabilités de renégociation.

S'agissant des renseignements sur les produits qui font l'objet de fraudes commerciales: il s'agit, en fait, des mêmes produits qui sont à l'étude aux fins d'application de droits spécifiques. Ces produits ont été signalés dans l'offre présentée à l'OMC.

Question n° 31

Le paragraphe 90 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 et la question n° 46 du document WT/ACC/VNM/32 se rapportent à la réserve dont est assortie l'offre tarifaire du Viet Nam et qui concerne l'application éventuelle de taux de droit spécifiques à certaines marchandises, alors même que les autorités proposent une consolidation sur une base *ad valorem*; cela peut entraîner le non-respect des consolidations tarifaires vietnamiennes. Le Viet Nam signale que toutes les conversions respecteront les obligations de l'article XXVIII du GATT et que le but de ces conversions est de lutter contre la fraude douanière. Les

négociations au titre de l'article XXVIII demandent normalement beaucoup de temps et ne sont pas appropriées pour remédier à ce type de problème. Pour résoudre cette difficulté, le Viet Nam devrait renforcer l'administration douanière dans le domaine de l'évaluation en douane, et réduire les incitations à enfreindre les mesures à la frontière en libéralisant ces mesures (en réduisant, par exemple, certains taux de droits très élevés).

Nous observons, dans la réponse à la question n° 46 que le Viet Nam semble avoir accepté notre suggestion d'envisager des consolidations tarifaires composées ou mixtes en cas de nécessité. Quand le Viet Nam sera-t-il prêt à remplacer ses offres par des taux composés ou mixtes pour les lignes tarifaires pertinentes?

Réponse

Le Viet Nam a ramené le nombre de produits qui font l'objet d'une réserve en vue de l'application de droits spécifiques, de six produits (150 lignes) conformément à la 3^{ème} offre, à trois produits (100 lignes) dans la 4^{ème} offre.

Le Viet Nam a véritablement besoin d'appliquer des droits spécifiques à ces produits pour lutter contre les fraudes commerciales à la valeur. Cependant, l'application de ces droits fait encore actuellement l'objet d'un examen attentif. C'est pourquoi le Viet Nam ne peut pas encore fournir de taux spécifiques dans son offre de négociation.

Le Viet Nam espère bénéficier de la compréhension des membres du Groupe de travail sur ce point et communiquera aussitôt que possible les droits spécifiques concernant ces produits. Le Viet Nam souhaite également confirmer que les autorités s'efforceront, de toute manière, de faire en sorte que les taux appliqués après l'accession correspondent aux taux qui font actuellement l'objet d'un engagement, afin de garantir la transparence et de limiter autant que possible les probabilités de renégociation.

Question n° 32

Dans son offre tarifaire, le Viet Nam continue de mentionner des produits pour lesquels il souhaite se réserver la possibilité de convertir les droits en taux spécifiques dans l'avenir. Nous craignons toujours que cela ne signifie que la valeur des concessions tarifaires du Viet Nam sera affectée dans le futur, ce qui entraînerait une réduction de la sécurité et de la transparence des droits appliqués au Viet Nam. L'allusion à l'article XXVIII est utile mais n'ôte rien à l'élément d'instabilité introduit par cette demande.

Réponse

Le Viet Nam se propose de passer des droits *ad valorem* aux droits spécifiques pour certains produits sensibles exposés à des risques élevés de fraude commerciale. Ces produits ont été définis et leur nombre a été limité (passant de six produits, proposés dans la 3^{ème} offre, à trois produits dans la 4^{ème} offre).

Le Viet Nam a déjà affirmé que, de toute manière, le passage des droits *ad valorem* aux droits spécifiques ou composés, après l'accession, sera compatible avec les règles de l'OMC sur la modification de la liste tarifaire, et notamment avec l'article XXVIII du GATT de 1994 et les autres dispositions applicables. Le Viet Nam tentera de faire en sorte que les taux appliqués après l'accession correspondent aux taux qui font actuellement l'objet d'un engagement, afin de garantir la transparence et de limiter autant que possible les probabilités de renégociation.

Question n° 33

Nous souhaiterions obtenir des éclaircissements sur l'avant-dernière phrase du paragraphe 91 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1. Signifie-t-elle que toute mesure que prendra le Viet Nam sera conforme aux règles de l'OMC et, dès lors, d'un caractère différent du type d'action prévu par les dispositions générales de l'actuelle législation en matière de mesures de rétorsion? Ou le Viet Nam voulait-il dire qu'il riposterait en recourant à des mesures similaires aux mesures utilisées à son encontre par le membre concerné?

Réponse

Comme cela est expliqué au paragraphe 91 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, le Viet Nam a confirmé qu'après son accession à l'OMC, toute mesure prise en réponse à un traitement discriminatoire serait conforme aux règles appliquées par les Membres de l'OMC. Cela ne signifie pas que ces réponses seront d'un caractère différent du type d'action prévu par les dispositions générales de l'actuelle législation en matière de mesures de rétorsion.

Question n° 34

Au paragraphe 91 du rapport du Groupe de travail, le Viet Nam indique que les taux appliqués sont le taux préférentiel, le taux NPF et le taux standard. Veuillez expliquer quelle est la différence entre le taux NPF et le taux standard et donner des exemples des différents taux pour le même produit.

Réponse

Aux termes des dispositions de la Loi portant modification et révision d'un certain nombre d'articles de la Loi sur les droits d'importation et les droits d'exportation de 1998, les taux de droits appliqués aux importations sont les suivants:

- les "taux préférentiels spéciaux", appliqués aux marchandises importées de pays qui ont conclu avec le Viet Nam des accords prévoyant un traitement préférentiel spécial en matière de droits d'importation dans le cadre de zones de libre-échange et d'unions douanières, ou pour faciliter le commerce frontalier (par exemple, le Tarif préférentiel effectif commun qui met en œuvre la zone de libre-échange de l'ANASE);
- les taux NPF ("taux préférentiels"), appliqués aux marchandises importées de pays qui bénéficient d'accords prévoyant le traitement de la nation la plus favorisée dans leurs rapports commerciaux avec le Viet Nam. Un exemplaire de la liste tarifaire contenant ces taux a été présenté au Groupe de travail; et
- les taux standard ("taux normaux"), appliqués aux marchandises importées de pays qui ne bénéficient pas d'accords prévoyant le traitement de la nation la plus favorisée dans leurs rapports commerciaux avec le Viet Nam. La loi établit que les taux standard ne dépasseront pas les taux NPF de plus de 70 pour cent pour les mêmes produits; les taux standard appliqués actuellement de manière uniforme dépassent ces taux NPF de 50 pour cent seulement. Le Viet Nam a conclu des accords commerciaux bilatéraux et des arrangements NPF avec la plupart de ses partenaires commerciaux. Dès lors, les dispositions de la loi relatives aux taux standard sont rarement appliquées dans les faits, et il n'est pas possible de mentionner un exemple de produit soumis à ces taux.

- **Autres droits et impositions**

Question n° 35

Paragraphe 95. Comme d'autres Membres, nous souhaitons obtenir du Viet Nam un engagement de consolider à zéro tous les autres droits et impositions dans sa liste de concessions et d'engagements concernant les marchandises.

Réponse

Le Viet Nam s'est déjà engagé à consolider à zéro pour cent tous les autres droits et impositions dès la date d'accession, dans la 4^{ème} offre révisée sur les tarifs et lors de la session multilatérale du Groupe de travail.

Question n° 36

Paragraphe 95 et réponse à la question n° 48 (WT/ACC/VNM32): La dernière phrase du paragraphe 95 devrait être complétée par les renseignements additionnels concernant les taux appliqués aux deux produits assujettis à d'autres droits et impositions, comme le mentionne le Viet Nam dans la réponse à la question n° 48 du document WT/ACC/VNM/32.

Réponse

Si les membres du Groupe de travail le jugent nécessaire, le Viet Nam accepte d'ajouter au paragraphe 95 les renseignements additionnels concernant les taux des autres droits et impositions appliqués aux deux produits, à savoir 10 pour cent, 5 pour cent et 10 pour cent, respectivement pour les tuyaux soudés en acier (SH 7306) et le PVC sous forme de poudre ou de granulés (SH 3904), comme cela est mentionné dans la réponse à la question n° 48 du document WT/ACC/VNM/32.

Question n° 37

En réponse à la question n° 48, le Viet Nam indique qu'il consolidera à zéro les autres charges et impositions de la presque totalité des produits lors de son accession, sous réserve que les Membres de l'OMC tiennent compte des taux plafonds afin que le Viet Nam puisse répondre avec une certaine souplesse aux demandes relatives aux taux de droits, spécialement dans le cas des produits antérieurement assujettis à d'autres droits et impositions. Le Viet Nam pourrait-il indiquer quel est le niveau de consolidation plafond prévu selon le produit (uniquement pour les deux produits actuellement assujettis à d'autres droits et impositions, c'est-à-dire les tuyaux soudés en acier et le PVC sous forme de poudre ou de granulés)?

Réponse

Le Viet Nam demande au membre de reconnaître les efforts réalisés par le pays dans le domaine des autres droits et impositions pour apporter une certaine souplesse dans les négociations bilatérales sur les marchandises, en particulier dans le cas des produits auparavant assujettis à ces autres droits et impositions (signalés par les lettres x, xx, xxx ou xxxx dans la colonne des autres droits et impositions). Les taux proposés figurent dans la 4^{ème} offre révisée sur les tarifs du Viet Nam.

Question n° 38

Nous prenons note du projet d'engagement formulé au paragraphe 97.

Réponse

Le Viet Nam a fait figurer les autres droits et impositions dans la Liste tarifaire afin de les consolider au taux "zéro" dans la Liste de concessions et d'engagements concernant les marchandises, dès la date d'accession.

Le Viet Nam a confirmé son intention de respecter l'obligation de faire en sorte que les redevances et les droits correspondent aux services rendus, conformément à la situation actuelle du pays et aux pratiques internationales, dès l'accession.

Le paragraphe 97 exprime donc la volonté d'engagement du Viet Nam et pourra servir de base à la rédaction de cet engagement dans le projet de rapport du Groupe de travail.

- **Contingents tarifaires, exemptions de droits**

Question n° 39

Concernant les contingents tarifaires, nous recommandons avec insistance au Viet Nam de renoncer à cette approche et demandons que cela soit exprimé dans le texte.

Nous faisons observer que les renseignements demandés au paragraphe 98, de même que les renseignements demandés relatifs aux procédures de mise en œuvre doivent être présentés et incorporés dans le projet de rapport du Groupe de travail.

Réponse

Le Viet Nam joint au présent document les renseignements concernant le mécanisme de répartition des contingents (annexe D du présent document).

Question n° 40

Au paragraphe 98 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, les membres souhaitent que le Viet Nam s'engage à ouvrir l'accès aux contingents tarifaires de façon non discriminatoire et à gérer les contingents de manière à ne pas créer de distorsions sur le commerce.

Nous demandons au Viet Nam de donner son accord à de tels engagements.

Réponse

Le Viet Nam s'engage à appliquer les contingents tarifaires conformément aux règles et règlements de l'OMC applicables, et notamment aux dispositions du GATT en matière de nation la plus favorisée et de traitement national. Ces mesures seront en outre gérées conformément aux règles et règlements de l'OMC.

Question n° 41

Au paragraphe 99 du projet de rapport, il est indiqué que le gouvernement vietnamien a publié, le 9 mai 2003, la Décision n° 91/2003/QĐ-TTg établissant des contingents tarifaires à l'importation de coton, de matières premières du tabac, de sel, de produits laitiers, d'œufs et de maïs. Nous croyons comprendre que le sucre, au lieu du maïs, devrait figurer sur la liste des produits assujettis aux contingents tarifaires. Nous aimerions, en conséquence, que le Viet Nam vérifie les produits assujettis et modifie le paragraphe en tant que de besoin.

Réponse

En vertu de la Décision du Premier Ministre n° 46/2001/QD-TTg du 4 avril 2001 sur la gestion des exportations et des importations pendant la période 2001-2005, le sucre est géré dans le cadre d'une licence discrétionnaire du Ministère du commerce (en réalité, aucune importation n'a été effectuée). En conséquence, le sucre n'a pas été inclus dans la Décision n° 91/2003/QD-TTg du 9 mai 2003. Dans le contexte des négociations en vue de l'accession, le Viet Nam s'engage néanmoins à permettre l'accès au marché du sucre et de convertir à cet effet les licences d'importation discrétionnaires en contingents tarifaires applicables au sucre dès la date d'accession. Des renseignements détaillés ont été fournis dans la dernière offre concernant les contingents tarifaires (document WT/ACC/SPEC/VNM/1/Add.3).

Question n° 42

Nous nous félicitons de l'intention du Viet Nam d'accroître l'accès au marché pour le coton, les matières premières du tabac, le sel, les produits laitiers, les œufs et le maïs (paragraphe 99 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1). Nous préférierions toutefois que cela s'accomplisse à travers un accès uniquement basé sur les tarifs. Le passage direct à un régime d'accès uniquement tarifaire est une solution que nous encourageons vivement le Viet Nam à envisager. Les autorités vietnamiennes semblent laisser entendre que le recours aux contingents tarifaires pourrait constituer une étape intermédiaire entre l'élimination de certaines mesures non tarifaires et la création finale d'un régime uniquement fondé sur les tarifs.

Le Viet Nam pourrait-il fournir des détails sur la manière dont les mesures non tarifaires concernées seront éliminées et indiquer quand et comment les contingents tarifaires seront supprimés?

Réponse

Le Viet Nam a aboli les contingents tarifaires pour le coton et le maïs dans la dernière offre concernant les contingents tarifaires (document WT/ACC/SPEC/VNM/1/Add.3). Le Viet Nam espère que les taux de droits applicables à ces produits bénéficieront d'une certaine souplesse. Le Viet Nam est désireux de négocier en détail avec les membres du Groupe de travail sur la base de l'offre concernant les contingents tarifaires en vue d'accroître l'accès au marché de ces produits.

Question n° 43

Nous croyons savoir que quelques-uns des contingents tarifaires que, selon les indications fournies, le Viet Nam a l'intention d'utiliser, ont été mis en place. Nous nous préoccupons de cette évolution.

Veuillez fournir des renseignements détaillés sur les arrangements actuellement en vigueur et notamment sur les produits assujettis à des contingents tarifaires, les volumes annuels des contingents, les taux de droits appliqués dans le cadre des contingents et en dehors, ainsi que les méthodes utilisées pour répartir les contingents et gérer les accords.

Réponse

Les produits visés et le mécanisme de répartition des contingents tarifaires sont précisés dans la Circulaire n° 09/2003/TT-BTM du 15 décembre 2003 contenant des directives pour la mise en œuvre de la Décision du Premier Ministre n° 91/2003/QD-TTg du 9 mai 2003. Ces renseignements sont fournis dans l'annexe D du présent document. Pour toute autre information concernant les

contingents tarifaires, prière de consulter la dernière offre du Viet Nam à ce sujet (document WT/ACC/SPEC/VNM/1/Add.3).

Question n° 44

À notre avis, dans le cas des produits de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture, le système des contingents tarifaires permet aux pays exportateurs de prendre des mesures efficaces pour assurer la stabilité de l'accès au marché, et aux pays importateurs d'assurer la stabilité des importations. En vue de garantir la transparence du système des contingents tarifaires vietnamien, tous les renseignements pertinents qui doivent être connus des personnes concernées, tels les demandeurs et les utilisateurs de contingents tarifaires, devraient être rendus publics.

Réponse

Le Viet Nam est sensible à ces observations et en tiendra compte en appliquant les contingents tarifaires. Le Viet Nam espère en outre qu'il sera pris note des propos exprimés ci-dessus par certains membres du Groupe de travail dans le projet de rapport du Groupe de travail.

- **Droits et redevances pour services rendus**

Question n° 45

L'explication fournie en réponse à la question n° 57 du document WT/ACC/VNM/32 confirme que la redevance perçue au Viet Nam pour l'importation ou l'exportation de devises est fondée sur le montant de l'opération et non sur le coût du traitement.

Cette redevance ne satisfait pas aux prescriptions de l'article VIII du GATT. Elle devrait être supprimée ou révisée pour répondre aux critères de cet article.

Cette section devrait être révisée, et une liste exhaustive des taxes actuellement perçues devrait être fournie sous forme de tableau, afin qu'une décision définitive puisse être prise quant à leur compatibilité avec les règles de l'OMC.

Réponse

Conformément aux règlements publiés dans la Circulaire interministérielle n° 71/2000/TTLT/BTC-TCHQ du 19 juillet 2000, la perception des redevances douanières et la gestion de l'importation et de l'exportation de devises étrangères sont réglementées comme suit:

- importation ou exportation inférieure à 100 000 dollars EU (ou un montant similaire d'autres devises étrangères): 100 000 dong (environ 6,30 dollars EU);
- pour chaque montant additionnel de 100 000 dollars EU, il sera perçu une redevance de 80 000 dong (approximativement 5 dollars EU);
- montant maximal de la redevance pour une opération: 1,5 million de dong (environ 100 dollars EU).

Après conversion en dollars EU, ces redevances sont très modestes et ne dépassent en aucun cas les coûts des services rendus. Ces redevances ont été ajustées aux services rendus par les organes gouvernementaux et ne devraient donc pas enfreindre l'article VIII du GATT de 1994.

Question n° 46

Étant donné que le tableau 2 du paragraphe 102 se rapporte uniquement aux redevances de dédouanement, aux redevances d'entreposage sous douane et aux redevances administratives, une référence ou une note de bas de page devrait être ajoutée pour ce qui concerne les redevances douanières de convoyage de fret basées sur la distance de convoyage, et les redevances pour mise sous scellés en douane, à savoir un renvoi aux tableaux 13 a) et 13 b).

Réponse

Le Viet Nam accepte d'ajouter un renvoi aux tableaux 13 a) et 13 b) dans le paragraphe 102 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1.

- **Application de taxes intérieures aux importations**

Question n° 47

Le Viet Nam pourrait-il préciser, dans le texte du projet de rapport du Groupe de travail, ses propositions en vue de la suppression des taxes discriminatoires sur le tabac importé, les boissons alcoolisées médicamenteuses, la bière nationale fabriquée par les petits brasseurs et les automobiles de fabrication vietnamienne?

Réponse

En ce qui concerne le droit d'accise sur les produits importés du tabac, le Viet Nam s'engage à respecter les principes de non-discrimination établis à l'article III du GATT de 1994, dès son accession.

En ce qui concerne les boissons alcoolisées médicamenteuses, la politique du Viet Nam ne vise pas à établir une discrimination ou à protéger le produit à l'aide du droit d'accise. Le régime du droit d'accise vietnamien est conçu pour orienter et réguler la consommation dans le contexte d'une population composée majoritairement de personnes disposant de faibles revenus. Pour atteindre cet objectif, les droits d'accise les plus élevés sont appliqués aux produits de luxe de forte valeur, consommés principalement par les personnes à gros revenus, et les moins élevés aux produits ordinaires consommés en majorité par les classes défavorisées. Les boissons alcoolisées médicamenteuses sont fabriquées à partir de différents types de plantes et de remèdes à base de plantes (possédant des propriétés médicamenteuses); leur teneur en alcool est faible, leur processus de fabrication simple et leur coût peu élevé. Comparées à d'autres alcools, elles ne sont pas considérées comme une boisson de luxe. Du point de vue des pratiques sociales, le gouvernement souhaite, en outre, restreindre la dépendance vis-à-vis de l'alcool engendrée par la consommation de boissons alcoolisées différentes des boissons médicamenteuses. De plus, d'autres types de boissons alcoolisées sont produits localement (en quantités considérablement plus élevées que les boissons alcoolisées médicamenteuses).

Concernant la bière nationale fabriquée par les petits brasseurs: avant 2003, les petits brasseurs qui avaient subi des pertes avaient droit à une réduction ou à une exonération du droit d'accise. Cette réglementation a cependant été abolie en vertu de la Loi sur le droit d'accise n° 08/2003/QH11 du 17 juin 2003 modifiée.

Concernant le droit d'accise sur les automobiles: ainsi que le régit la Loi sur le droit d'accise, les entreprises qui construisent et assemblent des automobiles au Viet Nam ont droit à des incitations sous la forme de réductions du droit d'accise jusqu'en 2006, selon le calendrier détaillé suivant: déduction de 70 pour cent en 2004, de 50 pour cent en 2005, de 30 pour cent en 2006 et

aucune incitation en 2007. Cette politique vise à soutenir, par le biais de subventions spécifiques, les entreprises de la jeune industrie automobile vietnamienne qui en sont au premier stade de développement. En fait, au moment de délivrer les licences d'investissement, le gouvernement vietnamien a pris des engagements auprès des constructeurs automobiles en matière de traitement fiscal, notamment concernant le droit d'accise. Ce faisant, le Viet Nam a observé que les subventions accordées à l'industrie automobile sous la forme de déductions du droit d'accise contreviendraient à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et auraient un effet négatif incontestable sur le commerce et les intérêts de certains pays. En conséquence, à titre de compromis entre la nécessité d'aider les entreprises et les exigences de l'accession à l'OMC, le Viet Nam a élaboré le calendrier susmentionné visant à supprimer progressivement l'incitation que représente la déduction du droit d'accise.

Question n° 48

Nous prenons note de la proposition d'étudier des solutions de rechange à l'exonération de la TVA accordée actuellement aux produits agricoles nationaux non transformés ou semi-transformés. Nous confirmons que cette exonération est, à notre avis, une application discriminatoire de la taxe qui doit être examinée avant la fin des négociations en cours. Quels sont les plans du Viet Nam pour éliminer les aspects discriminatoires de cette mesure fiscale?

Réponse

Comme cela a été indiqué dans la réponse à la question n° 80 du document WT/ACC/VNM/32, en vertu de la Loi sur la valeur ajoutée actuellement en vigueur, les produits agricoles nationaux non transformés et semi-transformés ne sont pas assujettis à la TVA. En apparence, cette mesure paraît discriminatoire à l'égard des produits agricoles non transformés et semi-transformés importés (sur lesquels est appliqué un taux de 5 pour cent). Dans les faits, cependant, l'exemption ne favorise les produits nationaux qu'à la première étape de la commercialisation. En effet, ces produits ne peuvent être vendus qu'à des transformateurs ou à des distributeurs dont toutes les ventes sont assujetties à une TVA de 10 pour cent (la TVA sur les intrants ne peut être déduite à ce stade dans la mesure où ces intrants ne sont pas assujettis, à l'étape antérieure). Ainsi, bien que ces produits agricoles ne soient pas assujettis à la TVA au premier stade de la chaîne, ils sont taxés dès le deuxième stade sur la totalité de la valeur ajoutée (au cours des deux étapes).

Il s'ensuit que les produits agricoles non transformés et semi-transformés sont finalement soumis aux effets de la TVA, la seule différence étant que cette taxe n'est pas payée par l'agriculteur au premier stade mais par l'industriel ou le distributeur au deuxième. Cette différence dans le recouvrement de l'impôt est due aux caractéristiques spécifiques du secteur agricole vietnamien qui occupe une part importante de la population nationale et se compose en majorité de microexploitations situées dans des régions variées, ce qui crée des difficultés en matière de gestion et de collecte de la taxe.

Question n° 49

Nous nous réjouissons de l'engagement pris par le Viet Nam d'éliminer le droit d'accise discriminatoire perçu sur les produits importés du tabac dès son accession, et d'abolir ou de supprimer progressivement les autres droits d'accise incompatibles avec les règles de l'OMC.

Réponse

Le Viet Nam s'engage à éliminer le droit d'accise discriminatoire sur les produits importés du tabac au moment de l'accession à l'OMC. Le droit d'accise discriminatoire sur les automobiles sera

éliminé de façon progressive conformément au calendrier établi au paragraphe 109 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1.

Question n° 50

Il est indiqué au paragraphe 108 que la Loi sur le droit d'accise prévoit des situations où une réduction du droit pourrait être envisagée pour les entreprises de production faisant face à des difficultés attribuables à des catastrophes naturelles ou souhaitant accroître leur capacité de production. Étant donné que la question n° 78 ne donne pas d'indications sur les critères appliqués pour les réductions du droit d'accise dans de tels cas, nous souhaiterions obtenir des renseignements additionnels sur ces critères.

Réponse

L'article 16 de la Loi modifiant et complétant un certain nombre d'articles de la Loi sur le droit d'accise n° 08/2003/QH11 du 17 juin 2003 précise les cas dans lesquels une réduction ou une exonération du droit peut être envisagée, et mentionne notamment "les unités de production fabriquant des produits assujettis au droit d'accise, qui font face à des difficultés attribuables à des catastrophes naturelles, à la guerre ou à des accidents imprévisibles".

En particulier, les critères d'exonération du droit d'accise en cas de catastrophe naturelle et de destruction causée par la guerre sont stipulés à l'article 16 du Décret n° 149/2003/ND-CP du 4 décembre 2003 contenant des directives détaillées pour la mise en œuvre de la Loi sur le droit d'accise et la Loi modifiant et complétant un certain nombre d'articles de la Loi sur le droit d'accise, comme suit: "La réduction et l'exonération du droit seront envisagées pour l'année au cours de laquelle les dommages se sont produits. Le montant de la réduction sera déterminé en fonction des dommages attribuables à des catastrophes naturelles, à la guerre et à des accidents imprévisibles mais ne dépassera pas 30 pour cent du montant imposable total conformément à la loi. L'exonération du droit d'accise sera envisagée si l'importance des dégâts est telle que l'entreprise touchée n'est plus en mesure d'exercer ses activités manufacturières et commerciales et ne peut plus payer ses impôts."

Les dispositions concernant l'exonération du droit d'accise accordée aux entreprises désireuses d'augmenter leur capacité de production n'ont jamais été appliquées dans les faits.

Question n° 51

Le Viet Nam indique dans la réponse à la question n° 77 du document WT/ACC/VNM/32 et au paragraphe 111 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 que l'exonération et la réduction du droit d'accise accordées aux entreprises d'assemblage de véhicules feront l'objet d'un calendrier d'élimination progressive jusqu'au 31 décembre 2006, et que les dispositions de l'article III du GATT ne seront pleinement respectées qu'à compter de cette date.

Nous escomptons que le Viet Nam se conformera à l'article III du GATT à partir de la date d'accession.

Réponse

Ainsi que le régleme la Loi sur le droit d'accise, les entreprises qui construisent et assemblent des automobiles au Viet Nam auront droit à des incitations sous la forme de réductions du droit d'accise jusqu'en 2006, selon le calendrier détaillé suivant: déduction de 70 pour cent en 2004, 50 pour cent en 2005, 30 pour cent en 2006 et aucune incitation en 2007. Par le biais de subventions spécifiques, cette politique vise à soutenir les entreprises de la jeune industrie automobile

vietnamienne qui en sont au premier stade de développement. En fait, au moment de délivrer les licences d'investissement, le gouvernement vietnamien a pris des engagements auprès des constructeurs automobiles en matière de traitement fiscal, notamment concernant le droit d'accise. Ce faisant, le Viet Nam a observé que les subventions accordées à l'industrie automobile sous la forme de déductions du droit d'accise contreviendraient à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et auraient un effet négatif incontestable sur le commerce et les intérêts de certains pays. En conséquence, à titre de compromis entre la nécessité d'aider les entreprises et l'accession à l'OMC, le Viet Nam a élaboré le calendrier susmentionné visant à supprimer progressivement l'incitation causée par la déduction du droit d'accise.

Question n° 52

Nous prenons note de l'explication du Viet Nam (réponse à la question n° 79 du document WT/ACC/VNM/32) sur les raisons pour lesquelles le droit d'accise est de 75 pour cent pour la bière en fût et de 30 pour cent pour la bière à l'état frais. Nous estimons que ces deux types de bières sont des produits similaires.

Dans la mesure où la "bière à l'état frais" est d'origine locale et la "bière en fût" peut provenir de l'étranger, nous souhaitons que le Viet Nam s'engage à niveler les taux de droit d'accise pour ces produits avant la date d'accession, et, d'une manière générale, à ne pas appliquer, après cette date, de mesures fiscales visant à protéger la production nationale.

Réponse

Actuellement, la bière en fût et la bière à l'état frais sont toutes deux produites dans le pays; seule une petite quantité de bière en fût est importée. Le Viet Nam confirme que les autorités n'ont aucune intention d'appliquer un traitement discriminatoire, de restreindre les importations ou de protéger l'industrie nationale par le biais du droit d'accise. Le droit d'accise plus élevé appliqué à la bière en fût provient du fait qu'il s'agit d'un produit de luxe dont le processus de production doit respecter des normes strictes d'homologation portant sur la qualité du produit, les intrants, le processus de raffinage et de stérilisation, la technologie et l'équipement, alors que la bière à l'état frais est un produit bon marché et, de ce fait, consommé principalement par les couches populaires. Ainsi, étant donné que le but du droit d'accise est d'imposer les marchandises de luxe à un taux élevé afin de réguler la consommation, et que les coûts et la qualité de la bière en fût sont supérieurs à ceux de la bière à l'état frais, le Viet Nam applique un taux de droit d'accise plus important sur la bière en fût que sur la bière à l'état frais.

Question n° 53

Concernant les différences de taux de droit entre la bière "en fût" et la bière "à l'état frais", nous souhaitons obtenir plus de renseignements sur les divers processus de production mentionnés dans votre réponse à la question n° 79 afin d'écarter toute possibilité de traitement discriminatoire au titre de l'article III.

Réponse

Actuellement, la bière en fût et la bière à l'état frais sont toutes deux produites dans le pays; seule une petite quantité de bière en fût est importée. Le Viet Nam confirme que les autorités n'ont aucune intention d'appliquer un traitement discriminatoire, de restreindre les importations ou de protéger l'industrie nationale par le biais du droit d'accise. Le droit d'accise plus élevé appliqué à la bière en fût provient du fait qu'il s'agit d'un produit de luxe dont le processus de production doit respecter des normes strictes d'homologation portant sur la qualité du produit, les intrants, le processus de raffinage et de stérilisation, la technologie et l'équipement, alors que la bière à l'état frais

est un produit bon marché et, de ce fait, consommé principalement par les couches populaires. Ainsi, étant donné que le but du droit d'accise est d'imposer les marchandises de luxe à un taux élevé afin de réguler la consommation, et que les coûts et la qualité de la bière en fût sont supérieurs à ceux de la bière à l'état frais, le Viet Nam applique un taux de droit d'accise plus important sur la bière en fût que sur la bière à l'état frais.

- **Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences**

Question n° 54

Nous nous félicitons des engagements proposés dans le document WT/ACC/VNM/32 et dans cette section, visant à éliminer, dès la date d'accession, les restrictions quantitatives à l'importation sous la forme de contingents et de licences. Cette décision représente une avancée capitale dans notre travail et le Viet Nam doit être vivement félicité de sa démarche.

Ces engagements comprennent-ils les restrictions dont la liste figure dans les tableaux 5 et 5.1? Dans l'affirmative, cela devrait figurer explicitement dans le texte du rapport du Groupe de travail, en termes propres à un engagement.

Réponse

Le Viet Nam s'engage à éliminer les restrictions quantitatives à l'importation établies sous forme de contingents ou de licences restrictives, dès son accession à l'OMC. Ces mesures sont répertoriées dans le tableau des obstacles non tarifaires du Viet Nam (reproduit au tableau 5 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1). Les mesures de gestion hiérarchique ont également été rendues conformes aux règles de l'OMC comme l'établit l'annexe n°3 de la Décision n° 46/2001/QD-TTg du 4 avril 2001 reproduite à l'annexe C jointe au présent document. Le Viet Nam s'engage à ce que ces mesures ne soient pas utilisées pour limiter les importations et respectent les règles et les règlements de l'OMC dès l'accession du pays à l'OMC.

Question n° 55

Selon les réponses aux questions n° 62 à 71 et 73 à 74 du document WT/ACC/VNM/32, et les paragraphes 117, 118 et 121 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, le Viet Nam se propose d'éliminer toutes les restrictions quantitatives à l'importation sous leurs diverses formes, ou d'une façon globale, lors de son accession.

Nous aimerions que tous ces projets fassent l'objet d'engagements dans le rapport.

Réponse

Le Viet Nam s'engage à éliminer les restrictions quantitatives à l'importation établies sous forme de contingents ou de licences restrictives dès son accession à l'OMC. Le Viet Nam est disposé à formuler cet engagement dans le projet de rapport du Groupe de travail.

Question n° 56

Nous souhaitons savoir, le cas échéant, quelles autres restrictions quantitatives, non mises en œuvre par des contingents ou des licences, doivent encore être abordées. Veuillez donner une description de ces restrictions dans le projet de rapport du Groupe de travail.

Réponse

Les mesures de gestion des importations appliquées par le Viet Nam comprennent l'interdiction à l'importation, les licences ou les contingents ayant un effet restrictif sur l'importation, et les mesures de gestion hiérarchique. Concernant l'interdiction à l'importation, le Viet Nam s'engage à éliminer, dès l'accession, celle qui frappe les cigarettes et les cigares. Le pays s'engage également à supprimer totalement les restrictions à l'importation imposées sous forme de licences et de contingents lors de son accession (un nombre limité de ces licences/contingents seront convertis en contingents tarifaires). Le Viet Nam s'engage en outre à appliquer les mesures de gestion hiérarchique d'une manière compatible avec les règles de l'OMC et de ne pas les utiliser en tant que restrictions quantitatives à l'importation.

Question n° 57

Le Viet Nam a révisé, dans le document WT/ACC/VNM/25/Rev.3, sa liste de mesures non tarifaires; celle-ci est reproduite au tableau 4 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1. Cette liste devrait non seulement comprendre les mesures que le Viet Nam souhaite conserver après l'accession, mais aussi servir de registre pour toutes celles qui devront avoir été éliminées à cette date. Il est également nécessaire qu'une vue d'ensemble des mesures non tarifaires du Viet Nam figure sur un seul document, ce qui permettra, entre autres choses, de disposer d'un tableau complet de la manière dont les diverses mesures s'articulent les unes par rapport aux autres. Nous demandons en conséquence que les détails pertinents de toutes les catégories de restrictions à l'importation mentionnées dans cette section du projet de rapport du Groupe de travail soient inclus de façon adéquate dans la liste des mesures non tarifaires. La liste devrait comprendre:

- Les produits qui figurent dans l'actuel tableau 4; les licences d'importation discrétionnaires utilisées pour restreindre les importations de produits laitiers, d'œufs, de maïs, de tabac, de sel et de coton et pour maintenir une prohibition à l'importation sur le sucre; toutes les mesures non tarifaires relatives aux importations, notamment les prescriptions relatives aux licences d'importation, susceptibles d'être appliquées à un certain nombre de produits déjà identifiés comme faisant l'objet de restrictions en matière d'exportation et/ou d'achat ou de vente intérieurs tels que le riz, les minerais, les perles, les pierres précieuses, les métaux précieux, la bijouterie; toutes les prescriptions relatives aux licences d'importation, automatiques ou non automatiques; les détails concernant la gestion hiérarchique repris du tableau 5.1 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, actualisés et modifiés selon que de besoin; les restrictions du droit d'importer basées sur les renseignements factuels fournis dans l'annexe 1, tableau A du document WT/ACC/VNM/32, actualisées et modifiées selon que de besoin.

S'il est vrai que les détails de toutes ces catégories de mesures non tarifaires devraient figurer intégralement dans une version révisée du tableau 4, nous accepterions toutefois que soit conservée la présentation sous forme de listes séparées pour les produits visés par des licences d'importation (tableau 5) et les produits placés sous gestion hiérarchique (tableau 5.1) de manière à faciliter une étude séparée de ces aspects, aussi longtemps que cela sera jugé approprié.

Nous recommandons en outre l'adoption d'une meilleure présentation des détails requis dans la liste des mesures non tarifaires, et demandons que le tableau comporte les colonnes suivantes:

- 1) Position tarifaire; 2) désignation du produit; 3) brève description de la nature de la mesure (par exemple, interdiction d'importation, contingent, prescription de licence discrétionnaire, licence non automatique, obligation d'agrément, restriction des droits d'importation et d'exportation) et raisons pour lesquelles elle a été adoptée; 4) organisme(s) responsable(s) de l'application de la mesure; 5) fondement juridique de la mesure (lois, etc.); 6) justification de la mesure au regard de l'OMC, ou date de l'élimination de la mesure.
- Le tableau doit fournir un registre de toutes les mesures non tarifaires appliquées au cours des dernières années, de la situation actuelle et des résultats des réformes nécessaires à l'accession. Toutes les mesures existantes après 2001 doivent être mentionnées (avec les détails concernant leur élimination, le cas échéant).

Réponse

Le Viet Nam prend note des observations ci-dessus et présente, à l'annexe B du présent document, un dossier réunissant toutes les restrictions quantitatives appliquées à l'importation et le calendrier prévu pour leur élimination progressive.

Question n° 58

La dernière phrase du paragraphe 117 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 donne à entendre que la liste révisée des mesures non tarifaires (tableau 4) tient compte de toutes les restrictions quantitatives à l'importation sous forme de contingents ou de licences restrictives. Veuillez inclure dans la liste les licences d'importation discrétionnaires utilisées pour restreindre les importations de produits laitiers, d'œufs, de maïs, de tabac, de sel et de coton, ainsi que tous détails concernant les restrictions appliquées par ces licences. La liste doit également comprendre des détails concernant le régime de licences discrétionnaires utilisé pour maintenir l'interdiction à l'importation de sucre.

Il est enfin nécessaire que le texte du projet de rapport du Groupe de travail reconnaisse que ces mesures ont été appliquées (et, le cas échéant, éliminées), et fasse état de l'engagement du Viet Nam de les éliminer dans leur ensemble lors de l'accession, sauf justification appropriée dans le cadre des règles de l'OMC.

Réponse

Le Viet Nam prend note des observations ci-dessus et présente, à l'annexe B du présent document, un dossier réunissant toutes les restrictions quantitatives appliquées à l'importation et le calendrier prévu pour leur élimination progressive.

Question n° 59

Dans la liste des prohibitions à l'importation (VNM/25/Rev.3), le Viet Nam fait observer que certains produits peuvent être importés "dans des circonstances exceptionnelles".

- Si tel est le cas, le Viet Nam devrait envisager d'utiliser le système de licences d'importation non automatiques qui permet de réglementer le commerce de ce type de marchandises avec plus de souplesse et de transparence.
- En particulier dans le domaine des articles usagés, qui font l'objet d'échanges permanents sur le marché intérieur et pour lesquels se pose le problème de la

sécurité et de l'hygiène, le recours à une interdiction d'importation n'est pas la mesure la moins perturbatrice à l'égard du commerce qui soit disponible pour protéger la santé publique, et nous suggérerions au Viet Nam d'utiliser, pour résoudre les problèmes d'environnement, de santé et de sécurité, des mécanismes internes pouvant être appliqués de façon non discriminatoire aussi bien aux articles importés qu'aux produits nationaux.

Réponse

Dans la liste des prohibitions à l'importation (tableau 1, document WT/ACC/VNM/25/Rev.3), le Viet Nam indique que "l'importation des produits ci-dessus à des fins non commerciales peut être envisagée dans certains cas particuliers". L'importation de ces produits n'obéit pas à un objectif commercial et ne sera envisagée que dans un très petit nombre de cas sur décision du Premier Ministre. La publication officielle des procédures utilisées par le Premier Ministre pour de telles opérations est également impossible pour des raisons de sécurité nationale et d'autres motifs du même ordre (dans le cas, par exemple, des importations d'armes). La mesure qui s'applique dès lors est la prohibition à l'importation, de préférence aux licences d'importation non automatiques.

Le Viet Nam prend note des observations susmentionnées. Toutefois, eu égard à la faible capacité de gestion du pays, il n'existe aucune autre mesure susceptible de remplacer la prohibition à l'importation pour atteindre les objectifs de sécurité, de santé et de protection de l'environnement recherchés. Le Viet Nam espère pouvoir compter sur la compréhension et la sympathie des membres du Groupe de travail à l'égard de cette situation, d'autant plus que certains Membres de l'OMC, dont le niveau de développement est plus élevé, doivent encore maintenir une prohibition à l'importation de certains produits usagés.

Question n° 60

Nous nous réjouissons des assurances données dans le projet de rapport du Groupe de travail selon lesquelles de nombreuses restrictions quantitatives en vigueur seront éliminées lors de l'accession.

- **Nous voudrions une liste complète de toutes ces mesures.**
- **Nous voudrions que, pour chaque mesure, il soit décidé d'un traitement adapté aux exigences politiques particulières du Viet Nam et compatible avec les dispositions de l'OMC.**
- **Nous souhaiterions un engagement adéquat concernant le traitement donné à chaque mesure, et une inscription de cet engagement dans le rapport.**

Réponse

Le Viet Nam présente, à l'annexe B du présent document, un dossier réunissant toutes les restrictions quantitatives appliquées à l'importation et le calendrier prévu pour leur élimination progressive.

Question n° 61

Au paragraphe 118 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, il n'est fourni aucune définition des restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles.

Le projet de rapport du Groupe de travail devra indiquer en quoi consistent ces restrictions. Comprennent-elles uniquement les licences discrétionnaires utilisées pour restreindre les importations de produits laitiers, d'œufs, de maïs, de tabac et de coton et pour maintenir la prohibition à l'importation sur le sucre? S'il existe d'autres restrictions, nous souhaiterions qu'elles soient dûment mentionnées dans le rapport et que des renseignements complets figurent à leur sujet dans la liste des mesures non tarifaires.

Réponse

Le Viet Nam présente, à l'annexe B du présent document, un dossier réunissant toutes les restrictions quantitatives appliquées à l'importation et le calendrier prévu pour leur élimination progressive.

Question n° 62

Il est nécessaire de modifier cette section des éléments du projet de rapport afin d'y signaler que le sel fait aussi l'objet de mesures similaires à celles qui sont mentionnées au paragraphe 118 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1.

Y a-t-il des produits non agricoles, autres que le sel, soumis à des restrictions qui sont maintenues par le biais de licences d'importation discrétionnaires? Dans l'affirmative nous souhaiterions qu'ils soient mentionnés dans le texte du projet de rapport et dûment inscrits dans la liste des mesures non tarifaires.

Réponse

Le Viet Nam présente, à l'annexe B du présent document, un dossier réunissant toutes les restrictions quantitatives appliquées à l'importation et le calendrier prévu pour leur élimination progressive.

Question n° 63

Nous demandons au Viet Nam d'expliquer si le "système flexible basé sur des différences prévues entre la demande totale et l'offre pour les marchandises en question" est un autre nom donné au régime de licences d'importation discrétionnaires. Si le "système flexible" met en jeu des mesures autres que des licences d'importation discrétionnaires telles qu'elles sont décrites ailleurs dans le rapport et inscrites dans la liste des mesures non tarifaires, nous souhaitons que des détails des mesures et des produits concernés figurent dans le texte et soient placés dans la liste des mesures non tarifaires

Réponse

Le Viet Nam confirme que l'interprétation ci-dessus est juste.

Question n° 64

Dans la réponse à la question n° 72 du document WT/ACC/VNM/32, le Viet Nam ne fournit toujours aucune description complète des mesures de gestion hiérarchique qu'il propose de maintenir après l'accession. Certains produits assujettis à une gestion hiérarchique, comme les produits pharmaceutiques, les animaux reproducteurs, les végétaux et autres, sont cités d'une manière générale, mais aucun autre détail n'est donné et il n'est fait aucune mention spécifique de la justification au regard de l'OMC jugée applicable dans chaque cas.

Veuillez décrire de façon complète les mesures de gestion hiérarchique que le Viet Nam propose de maintenir après l'accession; veuillez en outre faire figurer l'essentiel de ces descriptions et de ces propositions dans le texte du projet de rapport du Groupe de travail, et faire apparaître l'ensemble de ces mesures de gestion hiérarchique, classées produit par produit, dans la liste des mesures non tarifaires qui figure actuellement à l'annexe 4 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1. Ces mesures sont de caractère non tarifaire, et le débat doit être axé, pour chacune d'elles, sur la question de savoir si la mesure satisfait à la norme appropriée de l'OMC, ou si elle doit être modifiée ou éliminée avant la date d'accession.

Réponse

Des détails complets concernant les mesures de gestion hiérarchique appliquées pendant la période 2001-2005 dans le cadre de la Décision n° 46/2001/QD-TTg sont fournis à l'annexe C du présent document. Le Viet Nam s'engage à ce que les produits assujettis à la gestion hiérarchique soient des produits importés sur demande, sans restriction de quantité et de valeur et à ce qu'ils satisfassent aux règles de l'OMC dès la date de l'accession. La liste des produits assujettis à la gestion hiérarchique n'est pas fixée et pourra être révisée quand cela sera nécessaire.

Question n° 65

Le Viet Nam donne la même réponse aux questions n° 73 et n° 72 du document WT/ACC/VNM/32, et ne décrit pas les mesures prises.

Dans la description complète des mesures de gestion hiérarchique qui existent actuellement et des mesures dont le maintien est proposé après l'accession, le Viet Nam pourrait-il fournir des détails sur les formalités de licences utilisées, ainsi que sur les mesures mises en œuvre au moyen de la gestion hiérarchique? Si les licences sont automatiques au sens des dispositions pertinentes des articles 1) et 2) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, le Viet Nam pourrait-il indiquer la manière dont les prescriptions de ces dispositions de l'OMC sont respectées? Si les licences ne sont pas automatiques, il sera nécessaire que le Viet Nam le spécifie et justifie la mesure mise en œuvre par cet octroi non automatique de licences. L'essentiel des descriptions et des propositions devra figurer dans le projet de rapport du groupe de travail et les détails pertinents seront placés dans la liste des mesures non tarifaires.

Réponse

Des détails complets concernant les mesures de gestion hiérarchique appliquées pendant la période 2001-2005 dans le cadre de la Décision n° 46/2001/QD-TTg sont fournis à l'annexe C du présent document. Le Viet Nam s'engage à ce que les produits assujettis à la gestion hiérarchique soient des produits importés sur demande, sans restriction de quantité et de valeur et à ce qu'ils satisfassent aux règles de l'OMC dès la date de l'accession. La liste des produits assujettis à la gestion hiérarchique n'est pas fixée et pourra être révisée quand cela sera nécessaire.

Question n° 66

Selon le paragraphe 122 et le tableau 4 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, et selon le tableau 1 du document WT/ACC/VNM/25/Rev.3, le Viet Nam interdit les importations de vêtements usagés et de produits de consommation d'occasion afin de protéger la santé publique. Nous ne saisissons pas la logique d'une interdiction globale d'importation de ces articles, sans objectif ni fondement scientifique. Nous souhaiterions dès lors savoir si une telle interdiction est compatible avec l'article 11 du GATT de 1994. Étant donné que les mesures restrictives pour le commerce devraient être des mesures entraînant une distorsion minimale

des courants d'échange, nous souhaitons demander au gouvernement vietnamien de nous donner une explication convaincante justifiant la mise en place d'une prohibition à l'importation dans les circonstances susmentionnées. En tout état de cause, nous demandons au gouvernement vietnamien d'abolir la prohibition à l'importation de vêtements et de produits de consommation dont il est question ci-dessus, à moins qu'il existe des raisons qui la justifient et qu'elle soit compatible avec l'article 11 du GATT de 1994.

Réponse

Le Viet Nam prend note des observations susmentionnées. Toutefois, eu égard à la faible capacité de gestion du pays, il n'existe aucune autre mesure susceptible de remplacer la prohibition à l'importation pour atteindre les objectifs de sécurité, de santé et de protection de l'environnement recherchés. Le Viet Nam espère pouvoir compter sur la compréhension et la sympathie des membres du Groupe de travail à l'égard de cette situation, d'autant plus que certains Membres de l'OMC, dont le niveau de développement est plus élevé, doivent encore maintenir une prohibition à l'importation de certains produits usagés.

Question n° 67

Qu'entend faire le Viet Nam au sujet de l'actuelle interdiction d'importer des motocycles d'une cylindrée supérieure à 175 cm³, sauf pour une utilisation militaire?

Une interdiction frappant ces motocycles ne semble pas être la mesure la moins perturbatrice à l'égard du commerce qui soit disponible pour résoudre les problèmes de sécurité. En conséquence, nous demandons que cette interdiction soit levée.

Réponse

Le Viet Nam interdit au niveau national l'immatriculation de tous les motocycles dont la cylindrée dépasse 175 cm³ afin de garantir la sécurité du trafic automobile. Ces motocycles ne sont autorisés que pour des besoins spéciaux tels que ceux des forces armées et du personnel de sécurité, ou dans le cadre de compétitions sportives. La prohibition à l'importation de motocycles dont la cylindrée dépasse 175 cm³ est une conséquence de l'interdiction d'immatriculation au niveau national et elle est appliquée de façon non discriminatoire. Le Viet Nam ne produit pas de motocycles de cylindrée supérieure à 175 cm³.

Question n° 68

Au paragraphe 122 du projet de rapport, il est indiqué que le Viet Nam interdit l'importation, l'immatriculation et la circulation de motocycles de cylindrée supérieure à 175 cm³ et l'importation de pièces détachées d'occasion pour des raisons de sécurité routière. En ce qui concerne les motocycles, le gouvernement vietnamien a mis en place, en septembre 2003, des mesures visant à réduire de façon radicale le niveau des importations de pièces détachées pour motocycles, alors que ce niveau avait déjà été approuvé. Cette décision a eu de graves répercussions sur les entreprises étrangères. Postérieurement, en novembre de la même année, le gouvernement a accordé des contingents d'importation additionnels aux entreprises étrangères. Selon les explications du gouvernement vietnamien, ces mesures avaient pour objet de limiter la production de motocycles afin de résoudre le problème causé par l'augmentation constante des encombrements et du nombre d'accidents. Nous prenons note de cette explication, mais nous estimons toutefois que de telles mesures peuvent entraver le bon fonctionnement des entreprises au Viet Nam et souhaiterions proposer que l'engagement du gouvernement vietnamien de ne pas réintroduire de telles mesures dans l'avenir soit clairement exprimé dans le projet de rapport.

Réponse

Le Viet Nam s'engage à éliminer, lors de son accession, toutes formes de contingents d'importation et de licences restrictives non compatibles avec les dispositions de l'OMC, et accepte d'incorporer cet engagement au projet de rapport du groupe de travail.

Question n° 69

Au paragraphe 129 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, le Viet Nam s'engage à respecter l'Accord sur les procédures de licences d'importation avant le 1^{er} janvier 2005, à l'exception de la présentation des renseignements sur les procédures et de tous les renseignements pertinents, et entend se conformer à toutes les dispositions de l'Accord au moment de l'accession.

Cette décision devra être mentionnée sous la forme d'un engagement formel dans le rapport du groupe de travail.

Réponse

Le Viet Nam s'engage à respecter l'Accord sur les procédures de licences d'importation dès son accession et accepte d'incorporer cet engagement au projet de rapport du groupe de travail.

Question n° 70

Le Viet Nam projette-t-il toujours de présenter la Loi modifiée sur le commerce à l'Assemblée nationale en septembre 2004?

Réponse

Le Viet Nam projette toujours de présenter la Loi modifiée sur le commerce à l'Assemblée nationale en septembre 2004, comme indiqué dans le programme législatif présenté à la huitième session du Groupe de travail.

Question n° 71

Dans le document WT/ACC/VNM/22/Rev.1, le Viet Nam indique que les règlements nécessaires pour mettre le pays en conformité avec l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation seront mis en œuvre le 1^{er} janvier 2005.

Nous remercions le Viet Nam de ces assurances et demandons des renseignements actualisés concernant la manière dont se déroule actuellement cette mise en conformité. Nous souhaitons recevoir des indications spécifiques sur les redevances prélevées, avant la rédaction définitive de cette section.

Réponse

Le Ministère du Commerce élabore actuellement une décision du Premier Ministre sur les procédures de licences d'importation fondée sur l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Il est prévu que cette décision entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005. Le projet de décision a été envoyé aux autorités et aux ministères pertinents pour observations, avant la présentation au Premier Ministre. Le Viet Nam tiendra le Groupe de travail au courant du degré d'avancement de la législation et de la teneur de ce document juridique.

- **Évaluation en douane**

Question n° 72

Nous souhaiterions obtenir des informations actualisées concernant les efforts réalisés pour mettre intégralement en œuvre l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

- **Quelles mesures spécifiques seront prises pour appliquer les prescriptions en matière de transparence, de garantie d'une procédure régulière et d'appel?**
- **Les réponses fournies par le Viet Nam aux questionnaires sur l'évaluation en douane doivent être réexaminées en fonction des dispositions de la nouvelle législation et des textes en préparation que le Viet Nam a l'intention d'appliquer à partir de 2004; ces réponses doivent être prêtes pour la prochaine réunion du Groupe de travail et indiquer définitivement la manière dont sera révisée la procédure d'appel actuelle qui interdit d'interjeter appel devant un tribunal indépendant à moins de renoncer à tout nouveau recours administratif.**

Réponse

Concernant les mesures d'application des prescriptions en matière de transparence, de procédures et d'appel, le Viet Nam a publié la circulaire et la décision contenant les directives d'application du Décret n° 60/2002/ND-CP du 6 juin 2002 portant mise en œuvre de l'Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994. Ces nouveaux documents garantissent transparence et procédure régulière dans l'application de l'Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994.

Concernant les procédures d'appel, l'article 14 du Décret n° 60-2002/ND-CP et le paragraphe 1 du chapitre IV de la Circulaire n° 118/2003/TT-BTC définissent les droits d'interjeter appel et la procédure d'appel dans le domaine douanier. Ces dispositions renvoient aux règlements en vigueur en matière de plaintes et de dénonciations.

- Conformément au paragraphe 7 de l'article premier de la Loi n° 26/2004/QH11 modifiant et complétant un certain nombre d'articles de la Loi sur les plaintes et les dénonciations, et notamment l'article 39, "dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle prend fin la période de règlement, comme l'établit l'article 36 de la Loi sur les plaintes et les dénonciations, si la requête n'a pas été réglée, ou à compter de la date de réception de la première décision de règlement si les plaignants ne sont pas satisfaits, les plaignants sont en droit de déposer une requête auprès de l'autorité compétente immédiatement supérieure ou d'engager une procédure devant un tribunal administratif conformément à la loi ...".
- Conformément au paragraphe 1 de l'article premier de l'Ordonnance n° 10/1998/PL-UBTVQH10 du 25 décembre 1998 modifiant et complétant certains articles de l'Ordonnance sur les procédures de règlement des différends administratifs, "les individus, les autorités gouvernementales et les autres organisations sont en droit d'engager une procédure devant un tribunal administratif contre des décisions et des actes administratifs dans les cas suivants:
 - ils ont déjà déposé la requête auprès de l'autorité compétente immédiatement supérieure pour la première fois conformément aux articles 19 à 25 de la Loi sur les plaintes et les dénonciations, mais la période de règlement a expiré, conformément à l'article 36 de la Loi sur les plaintes et les dénonciations, et

la requête n'a pas été réglée ni transférée à l'autorité compétente immédiatement supérieure; et

- ils ont déjà déposé une requête auprès de l'autorité compétente immédiatement supérieure, conformément aux articles 19 à 25 de la Loi sur les plaintes et les dénonciations, mais ne sont pas satisfaits des décisions prises en vue du règlement et ont décidé de ne pas interjeter appel auprès de l'autorité compétente immédiatement supérieure".

Conformément aux deux règlements susmentionnés, les individus, les autorités gouvernementales et les autres organisations qui ne sont pas satisfaits des décisions de règlement ou dont les premières requêtes en appel n'ont pas été réglées, peuvent interjeter appel auprès de l'autorité compétente immédiatement supérieure ou engager une procédure devant un tribunal conformément à la loi. À ce stade, les individus, les autorités gouvernementales, les organisations peuvent soit interjeter un nouvel appel conformément aux procédures administratives, soit engager une procédure devant les tribunaux. La réglementation actuelle en vigueur au Viet Nam ne permet pas aux tribunaux de réviser une décision administrative antérieure, et ne permet pas aux plaignants de recourir simultanément aux appels administratifs et aux tribunaux.

Le système d'évaluation en douane du Viet Nam fait actuellement l'objet de réformes qui le rendront compatible avec l'Accord sur l'évaluation en douane. De nombreux règlements d'application ont été élaborés et un grand nombre de directives doivent être publiées prochainement. En conséquence, le Viet Nam adaptera ses réponses au questionnaire concernant l'évaluation en douane en fonction de la nouvelle législation aussitôt que possible.

Question n° 73

Nous remercions le Viet Nam des renseignements concernant la base de données sur les prix. Nous aimerions toutefois rappeler qu'à notre avis les valeurs en douane doivent être déterminées en fonction des valeurs transactionnelles véritables du produit concerné et que ce principe ne devrait pas être contourné.

Réponse

Le Viet Nam s'engage à respecter les dispositions de l'OMC relatives à l'évaluation en douane dès son accession à l'Organisation. Dès lors, l'évaluation en douane sera réalisée sur la base des valeurs transactionnelles. La base de données sur les prix permettra de mettre en œuvre cette prescription.

Question n° 74

Selon le paragraphe 130, le système d'évaluation en douane vietnamien est fondé sur le principe du prix contractuel, expression qui n'est pas entièrement synonyme de la valeur transactionnelle telle qu'elle est définie à l'article premier de l'Accord sur l'évaluation en douane. Selon les renseignements fournis au paragraphe 137 et dans le Plan d'action (document WT/ACC/VNM/20/Rev.2), le Viet Nam utilise la valeur transactionnelle pour la plupart des marchandises admises. Nous nous réjouissons grandement de cette amélioration.

Le Viet Nam pourrait-il préciser ce que signifie l'expression "la plupart des marchandises admises"? Quel pourcentage du total des importations est-il évalué conformément au principe de la valeur transactionnelle?

À quelle date le Viet Nam prévoit-il d'étendre le champ d'application du nouveau système d'évaluation en douane à l'ensemble des importations?

Réponse

Le paragraphe 130 donne des détails sur l'ancien système vietnamien d'évaluation en douane (en vigueur au moment où le Viet Nam a présenté sa demande d'accession à l'OMC). Comme cela est détaillé au paragraphe 137 et dans le Plan d'action qui a déjà été présenté au Groupe de travail, le système d'évaluation en douane a été modifié de manière à respecter progressivement l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, et l'utilisation de la valeur transactionnelle en est devenue le principe de base. Après la phase pilote initiale, le Viet Nam a élargi de façon systématique l'application des méthodes et des principes de l'évaluation en douane à ses partenaires commerciaux sur une base NPF, comme le demande l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT. Ce système est à présent appliqué aux importations provenant de plus de 50 pays et territoires, parmi lesquels se trouvent la presque totalité des partenaires avec lesquels le Viet Nam entretient des rapports commerciaux.

Il n'est pas spécifiquement mentionné, au paragraphe 137, que "le Viet Nam utilise la valeur transactionnelle pour la plupart des marchandises admises" actuellement, du fait que l'élargissement de l'application du système s'effectue selon le pays d'origine (partenaires commerciaux), et non selon le produit. En outre, le cadre juridique régissant la mise en œuvre du système d'évaluation en douane est récent (la plupart des dispositions ont été publiées en 2004) et a été progressivement amélioré à mesure que des problèmes se présentaient dans la pratique. Des cours de formation ont été dispensés aux fonctionnaires des douanes et des données ont été recueillies récemment dans le contexte d'un champ d'action en progression constante. C'est pourquoi les données qui permettraient de préciser la signification de l'expression "la plupart des marchandises admises" ou de définir le pourcentage des importations évaluées suivant le nouveau système ne sont pas disponibles actuellement.

Toutefois, le Viet Nam a l'intention d'appliquer le nouveau système d'évaluation en douane à toutes les importations du pays dès l'accession à l'OMC, comme il s'y engage dans le Plan d'action pour l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT qui a été présenté au Groupe de travail.

Le Viet Nam applique des méthodes d'évaluation en douane conformes aux principes du GATT aux marchandises importées de plus de 50 pays dans le monde dans le cadre de contrats commerciaux. Dans un proche avenir, le Viet Nam élargira le champ d'application du système conformément aux engagements souscrits avec d'autres pays sur une base NPF, et mettra en œuvre la feuille de route prévue dans le Plan d'action pour l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT, de manière à ce que toutes les importations vietnamiennes soient soumises à un système d'évaluation compatible avec les principes du GATT au moment de l'accession.

Le Décret n° 60/2002/ND-CP du 6 juin 2002 et la Circulaire n° 118/2003/TT-BTC du 8 décembre 2003 appliquent intégralement le principe de l'évaluation en douane basée sur la valeur transactionnelle et prévoient des méthodes d'évaluation conformes aux prescriptions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT.

Dans le Plan d'action pour l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT présenté au Groupe de travail, le Viet Nam s'engage à satisfaire pleinement aux obligations établies dans l'Accord au moment de l'accession.

Actuellement, le Viet Nam applique les méthodes et les principes d'évaluation en douane exigés par l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT à certains partenaires commerciaux, sur une base NPF. Temporairement, la méthode de la valeur calculée et une partie de

la méthode déductive (uniquement pour les produits importés aux fins de transformation) ne sont pas appliquées en raison de difficultés techniques et de limitations en matière d'accès à l'information et de collecte des données. Le Viet Nam effectue actuellement un renforcement de ses capacités et une mise à niveau des équipements requis pour surmonter ces difficultés techniques, afin de satisfaire pleinement aux prescriptions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT dès l'accession. Le Viet Nam espère en outre que certains Membres de l'OMC lui offriront une assistance technique pour venir à bout de ces problèmes.

Question n° 75

Le projet de rapport mentionne, au paragraphe 133 que "l'intervenant a ajouté que le Viet Nam était en train d'éliminer graduellement ses valeurs d'importation minimales. Les différences entre les prix minimums à l'importation de marchandises de diverses origines avaient déjà été réduites. Le nombre de groupes de produits visés par une valeur minimum avait été ramené de 15 à sept en 2000. La liste des produits soumis à l'application de valeurs en douane minimales à compter d'avril 2004 figure dans le tableau 6". Nous avons entendu l'explication fournie par le côté vietnamien selon laquelle, au moment de l'accession, le Viet Nam abolira les valeurs d'importation minimales. Nous souhaitons une clarification des faits concernant le traitement réservé aux valeurs d'importation minimales à l'avenir, et nous proposons que le paragraphe soit modifié en conséquence.

Réponse

Le Viet Nam s'engage à éliminer le barème des valeurs d'importation minimales dès son accession à l'OMC. Afin de mettre en œuvre cet engagement, le Viet Nam projette de réduire le champ d'application du barème (ce qui signifie une augmentation de la liste des pays soumis au système d'évaluation en douane pour lesquels le barème des valeurs d'importation minimales n'est pas appliqué sur une base NPF). Par ailleurs, le Viet Nam intensifiera ses efforts en matière de formation des agents des douanes aux techniques de gestion et d'inspection dans les domaines de l'évaluation en douane et de la détection des fraudes commerciales, et mettra l'accent sur les actions d'inspection après dédouanement.

Question n° 76

Paragraphe 137. Quels sont les articles de l'Accord sur l'évaluation en douane qui n'ont pas encore été pleinement mis en œuvre au Viet Nam? Le Viet Nam a-t-il incorporé à ce jour les notes interprétatives de l'Accord sur l'évaluation en douane dans sa législation? Quels sont les groupes cibles assujettis au nouveau système d'évaluation?

Réponse

Actuellement, le Viet Nam applique les méthodes et les principes d'évaluation en douane exigés par l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT à certains partenaires commerciaux, sur une base NPF. Temporairement, la méthode de la valeur calculée et une partie de la méthode déductive (uniquement pour les produits importés aux fins de transformation) ne sont pas appliquées en raison de difficultés techniques et de limitations en matière d'accès à l'information et de collecte des données. Le Viet Nam effectue actuellement un renforcement de ses capacités et une mise à niveau des équipements requis pour surmonter ces difficultés techniques, afin de satisfaire pleinement aux prescriptions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT dès l'accession. Le Viet Nam espère en outre que certains Membres de l'OMC lui offriront une assistance technique pour venir à bout de ces problèmes.

Le Viet Nam a incorporé l'intégralité des dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII, ainsi que les notes interprétatives et les autres annexes, dans les règlements vietnamiens, plus précisément dans le Décret n° 60/2002/ND-CP et la Circulaire n° 118/2003/TT-BTC.

Question n° 77

Tableau 6: Veuillez fournir une liste révisée des produits soumis à des prix minimaux au niveau de la ligne tarifaire.

Réponse

Le barème des prix minimaux à l'importation a été élaboré selon la description des produits spécifiques. De ce fait, il est difficile, d'un point de vue technique, de l'adapter au niveau de la ligne tarifaire. Par ailleurs, le Viet Nam s'est engagé à éliminer le barème des prix minimaux à l'importation afin d'appliquer pleinement l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII dès son accession. En conséquence, le Viet Nam souhaiterait bénéficier de la flexibilité des Membres de l'OMC et se voir exempter de l'obligation de répondre à cette demande.

Question n° 78

Nous prenons bonne note de la liste complète des marchandises actuellement soumises à l'évaluation selon les valeurs minimales d'importation (tableau 6), et de l'engagement du Viet Nam à éliminer ce système dès l'accession.

Quelles mesures le Viet Nam va-t-il prendre pour mettre en œuvre cet engagement? Un projet de législation est-il en cours d'élaboration? La pratique sera-t-elle progressivement supprimée, ou sera-t-elle remplacée par d'autres mesures?

Réponse

Le Viet Nam s'engage à éliminer le barème des valeurs d'importation minimales dès son accession à l'OMC. Afin de mettre en œuvre cet engagement, le Viet Nam projette de réduire le champ d'application du barème (ce qui signifie une augmentation de la liste des pays soumis au système d'évaluation en douane pour lesquels le barème des valeurs d'importation minimales n'est pas appliqué sur une base NPF). Par ailleurs, le Viet Nam intensifiera ses efforts en matière de formation des agents des douanes aux techniques de gestion et d'inspection dans les domaines de l'évaluation en douane et de la détection des fraudes commerciales, et mettra l'accent sur les actions d'inspection après dédouanement.

Question n° 79

Nous encourageons le Viet Nam à éliminer les valeurs minimales répertoriées (au mois d'avril 2004) dans le tableau 6 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 à la date d'accession et nous acceptons l'engagement figurant au paragraphe 138 selon lequel les dispositions concernant l'évaluation en douane seront pleinement appliquées à compter de la date d'accession.

Réponse

Le Viet Nam s'engage à éliminer les valeurs minimales à l'importation et à appliquer les dispositions de l'OMC en matière d'évaluation en douane à compter de son accession à l'OMC.

- **Règles d'origine**

Question n° 80

Paragraphe 141. Nous espérons que seront mis en œuvre l'article 2 h) et le paragraphe 3 d) de l'Annexe II de l'Accord sur les règles d'origine de l'OMC, à savoir:

- que pour les échanges préférentiels et non préférentiels, à la demande d'un exportateur, d'un importateur ou de toute personne ayant des motifs valables, des appréciations de l'origine qu'ils attribueraient à une marchandise seront fournies aussitôt que possible, mais 150 jours au plus tard après la demande;
- que les demandes d'appréciations seront acceptées avant que les échanges de la marchandise en question ne commencent et pourront être acceptées à tout moment par la suite; et
- que les appréciations demeureront valables trois ans, sous réserve que les faits sur lesquels elles auront été fondées et que les conditions dans lesquelles elles auront été effectuées, y compris les règles d'origine, demeurent comparables.

Nous prenons bonne note de l'assurance selon laquelle le Viet Nam mettra en œuvre l'Accord dès l'accession, mais nous espérons que des textes législatifs spécifiques seront adoptés à propos de la question ci-dessus et, d'une façon plus générale, de la mise en œuvre de l'Accord.

Réponse

Le Viet Nam se propose d'incorporer les règlements généraux concernant les règles d'origine dans le projet de Loi commerciale et de publier des règlements détaillés sous la forme de documents gouvernementaux d'application de la Loi commerciale.

Question n° 81

Paragraphe 141. Le Viet Nam a fait part de son intention d'élaborer un document juridique de plus haut niveau pour traiter les questions de l'Accord sur les règles d'origine (à savoir, les prescriptions de l'article 2 h) de l'Annexe II) dont l'actuelle législation ne tient pas pleinement compte. Le Viet Nam pourrait-il fournir un rapport sur les mesures prises à cet égard?

Réponse

Le Viet Nam se propose d'incorporer les règlements généraux concernant les règles d'origine dans le projet de Loi commerciale et de publier des règlements détaillés sous la forme de documents gouvernementaux d'application de la Loi commerciale.

Question n° 82

Paragraphe 141. Le Viet Nam nous a indiqué que "les propriétaires de marchandises, les déclarants en douane ou les agents chargés d'exécuter les procédures douanières sont responsables de la légalité du certificat d'origine". Afin de nous assurer de l'authenticité du certificat d'origine émis par le Viet Nam, nous souhaitons savoir comment la législation vietnamienne actuelle (ou à venir) respectera les prescriptions de l'OMC, telles que celles qui figurent à l'article 2 h) de l'Accord sur les règles d'origine.

Réponse

Conformément à l'article 6, section I de la Circulaire interinstitutions n° 09/2000/TTLT-BTM-TCHQ du 17 avril 2000 du Ministère du commerce et de la Direction générale des douanes contenant des directives sur l'identification et l'examen de l'origine des marchandises, les exportateurs et les importateurs sont juridiquement responsables de la légalité et de l'admissibilité du certificat d'origine présenté.

Selon les règlements actuels, les certificats d'origine sont normalement délivrés par la Chambre de commerce et d'industrie du Viet Nam ou par d'autres autorités prévues par la loi. Les certificats d'origine des marchandises ayant droit à un traitement préférentiel conformément aux traités et aux accords conclus entre le Viet Nam et d'autres pays, groupes de pays ou organisations économiques internationales, sont délivrés par le Ministère du commerce ou par d'autres autorités désignées par le gouvernement. Les certificats d'origine de marchandises fabriquées dans des zones industrielles ou des zones franches pour l'industrie d'exportation sont délivrés par les comités de gestion de ces zones industrielles ou zones franches pour l'industrie d'exportation. Dès lors, en cas de doute sur l'authenticité d'un certificat d'origine, les autorités compétentes des pays importateurs peuvent demander aux autorités vietnamiennes susmentionnées de se prononcer sur la qualité du certificat qu'elles ont délivré.

Le Viet Nam se propose d'incorporer les règlements généraux concernant les règles d'origine dans le projet de Loi commerciale et de publier des règlements détaillés sous la forme de documents gouvernementaux d'application de la Loi commerciale.

- Inspection avant expédition

Question n° 83

Nous reconnaissons que le Viet Nam n'utilise pas actuellement de service d'inspection avant expédition.

Toutefois, au cas où un tel service serait utilisé dans l'avenir pour toute activité nécessaire au dédouanement, à l'importation ou à l'exportation, nous espérons que les sociétés qui en seraient chargées seraient tenues de respecter les dispositions de l'OMC, et notamment qu'elles prélèveraient des droits fondés sur le coût du service rendu et non sur la valeur de la marchandise inspectée ou sur quelque autre base que ce soit.

Nous souhaitons que le texte de l'engagement établisse de façon explicite que le gouvernement vietnamien prendra la responsabilité de faire en sorte que le Service d'inspection avant expédition respecte les dispositions de l'OMC, entre autres choses, dans les domaines de l'évaluation en douane, de la délivrance de licences d'importation, des obstacles techniques au commerce et des mesures sanitaires et phytosanitaires, et prévoie le droit de recours devant les pouvoirs publics en cas de conflit avec la position du négociant.

Nous proposons le texte suivant:

Le représentant du Viet Nam a indiqué que si des prescriptions en matière d'inspection avant expédition étaient introduites, elles seraient temporaires et conformes aux dispositions de l'Accord sur l'inspection avant expédition. Le Viet Nam ferait tout en son pouvoir pour garantir que les entreprises œuvrant en son nom se conformeraient aux dispositions des Accords de l'OMC, notamment des Accords sur les obstacles techniques au commerce, sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, sur les procédures de

licences d'importation, sur la mise en œuvre de l'article VII, sur les règles d'origine, sur la mise en œuvre de l'article VI (antidumping), sur les subventions et les mesures compensatoires, sur les sauvegardes et sur l'agriculture. L'établissement de redevances et de droits serait compatible avec l'article VIII du GATT de 1994 et le Viet Nam ferait en sorte que les prescriptions des accords de l'OMC en matière de transparence et de garantie d'une procédure régulière, notamment l'article V du GATT de 1994, soient respectées. Les décisions que prendraient ces entreprises pourraient être contestées par les importateurs de la même façon que les décisions administratives émanant du gouvernement.

Réponse

Le Viet Nam s'engage à ce que le service d'inspection avant expédition, s'il est utilisé dans l'avenir, soit mis en œuvre conformément à l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition. D'autres questions à prendre en considération, telles l'évaluation en douane, les formalités de licences d'importation, les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires, seront mises en œuvre en conformité avec les dispositions pertinentes de l'OMC.

Compte tenu de ce qui précède, le Viet Nam propose que l'engagement soit formulé de manière à faire allusion d'une manière générale aux obligations au titre de l'OMC, sans toutefois que des obligations spécifiques soient mentionnées dans ce paragraphe, d'une part pour faire en sorte que l'équilibre entre les différentes parties du rapport du Groupe de travail soit respecté, et d'autre part pour éviter les interprétations des obligations prévues dans les Accords de l'OMC, qui compliqueraient la surveillance de la mise en œuvre de l'engagement du Viet Nam. Dans ces conditions, le Viet Nam propose que ce paragraphe soit formulé comme suit:

"Le représentant du Viet Nam a indiqué que si des prescriptions en matière d'inspection avant expédition étaient introduites, elles seraient conformes aux prescriptions de l'Accord sur l'inspection avant expédition et des autres Accords pertinents de l'OMC."

- **Régime antidumping, régime des droits compensateurs et régime de sauvegarde**

Question n° 84

Nous suggérons que le Viet Nam soumette aussitôt que possible sa législation dans ce domaine à l'examen du Groupe de travail.

Réponse

Le Viet Nam a déjà fourni la version anglaise de l'Ordonnance sur les mesures de sauvegarde lors de la 7^{ème} réunion du Groupe de travail. Des traductions anglaises non officielles de l'Ordonnance sur les mesures antidumping et de l'Ordonnance sur les mesures compensatoires visant les marchandises importées au Viet Nam sont jointes au présent document.

Question n° 85

Paragraphe 148: Veuillez ajouter la référence du document de l'OMC qui contient l'ordonnance sur les mesures de sauvegarde du 25 mai 2002.

Réponse

Le Viet Nam accepte cette proposition.

Question n° 86

Nous sommes favorables à un engagement ferme du Viet Nam de ne pas utiliser ces mesures avant qu'une législation compatible avec l'OMC ait été mise en place.

Réponse

À ce jour, le Viet Nam a rendu trois ordonnances sur les mesures antidumping, compensatoires ou de sauvegarde, fondées sur les Accords respectifs de l'OMC. Le Viet Nam a déjà communiqué la version anglaise de l'Ordonnance sur les mesures de sauvegarde lors de la 7^{ème} réunion du Groupe de travail. Des traductions anglaises non officielles de l'Ordonnance sur les mesures antidumping et de l'Ordonnance sur les mesures compensatoires visant les marchandises importées au Viet Nam sont jointes au présent document.

Dans la mesure où les documents juridiques sont déjà en place, l'engagement suggéré ci-dessus n'est plus pertinent.

Question n° 87

Dans le texte entre crochets du paragraphe 50 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 figure une phrase selon laquelle les mesures antidumping, compensatoires ou de sauvegarde, seraient rendues conformes aux Accords respectifs de l'OMC.

Nous souhaiterions que le Viet Nam accepte cet engagement.

Réponse

Le Viet Nam s'engage à ce que les mesures antidumping, compensatoires ou de sauvegarde soient appliquées, conformément aux Accords respectifs de l'OMC et à compter de la date d'accession du pays, aux marchandises importées originaires de partenaires commerciaux qui respectent également les Accords respectifs de l'OMC, s'ils appliquent ces mesures aux marchandises originaires du Viet Nam.

B. RÉGLEMENTATION DES EXPORTATIONS

- **Droits de douane, frais et impositions pour services rendus, application de taxes intérieures aux exportations**

Question n° 88

Tableau 7: Prière de fournir pour tous les produits énumérés au tableau 7 le numéro correspondant du SH en regard de la ligne tarifaire.

Réponse :

Le Barème des droits d'exportation du Viet Nam a été revu et publié conformément à la Décision n° 45/2002/QĐ-BTC datée du 10 avril 2002 (voir ci-joint, annexe F). En vertu de cette Décision, le Barème des droits d'exportation a été abrégé et des positions du SH ont été incluses à chaque ligne tarifaire.

- **Restrictions à l'exportation**

Question n° 89

Nous prenons note des commentaires du Viet Nam sur le contrôle des exportations de riz. Nous souhaiterions un réexamen et une simplification de toutes ses restrictions à l'exportation, en conformité avec les dispositions de l'OMC.

Réponse :

Le Viet Nam est prêt à en discuter plus en détail avec les membres du Groupe de travail.

Question n° 90

Le Viet Nam applique des droits de 35 et 45 pour cent aux exportations de déchets ferreux ou non ferreux. À quoi visent ces restrictions? Est-il possible d'exporter avec des droits de ce niveau? Nous exhortons le Viet Nam à éliminer les restrictions pesant sur les déchets ferreux.

Réponse :

Les droits appliqués aux exportations de déchets ferreux ou non ferreux s'expliquent par la recherche d'un équilibre entre l'offre et la demande de produits de ce type sur le marché intérieur. Actuellement, le Viet Nam doit encore importer de ces produits et, s'il s'agit bien de déchets, ils peuvent toutefois être recyclés. Par conséquent, le Viet Nam restreint les exportations de produits de ce type pour limiter les coûts subis par les entreprises qui en ont besoin. Toutefois, les sources nationales de déchets ferreux arrivent à épuisement. Selon nous, le règlement mentionné n'est pas incompatible avec les dispositions de l'OMC.

Question n° 91

Les paragraphes 156 et 159 indiquent que les prescriptions en matière de licences d'importation et d'exportation avaient été abolies en vertu du Décret gouvernemental n° 57/1998/ND-CP du 31 juillet 1998. Or, le tableau 8 montre bien que des contrôles ou des restrictions spécifiques s'appliquent encore à des articles comme les textiles et les vêtements, dont les exportations sont contingentées. Cela risque non seulement de freiner le développement économique du pays mais ne semble pas non plus justifié au regard des règles de l'OMC. Prière de nous préciser ce qu'il en est aujourd'hui de ces contingents. Le Viet Nam a-t-il pris l'engagement d'éliminer ces contingents lorsqu'il accédera à l'OMC? Qu'arrivera-t-il si les contingents sont atteints prématurément comme cela s'est produit en 2003?

Réponse

Le Viet Nam approuve totalement le commentaire selon lequel les contingents de textiles et de vêtements freinent non seulement le développement économique du pays mais ne peuvent non plus être justifiés au regard des règles de l'OMC. On est cependant ici devant le cas de restrictions appliquées aux exportations de textiles et de vêtements du Viet Nam par certains Membres de l'OMC, et non de restrictions appliquées par le Viet Nam aux exportations de ses entreprises.

Question n° 92

Prescription relative au ratio d'exportation (question et réponse n° 120): le Viet Nam a indiqué que, "immédiatement après son accession à l'OMC, [il] supprimera l'obligation

d'exportation prévue dans les documents juridiques actuels et dans les licences d'investissement délivrées par les autorités compétentes centrales ou locales". Le Viet Nam pourrait-il préciser ce qu'il entend, en l'occurrence, par "immédiatement après"? Cela veut-il dire: dès son accession à l'OMC?

Réponse

L'État s'engage à supprimer l'obligation d'exportation dès son accession à l'OMC.

Question n° 93

En réponse à la question n° 95 du document WT/ACC/VNM/32 et au paragraphe 160 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, le Viet Nam indique qu'il n'applique aucune restriction aux exportations de riz mais qu'il élaborerait un "système de contrôle souple" sur la production et le commerce de riz. Veuillez fournir des précisions au sujet de ce système, y compris concernant ses effets sur le commerce. Prière également d'expliquer dans quelle mesure un tel système serait transparent et conforme aux règles de l'OMC.

Réponse

Les contingents d'exportation de riz et les centres de liaison pour l'exportation de riz ont été éliminés et toutes les entreprises ont désormais le droit d'exporter. Néanmoins, afin d'assurer la sécurité alimentaire du pays, le gouvernement établira, au début de chaque année, sur la base des prévisions relatives à la production, à la consommation et aux réserves annuelles, un volume d'exportation indicatif pour les 12 mois à venir à l'intention de toutes les entreprises. Les entreprises sont libres de passer des marchés d'exportation de riz, dont elles informent ensuite l'Association de l'industrie alimentaire du Viet Nam. Cette association tiendra les entreprises au courant du volume total traité à l'exportation afin qu'elles sachent à quoi s'engager avant de passer un marché avec un partenaire étranger. Le gouvernement se réserve le droit d'intervenir sur le marché du riz dans les règles établies par l'OMC dans le cas d'une pénurie, ou d'une menace de pénurie de riz dans le pays. Cependant, dans la pratique, le Viet Nam n'a pas eu à recourir à cette mesure d'intervention au cours des dernières années.

Question n° 94

Au paragraphe 159 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, il a été demandé au Viet Nam de s'engager à instaurer des mesures conformes aux dispositions de l'OMC et à ne maintenir que les restrictions à l'exportation justifiables au regard des règles de l'OMC. Au paragraphe 160, le Viet Nam a répondu que le riz était vital pour la sécurité socioéconomique du pays et que les contrôles ne seraient pas éliminés, mais que les contingents d'exportation de riz avaient été supprimés.

Nous souhaitons que le Viet Nam s'engage à n'appliquer aucune restriction à l'exportation qui ne soit pas compatible avec les règles de l'OMC.

Réponse

Le Viet Nam prend l'engagement de veiller à ce que les mesures de gestion des exportations soient compatibles avec les dispositions de l'OMC dès son accession à l'OMC, en tenant compte du fait que le riz constitue l'aliment de base pour la population vietnamienne.

- **Subventions à l'exportation**

Question n° 95

Nous considérons que les subventions à l'exportation font partie des mesures qui faussent le plus le commerce, et que toutes les mesures qui facilitent les exportations (crédits à l'exportation, commerce d'État à l'exportation, aide alimentaire, etc.) devraient être supprimées. Nous notons que le Viet Nam a confirmé que certaines subventions seront éliminées dès son accession, comme l'indique le paragraphe 167, mais nous souhaitons également que le Viet Nam se donne pour principe de supprimer les subventions à l'exportation dans un certain délai, ce qui devra être dit dans le projet de rapport.

Réponse

Le Viet Nam prend l'engagement d'éliminer dès son accession à l'OMC les subventions subordonnées à la teneur en éléments d'origine locale ainsi que l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

Le Viet Nam s'engage en outre à éliminer dans un délai de trois ans à compter de la date d'accession les subventions sous forme de versements directs subordonnés aux résultats à l'exportation.

Quant aux autres types de subventions (subventions sous la forme d'incitations à l'investissement pour les entreprises à capitaux locaux et étrangers), le Viet Nam s'engage à y mettre fin dans un délai de neuf ans à compter de la date d'accession à l'OMC. L'élimination immédiate de ces types de subventions aurait des répercussions négatives sur l'investissement au Viet Nam, d'autant plus que certains Membres de l'OMC plus développés que le Viet Nam (pays dans lesquels le PIB par habitant atteint 1 000 dollars EU par an) pratiquent encore ces formes de subventions. Son PIB par habitant dépassant tout juste 400 dollars EU par an, le Viet Nam espère que les membres du Groupe de travail accepteront l'engagement qu'il souhaite ainsi prendre.

Question n° 96

Au paragraphe 165 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, le Viet Nam a confirmé que, dès son accession, il supprimerait la prescription en matière de ratio d'exportation (exonération tarifaire, pour les importations de matières premières destinées à la production, accordée aux entreprises à capitaux étrangers exportant au moins 80 pour cent de leurs produits).

Nous aimerions que le rapport fasse ressortir un engagement officiel en ce sens.

Réponse

Dès son accession, le Viet Nam mettra fin à l'application d'un ratio d'exportation obligatoire (condition à remplir pour pouvoir obtenir une licence d'investissement) comme le stipulent plusieurs textes législatifs (c'est-à-dire la Liste de produits publiée parallèlement à la Décision n° 718/BKH-QD datée du 7 décembre 2001 prise par le Ministère de la planification et de l'investissement) ainsi que les licences d'investissement délivrées par les autorités centrales et locales. Cette prescription relative au ratio d'exportation est différente de l'exonération tarifaire, laquelle constitue une forme de subvention.

Question n° 97

Paragraphe 166 et 167. Nous remercions le Viet Nam de s'engager à éliminer les subventions à l'exportation prohibées. Nous aimerions qu'il mette fin à toutes les mesures de ce type dès son accession. Nous ne pensons pas qu'il soit justifié de subordonner leur suppression au PIB du pays.

Réponse :

Le Viet Nam prend l'engagement d'éliminer dès son accession à l'OMC les subventions subordonnées à la teneur en éléments d'origine locale ainsi que l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

Le Viet Nam s'engage en outre à éliminer dans un délai de trois ans à compter de la date d'accession les subventions sous forme de versements directs subordonnés aux résultats à l'exportation.

Quant aux autres types de subventions (subventions sous la forme d'incitations à l'investissement pour les entreprises à capitaux locaux et étrangers), le Viet Nam s'engage à y mettre fin dans un délai de neuf ans à compter de la date d'accession à l'OMC. L'élimination immédiate de ces types de subventions aurait des répercussions négatives sur l'investissement au Viet Nam, d'autant plus que certains Membres de l'OMC plus développés que le Viet Nam (pays dans lesquels le PIB par habitant atteint 1 000 dollars EU par an) pratiquent encore ces formes de subventions. Son PIB par habitant dépassant tout juste 400 dollars EU par an, le Viet Nam espère que les membres du Groupe de travail accepteront l'engagement qu'il souhaite ainsi prendre. Le Viet Nam est moins en mesure que d'autres pays d'attirer des investissements étrangers, raison pour laquelle il a besoin de maintenir certaines subventions sous la forme d'incitations à l'investissement pour capter les capitaux nécessaires à son développement socioéconomique. De plus, le maintien de ces incitations est souhaité par la plupart des étrangers qui sont installés et qui comptent investir au Viet Nam.

C. POLITIQUES INTÉRIEURES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES

- Politique industrielle, y compris en matière de subventions

Question n° 98

Le Viet Nam indique que, d'ici la fin 2006, il a l'intention d'éliminer l'allègement des droits d'importation subordonné à la teneur en produits nationaux. Une période de transition n'est pas automatiquement accordée aux pays accédants pour la mise en œuvre des dispositions de l'Accord SMC. Nous aimerions savoir pourquoi les périodes de transition demandées sont nécessaires. Des problèmes juridiques se posent-ils?

Réponse

Le Viet Nam prend l'engagement d'éliminer dès son accession à l'OMC les subventions subordonnées à la teneur en éléments d'origine locale ainsi que l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

Question n° 99

Nous nous associons à la position prise par les Membres, et il serait bon que le Viet Nam songe à éliminer les subventions prohibées.

Réponse

Le Viet Nam prend l'engagement d'éliminer dès son accession à l'OMC les subventions subordonnées à la teneur en éléments d'origine locale ainsi que l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

Le Viet Nam s'engage en outre à éliminer dans un délai de trois ans à compter de la date d'accession les subventions sous forme de versements directs subordonnés aux résultats à l'exportation.

Quant aux autres types de subventions (subventions sous la forme d'incitations à l'investissement pour les entreprises à capitaux locaux et étrangers), le Viet Nam s'engage à y mettre fin dans un délai de neuf ans à compter de la date d'accession à l'OMC. L'élimination immédiate de ces types de subventions aurait des répercussions négatives sur l'investissement au Viet Nam, d'autant plus que certains Membres de l'OMC plus développés que le Viet Nam (pays dans lesquels le PIB par habitant atteint 1 000 dollars EU par an) pratiquent encore ces formes de subventions. Son PIB par habitant dépassant tout juste 400 dollars EU par an, le Viet Nam espère que les membres du Groupe de travail accepteront l'engagement qu'il souhaite ainsi prendre. Le Viet Nam est moins en mesure que d'autres pays d'attirer des investissements étrangers, raison pour laquelle il a besoin de maintenir certaines subventions sous la forme d'incitations à l'investissement pour capter les capitaux nécessaires à son développement socioéconomique. De plus, le maintien de ces incitations est souhaité par la plupart des étrangers qui sont installés et qui comptent investir au Viet Nam.

Question n° 100

Paragraphes 173 et 174: Les entreprises orientées vers l'exportation à capitaux étrangers ou nationaux peuvent bénéficier d'incitations à l'investissement. Ces incitations varient toutefois, du moins en partie, en fonction de la structure du capital (selon qu'il est détenu par des étrangers ou des Vietnamiens). Non seulement ce système à plusieurs régimes est probablement coûteux et difficile à gérer, mais nous nous demandons également si un régime d'incitations unique ne serait pas économiquement et financièrement préférable, y compris pour une meilleure transparence. De surcroît, le système actuel peut être la source d'une discrimination directe ou cachée entre les entreprises à capitaux étrangers et les entreprises nationales. Les autorités vietnamiennes ont-elles l'intention de réformer ce système et, dans l'affirmative, à quel moment?

Réponse :

Le Viet Nam s'emploie à unifier ses textes législatifs concernant l'investissement intérieur et l'investissement étranger, y compris la législation sur les incitations à l'investissement. La Loi concernant l'impôt sur le revenu des sociétés (révisée) et le Décret gouvernemental n° 164/2003/ND-CP daté du 22 décembre 2003 expliquant le mode d'application de cette Loi (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004) ont le mérite d'uniformiser les incitations fiscales accordées aux entreprises pour leurs activités d'exportation quelle que soit la structure de leur capital.

- **Obstacles techniques au commerce**

Question n° 101

Le paragraphe 185 dresse une liste des principales responsabilités des fonctions de la Direction des normes et de la qualité (STAMEQ). Selon cette liste, la STAMEQ s'occupe, entre autres choses, de normalisation, de certification, ainsi que de l'accréditation des organismes de certification. Compte tenu de l'ampleur des responsabilités incombant à la STAMEQ, nous

doutons qu'elle puisse remplir toutes ces tâches avec l'impartialité et l'indépendance exigées par les normes internationales en vigueur. Dans le domaine de l'accréditation, par exemple, les normes existantes et annoncées imposent aux organismes d'accréditation une obligation d'indépendance et d'impartialité, ce qui signifie que, de manière générale, il leur est interdit de fournir par eux-mêmes des services d'évaluation de la conformité (certification, inspection, étalonnage, essais). Nous aimerions savoir si le Viet Nam prévoit de réorganiser la STAMEQ, notamment pour séparer les services de certification des services d'accréditation, afin de respecter les règles d'indépendance et d'impartialité découlant des normes internationales en vigueur.

Réponse

Le Viet Nam apprécie ces commentaires aussi utiles que constructifs. Bien qu'ils relèvent de la STAMEQ, les organismes de certification et d'accréditation sont entièrement indépendants sur le plan financier et professionnel, et possèdent une personnalité juridique qui leur est propre. La STAMEQ fait office de guide auprès de ces organismes en s'assurant qu'ils se conforment aux lois vietnamiennes, aux normes et recommandations internationales (comme les normes, lignes directrices et recommandations de l'Organisation internationale de normalisation – ISO) ainsi qu'aux principes inscrits dans l'Accord OTC de l'OMC – non-discrimination, facilitation des échanges, transparence, etc.

De plus, l'impartialité des organismes d'accréditation a pour preuves leur adhésion à l'APLAC et à l'ILAC, et leur participation aux accords de reconnaissance mutuelle de l'APLAC et de l'ILAC (depuis 2000).

Concernant l'idée d'une réorganisation de la STAMEQ pour une séparation des services de certification et d'accréditation, la création d'un Conseil national d'accréditation est à l'étude. Le Viet Nam tiendra promptement informés les membres du Groupe de travail des travaux réalisés à cet égard.

Question n° 102

Le paragraphe 187 dit que 1 300 des 5 600 normes vietnamiennes s'inspirent de normes étrangères, régionales et internationales. Nous encourageons le Viet Nam à s'appuyer plus souvent sur les normes internationales pour instaurer des normes nationales, car c'est un bon moyen d'aider à l'élimination des OTC. Nous aimerions savoir pour quels produits l'harmonisation entre les normes internationales et vietnamiennes est insuffisante et pour quelles raisons c'est le cas.

Réponse

Environ 1 300 des normes vietnamiennes mentionnées au paragraphe 187 reprennent intégralement des normes internationales, régionales ou étrangères. Les normes restantes (4 300) font partiellement référence à des normes internationales, régionales ou étrangères. Les secteurs dans lesquels l'harmonisation entre les normes internationales et vietnamiennes se révèle insuffisante sont la construction navale, l'aviation, le vêtement, les cosmétiques, les articles en bois et en verre, etc., du fait que ces industries sont déjà développées au Viet Nam ou qu'il existe des disparités liées à la géographie, à la culture ou aux coutumes.

Question n° 103

Il est dit au paragraphe 190 que le Viet Nam a instauré une procédure pour la déclaration de conformité du fournisseur. Quels produits sont déjà couverts par cette

procédure? Selon quels critères vérifie-t-on si le régime de déclaration du fournisseur ou la procédure de certification de la sécurité (anciennement dénommée "certification obligatoire de la qualité des produits") s'applique à un produit?

Réponse

Les produits qui doivent faire l'objet d'une déclaration de conformité incluent les produits qui exigent que la sécurité, l'hygiène ou l'environnement soient préservés ou protégés, comme les articles électriques, les produits alimentaires, les produits chimiques grand public, les cosmétiques, les matériaux de construction, les jouets pour enfants, etc. Le critère qui préside à l'application de cette procédure est le niveau de risque encouru par les utilisateurs du produit. Selon ce principe, les produits assujettis à une certification de sécurité présentent plus de risques que les produits assujettis à une déclaration de conformité.

Question n° 104

Le paragraphe 194 traite de la reconnaissance des évaluations de la conformité effectuées à l'étranger. Pour les marchandises devant faire l'objet d'une inspection et d'une certification de la qualité, une reconnaissance est possible dans trois cas. Selon le point ii), le Viet Nam reconnaît unilatéralement les résultats obtenus par des laboratoires et organismes de certification étrangers à condition qu'ils soient officiellement acceptés au Viet Nam. Quels sont les critères précis auxquels un laboratoire ou un organisme de certification étranger doit satisfaire pour être accepté par les autorités vietnamiennes? Est-ce qu'un organisme d'essai ou de certification étranger accrédité par une instance étrangère en conformité avec les normes internationales applicables sera automatiquement accepté au Viet Nam ou bien la procédure actuellement suivie pour l'acceptation de ces organismes sera-t-elle au moins simplifiée?

Réponse

Pour la reconnaissance unilatérale des laboratoires ou organismes de certification étrangers, le Viet Nam applique les critères établis dans les accords de reconnaissance mutuelle de l'ANASE et de l'APEC, et dans les documents d'orientation qui s'y rapportent.

Actuellement, les résultats des essais effectués par des laboratoires étrangers ayant reçu l'agrément d'une instance d'accréditation étrangère peuvent être automatiquement acceptés au Viet Nam si le Viet Nam et le pays concerné sont signataires des ARM de l'APLAC ou de l'ILAC.

Question n° 105

Dans son libellé, la dernière phrase du paragraphe 195 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 comporte une certaine ambiguïté quant à savoir si le point d'information OTC, en même temps autorité nationale chargée des notifications, sera pleinement opérationnel au moment de l'accession. Il faudrait que le Viet Nam revoie son texte à la lumière de l'engagement pris en réponse à la question n° 101 du document WT/ACC/VNM/32.

Réponse

Le Viet Nam remercie le Groupe de travail de l'avoir alerté sur l'ambiguïté contenue dans la dernière phrase du paragraphe 195 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1. Le Viet Nam souhaite modifier comme suit la phrase en question pour qu'il y ait cohérence entre les engagements pris aux documents WT/ACC/VNM/32 et WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 concernant le fonctionnement de l'autorité chargée des notifications et du point d'information OTC:

"Le Viet Nam ayant créé une autorité chargée des notifications et un point d'information OTC au début de 2003, le représentant du Viet Nam espère fermement que cet organisme sera pleinement opérationnel à la date d'accession."

Question n° 106

Au paragraphe 196 entre crochets du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, le Viet Nam a confirmé qu'il appliquerait l'Accord OTC à compter de la date d'accession. Nous aimerions qu'un engagement soit pris en ce sens.

Réponse

Le Viet Nam s'engage à respecter l'Accord OTC à compter de la date d'accession.

- Mesures sanitaires et phytosanitaires

Question n° 107

Selon le paragraphe 197, le Viet Nam avait principalement pour tâches, entre autres, de mettre au point un logiciel pour l'analyse des risques liés aux parasites et d'appliquer ce type d'analyse aux organismes génétiquement modifiés. Nous aimerions savoir à quel stade d'avancement se trouve le logiciel d'analyse des risques et ce qu'il en est de son application aux organismes génétiquement modifiés.

Réponse

L'analyse des risques liés aux parasites pose quelques problèmes au Viet Nam:

- le logiciel d'analyse n'est pas prêt;
- la méthode et les procédures d'analyse n'ont pas encore été mises au point;
- les qualifications du personnel de phytoquarantaine sont limitées;
- on manque d'informations et d'une base de données pour effectuer l'analyse;
- c'est pourquoi le Viet Nam est actuellement à la recherche d'une aide internationale pour remédier aux problèmes susmentionnés.

Question n° 108

Nous nous reportons au paragraphe 198 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, qui fait référence au cadre d'harmonisation de l'ANASE.

Qu'en est-il des exportateurs non membres de l'ANASE qui souhaitent s'implanter sur le marché de l'ANASE? Le Viet Nam pourrait-il garantir que le cadre d'harmonisation en question sera conforme aux normes, lignes directrices et recommandations internationales éventuellement applicables?

Réponse

Le Viet Nam n'a pas fait d'étude sur les conséquences du cadre d'harmonisation de l'ANASE pour l'accès des exportateurs non membres de l'ANASE au marché de la zone et, par conséquent, il n'a aucune observation à faire à ce sujet.

Le Viet Nam ne peut s'engager au nom de tous les membres de l'ANASE. Cependant, comme la majorité d'entre eux sont Membres de l'OMC, le Viet Nam ne doute pas que tous les détails sur ce cadre d'harmonisation soient communiqués à l'OMC conformément aux règles de notification de l'OMC, et que ce dispositif soit appliqué dans le respect des dispositions de l'OMC.

Question n° 109

Paragraphe 201. Nous aimerions également obtenir des précisions sur la formulation de normes obligatoires pour les produits utilisant la technologie des OGM, fondées sur des preuves scientifiques ou sur la présence d'un étiquetage de "produits contenant des OGM".

Réponse

À ce jour, le Viet Nam n'a pas adopté de normes nationales pour les produits contenant des OGM.

L'étiquetage de ces produits comme des autres produits est régi par la Décision gouvernementale n° 178/1999/QĐ-TTg datée du 30 août 1999 sur la réglementation des marchandises importées, exportées ou distribuées sur le territoire national, et par la Circulaire n° 15/2000/TT-BYT du Ministère de la santé, datée du 30 juin 2000, qui établit des lignes directrices pour l'étiquetage des produits alimentaires.

Question n° 110

Nous nous reportons au passage du paragraphe 201 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 qui fait référence à l'étiquetage des OGM.

Nous souhaitons rappeler que toutes les normes relatives aux OGM doivent être en conformité avec les prescriptions de l'OMC, y compris tout éclaircissement découlant de la jurisprudence dans ce domaine.

Réponse

Le Viet Nam prend note de ce rappel. À ce jour, le Viet Nam n'a pas adopté de normes nationales pour les produits contenant des OGM, et il ne possède pas de moyens suffisants pour évaluer pleinement l'influence de ces produits.

Question n° 111

Le paragraphe 204 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 reste vague sur les points soulevés au paragraphe 203.

Le Viet Nam pourrait-il expliquer ce qu'il ferait en l'absence de normes internationales ou si les normes internationales existantes n'étaient pas, selon lui, à la hauteur des niveaux appropriés de protection qu'il s'est lui-même fixés?

Réponse

En l'absence de normes internationales ou si les normes internationales existantes n'étaient pas à la hauteur des prescriptions de ses propres niveaux appropriés de protection, le Viet Nam veillerait lui-même à ce que l'évaluation des risques respecte ces niveaux ou bien il se reporterait aux règlements des Membres de l'OMC, notamment de ceux qui entretiennent des relations commerciales avec le Viet Nam, et il demanderait de l'aide en matière d'évaluation des risques pour trouver des mesures permettant de préserver la vie ou la santé d'êtres humains, d'animaux ou de végétaux, conformément aux paragraphes 1 et 7 de l'article 5 de l'Accord SPS.

Question n° 112

Paragraphe 205. Nous aimerions que le Viet Nam nous donne des nouvelles sur la mise en place de son Point d'information SPS. Nous aimerions savoir en particulier si ce point d'information sera pleinement opérationnel d'ici la fin 2004.

Réponse

La question des mesures SPS intéresse beaucoup d'organismes. En conséquence, la procédure à suivre pour mettre en place le point d'information exige tout un travail de coordination entre ces organismes. Cette procédure, une fois arrêtée, sera soumise à l'approbation du gouvernement. Le Point d'information SPS sera institué d'ici la fin 2004.

Question n° 113

Prière de revoir le Plan d'action SPS et de le présenter de nouveau avant la session plurilatérale sur les mesures sanitaires et phytosanitaires qui se tiendra en octobre 2004, en tenant compte du mieux possible des actions qui seront engagées en réponse aux questions soulevées et aux préoccupations manifestées par les Membres.

Réponse

Le Viet Nam compte présenter avant la session plurilatérale sur les mesures SPS qui se tiendra à la fin d'octobre une version révisée de son Plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord SPS (WT/ACC/VNM/11/Rev.4).

Question n° 114

Le Viet Nam indique en réponse à la question n° 115 du document WT/ACC/VNM/32 et au paragraphe 205 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 que son Point d'information SPS sera mis en place d'ici la fin 2004 et qu'il deviendra pleinement opérationnel dès son accession.

Veillez apporter des précisions sur le Point d'information SPS en question et sur les progrès accomplis en vue de sa création.

Réponse

La question des mesures SPS intéresse beaucoup d'organismes. En conséquence, la procédure à suivre pour mettre en place le point d'information exige tout un travail de coordination entre ces organismes. Cette procédure, une fois arrêtée, sera soumise à l'approbation du gouvernement. Parallèlement, un Groupe de travail interministériel a été constitué pour coordonner les activités à ce chapitre. Le Point d'information SPS sera institué d'ici la fin 2004 et deviendra pleinement

opérationnel à la date d'accession. Le Viet Nam aura aussi besoin d'une aide technique des Membres de l'OMC pour mettre en service le Point d'information SPS dès que possible.

Question n° 115

Au paragraphe 207 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 et en réponse à la question n° 116 du document WT/ACC/VNM/32, le Viet Nam demande une période de transition, jusqu'au 1^{er} juillet 2008, pour pouvoir respecter les dispositions de l'Accord SPS concernant l'harmonisation (articles 3.1, 3.3 et 3.4), l'équivalence (article 4) et les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation (article 8 et annexe C).

Nous espérons que le Viet Nam remplira totalement ses obligations au titre des mesures SPS dès son accession et qu'il profitera du processus d'accession pour se conformer aux prescriptions SPS.

Réponse

À ce jour, l'ensemble des lois, règlements, normes et mesures SPS a été revu, corrigé et étendu comme l'indique le Plan d'action SPS. Il est globalement conforme aux principes d'harmonisation, d'équivalence et de contrôle énoncés dans l'Accord SPS et il s'appuie sur les normes, lignes directrices et recommandations d'organisations internationales telles que le Codex, l'IPPC et l'OIE. Toutefois, en raison des difficultés qu'il rencontre en matière de ressources humaines, ainsi que du manque d'équipements et d'installations techniques, le Viet Nam aurait besoin d'une courte période de transition pour pouvoir examiner, accepter et exécuter convenablement ces obligations. Aucune des mesures SPS que le Viet Nam appliquerait pendant la période de transition ne créerait d'obstacle au commerce. C'est pourquoi le Viet Nam a aussi besoin d'une assistance technique des Membres de l'OMC (comme le mentionne l'annexe du Plan d'action).

Question n° 116

Nous notons que le Plan d'action n'apporte pas une réponse suffisamment détaillée à la question n° 118 du document WT/ACC/VNM/32 et ne contient aucune allusion à l'article 5.7.

Prière de répondre sur le fond à la question n° 118 du document WT/ACC/VNM/32 et de transposer les éléments de la nouvelle réponse dans le Plan d'action révisé.

Réponse

Concernant la question n° 118 du document WT/ACC/VNM/32, le Viet Nam transposera les éléments de sa nouvelle réponse dans son Plan d'action révisé.

Question n° 117

En réponse à la question n° 118 du document WT/ACC/VNM/32, le Viet Nam fait référence à son Plan d'action révisé et il explique, concernant l'évaluation des risques, qu'il va apporter peu à peu des améliorations à ses techniques et procédures en coopérant avec des organisations internationales et avec les Membres de l'OMC. Il affirme que ce travail sera terminé à la date d'accession, tout en admettant que l'évaluation des risques lui pose des difficultés et qu'il n'a pas l'habitude des procédures liées aux techniques d'évaluation des risques.

Le Viet Nam pourrait-il fournir un état d'avancement des travaux qu'il a accomplis pour pouvoir remplir ses futures obligations SPS dans ce domaine?

Réponse

Le Viet Nam présentera au cours de la session plurilatérale sur les mesures SPS qui se tiendra à la fin d'octobre 2004 un rapport d'avancement sur les travaux qu'il aura accomplis pour pouvoir remplir ses obligations SPS relatives à l'évaluation des risques.

Question n° 118

En réponse à la question n° 119 du document WT/ACC/VNM/32, le Viet Nam affirme que ses normes SPS sont appliquées en conformité avec les normes internationales mais à un niveau inférieur adapté aux conditions de production du pays, et qu'il s'efforce de mettre en place des normes nationales qui procurent un niveau de protection équivalent à celui des normes internationales. Cette réponse fait apparaître une certaine contradiction entre la situation du Viet Nam et les normes internationales.

Nous entendons bien que le Viet Nam est un pays en développement mais nous aimerions obtenir des précisions sur les points soulevés dans cette question. Le Viet Nam pourrait-il également préciser s'il a l'intention d'élaborer et d'appliquer des normes nationales au lieu de normes internationales?

Réponse

Avec le soutien actif des Membres, le Viet Nam s'emploie à instaurer des normes nationales qui apportent un niveau de protection équivalent à celui des normes internationales, et il n'a pas l'intention d'élaborer ou d'appliquer des normes nationales à la place des normes internationales.

Question n° 119

Paragraphe 207 du document WT/ACC/VNM/24/Rev.2. Nous souhaiterions en savoir plus sur ce que le Viet Nam compte faire pour se conformer aux principes d'harmonisation, d'équivalence et de contrôle énoncés dans l'Accord SPS.

Réponse

À ce jour, l'ensemble des lois, règlements, normes et mesures SPS a été revu, corrigé et étendu comme l'indique le Plan d'action SPS. Il est globalement conforme aux principes d'harmonisation, d'équivalence et de contrôle énoncés dans l'Accord SPS et il s'appuie sur les normes, lignes directrices et recommandations d'organisations internationales telles que le Codex, l'IPPC et l'OIE. Toutefois, en raison des difficultés qu'il rencontre en matière de ressources humaines, ainsi que du manque d'équipements et d'installations techniques, le Viet Nam aurait besoin d'une courte période de transition pour pouvoir examiner, accepter et exécuter convenablement ces obligations. Aucune des mesures SPS que le Viet Nam appliquerait pendant la période de transition ne créerait d'obstacle au commerce. C'est pourquoi le Viet Nam a aussi besoin d'une assistance technique des Membres de l'OMC (comme le mentionne l'annexe du Plan d'action).

- **Mesures concernant les investissements et liées au commerce**

Question n° 120

Au regard des commentaires que nous avons émis plus haut à la question n° 68, le gouvernement vietnamien a annoncé en octobre 2003 que le niveau maximal de production de motocyclettes devrait être celui indiqué dans l'étude de faisabilité (dans laquelle est précisé le nombre d'unités que l'on prévoit de produire) présentée par une entreprise lorsqu'elle demande

une licence d'investissement, et que rien ne peut être changé par rapport à l'étude de faisabilité pour augmenter le niveau de production. Toutefois, les entreprises locales ne sont pas visées par cette limitation du niveau de production sur la base de la F/S. Selon nous, les mesures susmentionnées concernant le niveau de production de motocyclettes et les mesures évoquées plus haut à la question n° 68 peuvent gravement entraver les importations et les activités commerciales. C'est pourquoi nous aimerions que le projet de rapport fasse clairement état de l'engagement pris par le gouvernement vietnamien de mettre un terme à ces mesures.

Réponse

Les textes juridiques en vigueur ne font aucune distinction entre les investisseurs nationaux et étrangers pour ce qui est de réglementer le niveau maximal de production de motocyclettes indiqué dans l'étude de faisabilité jointe à la demande de licence d'investissement.

Le Viet Nam s'engage à respecter intégralement l'Accord sur les MIC dès son accession à l'OMC.

Question n° 121

Le paragraphe 208 laisse entendre que la plupart des MIC ont été introduites après le dépôt de la demande d'accession. Ainsi que plusieurs Membres l'ont déjà rappelé au Viet Nam, il est demandé aux gouvernements accédants de ne pas adopter de nouvelles mesures restrictives. Par conséquent, le Viet Nam a-t-il éliminé certaines de ces mesures restrictives depuis la dernière réunion du Groupe de travail?

Réponse

Le Viet Nam s'emploie à remplir sérieusement ses engagements énoncés dans le Plan d'action MIC remis au Groupe de travail. D'ici son accession à l'OMC, le Viet Nam n'adoptera aucune nouvelle mesure incompatible avec les dispositions de l'Accord sur les MIC et il ne rétablira aucune mesure qu'il s'est engagé à éliminer dans son Plan d'action MIC.

Question n° 122

Les paragraphes 213 et 215 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 font référence à des engagements pris par le Viet Nam dans divers domaines.

Nous aimerions qu'ils figurent dans le rapport sous la forme d'engagements officiels confirmés par le Viet Nam.

Réponse

D'ici la date d'accession à l'OMC, le Viet Nam n'adoptera aucune nouvelle mesure incompatible avec les dispositions de l'Accord sur les MIC, et il ne rétablira aucune mesure qu'il s'est engagé à éliminer dans son Plan d'action MIC. Le Viet Nam accepte d'inclure cet engagement au projet de rapport du Groupe de travail.

Question n° 123

Nous prions le Viet Nam de confirmer que, à compter de la date d'accession, les contingents tarifaires octroyés ne seront pas subordonnés à la production ou aux exportations des entreprises particulières qui transforment les produits visés (de telles dispositions

constitueraient des MIC illégales aux termes du paragraphe 2 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC, mesures qui doivent être éliminées en vertu de l'article 2).

Réponse

Le Viet Nam s'est engagé à respecter intégralement l'Accord sur les MIC dès son accession à l'OMC. Concernant le mécanisme d'octroi de contingents tarifaires proposé par le Viet Nam, prière de consulter notre dernière offre à ce sujet (document WT/ACC/SPEC/VNM/1/Rev.1).

- **Entités commerciales d'État**

Question n° 124

En 2003, le gouvernement vietnamien a adopté une nouvelle feuille de route pour la réforme des entreprises d'État selon laquelle il compte se désengager de plus de la moitié des entreprises d'État existantes (environ 5 000). La priorité est donnée aux petites et moyennes entreprises des secteurs non stratégiques. Toutefois, les choses avancent plutôt lentement et, en 2003, seulement un cinquième des conversions prévues ont effectivement eu lieu.

Réponse

Depuis 2003, le processus de réforme et de restructuration des entreprises d'État s'est accéléré. En 2003 uniquement, 537 entreprises ou parties d'entreprises, y compris de grandes entreprises, ont été transformées en sociétés par actions (ce qui équivaut à 221,3 pour cent du chiffre correspondant de 2002).

En 2004, le gouvernement s'est donné pour but d'activer le processus et de se concentrer sur les grandes entreprises d'État, en maintenant son niveau de capitalisation tout en émettant des actions pour drainer les capitaux, outre qu'il a inscrit à son calendrier jusqu'en 2005 la conversion d'entreprises dans lesquelles l'État possède moins de 100 pour cent du capital en sociétés à responsabilité limitée détenues par un seul propriétaire.

Pour l'exécution de ce plan, les organismes gouvernementaux concernés s'emploient à produire de nouveaux textes juridiques ou à revoir les textes existants afin de permettre la mise en œuvre de la loi révisée, dans le but d'intégrer les entreprises générales et les grandes entreprises d'État au groupe des entreprises transformées en sociétés par actions.

Question n° 125

Paragraphe 216. Nous félicitons le gouvernement des efforts accomplis pour réformer les entreprises d'État. Nous aimerions en savoir davantage sur les mesures précises qui ont été prises pour éviter une distorsion des échanges par les entités commerciales d'État. Nous attendons notamment des précisions sur les entreprises qui se livrent à des activités commerciales ainsi que sur la réglementation en vigueur dans l'industrie.

Réponse

En décembre 2003, l'Assemblée nationale du Viet Nam a approuvé la Loi révisée sur les entreprises d'État. Cette Loi révisée a pour but de remédier aux lacunes relevées dans l'ancien texte après huit années d'application, d'améliorer l'efficacité des entreprises d'État et de garantir une concurrence égale entre ces dernières et les autres types d'entreprises.

Dans ce but, la Loi révisée établit clairement la répartition des actifs dans les entreprises d'État afin qu'elles jouissent des mêmes droits que les autres personnes morales. Elle met fin aux aides accordées aux entreprises d'État (gel ou effacement des dettes, octroi de crédits préférentiels, etc.) et elle limite un certain nombre de droits reconnus à l'État comme celui d'évaluer les actifs ou d'approuver la mobilisation de capitaux. La Loi révisée comporte en outre de nouvelles dispositions concernant les obligations des propriétaires et la modification de la structure du capital des entreprises d'État, par exemple sous la forme d'une transformation en société par actions ou d'une vente de l'entreprise.

Ainsi qu'il a été dit en réponse à des questions précédentes, le concept d'entreprise d'État renvoie à la structure du capital et au mode de fonctionnement de l'entreprise, et il diffère du concept d'entreprise commerciale d'État tel qu'il est expliqué à l'article XVII du GATT de 1994 et le Mémoire d'accord correspondant. Tous les renseignements fournis par le Viet Nam à propos des entreprises commerciales d'État l'ont été dans les formes prescrites par l'OMC. Au Viet Nam, la réglementation du commerce et de l'industrie incombe au gouvernement, et non aux entreprises.

Question n° 126

Nous remercions le Viet Nam des renseignements fournis en réponse à la question n° 125 et à l'annexe 2 du document WT/ACC/VNM/32 ainsi qu'aux paragraphes 216 à 219 et au tableau 12 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1.

En réponse à la question n° 125, le Viet Nam indique que la Société nationale du café (VINACAFE), la Société nationale du thé (VINATEA) et la Société nationale des produits laitiers (VINAMILK) ne sont pas des entreprises commerciales d'État au sens de l'article XVII du GATT. Le Viet Nam ajoute que VINAMILK a été transformée en société par actions et n'est plus une entreprise publique. Il a pourtant fourni des renseignements sur ces organismes en réponse au questionnaire sur les entreprises commerciales d'État (annexe 2 du document WT/ACC/VNM/32).

Le Viet Nam pourrait-il préciser pourquoi il ne range pas des organismes tels que VINACAFE, VINATEA et VINAMILK au rang des entreprises commerciales d'État?

Réponse

Le Viet Nam considère que ces entreprises ne sont pas des entreprises commerciales d'État au sens de l'article XVII du GATT. Elles ne bénéficient d'aucun privilège ni d'aucun droit spécial de la part du gouvernement. Leurs activités, comme celles d'autres entreprises, obéissent à des impératifs commerciaux.

Question n° 127

Le Viet Nam pourrait-il expliquer en quoi ses "entreprises publiques" diffèrent des "entreprises commerciales d'État" par rapport à la définition que l'OMC donne des entreprises commerciales d'État dans le Mémoire sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994?

Réponse

La dénomination "entreprises publiques" (aussi parfois appelées "entreprises d'État") renvoie à la structure du capital et au mode de fonctionnement des entreprises. Au Viet Nam, les conditions de leur création et de leur fonctionnement sont régies par la Loi sur les entreprises d'État.

Question n° 128

Le Viet Nam pourrait-il indiquer comment il définit une "entreprise publique" et une "entreprise transformée en société par actions"? Quelle part du capital l'État détient-il dans des sociétés par actions comme VINAMILK?

Réponse

Les entreprises publiques (aussi appelées entreprises d'État) sont des entités économiques dans lesquelles l'État détient la totalité du capital ou une participation majoritaire. Les conditions de leur création et de leur fonctionnement sont régies par la Loi sur les entreprises d'État.

Quant aux entreprises transformées en sociétés par actions, il n'en existe pas de définition légale. Elles désignent dans la pratique des entreprises publiques devenues sociétés de capitaux ou à responsabilité limitée. Les conditions de leur création et de leur fonctionnement sont régies par la Loi sur les entreprises. La part de leur capital détenue par l'État n'est pas fixe et peut varier.

Question n° 129

Le Viet Nam pourrait-il indiquer si VINACAFE et VINATEA appartiennent toujours à l'État et, dans l'affirmative, si leurs activités commerciales sont encadrées par l'État?

Réponse

VINACAFE et VINATEA appartiennent toujours à l'État. Néanmoins, elles ne bénéficient pas des privilèges prévus à l'article XVII du GATT.

Question n° 130

Prière d'expliquer comment VINACAFE, VINATEA, VINAMILK et la Société nationale du sel mettent en œuvre les politiques de l'État dans le cadre de leurs importations ou exportations.

Réponse

Elles mettent en œuvre les politiques de l'État simplement de la même manière que les autres entreprises qui sont actives dans ces secteurs.

Question n° 131

Veuillez expliquer pourquoi VINAMILK importe du lait en poudre (0402.10) et de l'huile butyrique (0405.90) pour les transformer et non pour les redistribuer dans le pays (voir le point V à la page 93 du document WT/ACC/VNM/32). Prière d'indiquer ce que VINAMILK compte faire des éventuels excédents de lait en poudre et d'huile butyrique importés pour transformation étant donné qu'elle n'est pas autorisée à vendre ces produits sur le territoire national.

Réponse

Au Viet Nam, il n'existe aucun règlement interdisant à VINAMILK de vendre des produits importés sur le marché intérieur. VINAMILK décide elle-même en fonction de ses intérêts commerciaux et le gouvernement vietnamien n'intervient pas dans cette décision. Au vu des renseignements fournis à l'annexe II du document WT/ACC/VNM/32, le fait que VINAMILK ne

redistribue pas les produits laitiers sur le territoire se comprend dans le sens où ses activités se concentrent sur la fabrication et la transformation, et non sur le commerce et la distribution.

Question n° 132

La non-consolidation envisagée en ce qui concerne le droit d'importer et d'exporter du riz (1006), du tabac et des produits du tabac (2401, 2402, 2403), des films cinématographiques (3706), divers documents imprimés (4901, 4903, 4907, 4909, 4910, 4911), des imprimantes industrielles (8442, 8443), et certains mécanismes de transmission (8525, 8526) (voir le tableau A du document WT/ACC/VNM/32) pose la question de savoir s'il existe actuellement des entreprises commerciales d'État, ou s'il est prévu d'en créer, pour ces produits. Nous prions le Viet Nam d'expliquer pourquoi il se propose de restreindre le droit de faire du commerce dans ces secteurs si ce n'est pour permettre l'instauration de droits ou de privilèges exclusifs ou spéciaux pour certaines entreprises en rapport avec l'importation ou l'exportation de ces produits. Veuillez nous indiquer s'il existe déjà de ces droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux, ou si certains sont envisagés pour l'avenir.

Réponse

Les produits qui font l'objet d'un commerce d'État ont été répertoriés dans la Notification du Viet Nam sur les entreprises commerciales d'État (document WT/ACC/VNM/14/add.1). Ils ne sont pas immuables et peuvent changer de temps à autre. Cependant, le Viet Nam prend l'engagement de veiller à ce que les entreprises commerciales d'État fonctionnent dans le respect des dispositions de l'OMC, y compris de l'article XVII du GATT et du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de cet article. Le Viet Nam souscrit également à l'obligation de notifier les entreprises commerciales d'État conformément aux règles édictées par l'OMC.

Le projet de restreindre les droits de faire du commerce obéit à la volonté de limiter la durée du régime actuellement applicable aux droits d'importation des entreprises vietnamiennes et à capitaux étrangers. Pour plus de détails, voir les engagements pris par le Viet Nam en cette matière (annexe A du présent document).

Question n° 133

Le paragraphe 220 entre crochets du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 indique que le Viet Nam s'est engagé à appliquer ses lois et règlements relatifs aux entreprises commerciales d'État en conformité avec les dispositions de l'OMC, et à notifier toutes les entreprises entrant dans le champ de l'article XVII. Nous aimerions que le Viet Nam confirme cet engagement.

Réponse

Le Viet Nam prend l'engagement de veiller à ce que les entreprises commerciales d'État fonctionnent dans le respect des dispositions de l'OMC, y compris de l'article XVII du GATT et du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de cet article. Le Viet Nam souscrit également à l'obligation de notifier les entreprises commerciales d'État conformément aux règles édictées par l'OMC. Le Viet Nam accepte de faire figurer cet engagement dans le projet de rapport du Groupe de travail.

- **Zones franches, régions économiques spéciales**

Question n° 134

Au paragraphe 226 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, le Viet Nam s'est proposé de prendre l'engagement de veiller, à compter de la date d'accession, à la mise en œuvre des obligations contractées à l'égard de l'OMC dans les zones de transformation pour l'exportation et dans les zones industrielles, et d'éliminer les prescriptions conditionnant l'établissement dans ces zones à l'utilisation de produits d'origine locale ou aux résultats à l'exportation.

Nous aimerions que le Viet Nam confirme ces engagements, car d'aucuns craignent que les arrangements visant les zones de transformation pour l'exportation constituent des subventions à l'exportation. Le Viet Nam pourrait-il aussi nous expliquer comment il compte remplir ces engagements lorsqu'ils sont incompatibles avec les règles de l'OMC?

Réponse

Soucieux de respecter l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, le Viet Nam élimine peu à peu les subventions prohibées ou en réduit le champ d'application. Concernant les subventions sous la forme d'incitations à l'investissement intérieur ou étranger, y compris celles destinées aux entreprises qui investissent dans des zones de transformation pour l'exportation ou des zones industrielles, le Viet Nam s'engage à les éliminer dans les neuf ans suivant la date d'accession à l'OMC. L'élimination immédiate de ces types de subventions aurait des répercussions négatives sur l'investissement au Viet Nam, d'autant plus que certains Membres de l'OMC plus développés que le Viet Nam (pays dans lesquels le PIB par habitant atteint 1 000 dollars EU par an) pratiquent encore ces formes de subventions. Son PIB par habitant dépassant tout juste 400 dollars EU par an, le Viet Nam espère que les membres du Groupe de travail accepteront l'engagement qu'il souhaite ainsi prendre. Le Viet Nam est moins en mesure que d'autres pays d'attirer des investissements étrangers, raison pour laquelle il a besoin de maintenir certaines subventions sous la forme d'incitations à l'investissement pour capter les capitaux nécessaires à son développement socioéconomique. De plus, le maintien de ces incitations est souhaité par la plupart des étrangers qui sont installés et qui comptent investir au Viet Nam.

- **Marchés publics**

Question n° 135

Nous aimerions que le Viet Nam réfléchisse aux avantages qui découleraient d'une adhésion à l'Accord sur les marchés publics, tant en ce qui concerne l'accès aux marchés publics des autres signataires de l'Accord sur la base du traitement national, que les règles de transparence qui s'appliqueraient à la passation des marchés au Viet Nam. Nous proposons que le Viet Nam accepte de négocier son adhésion à l'Accord sur les marchés publics dans le cadre de son accession à l'OMC, et de présenter une offre au moment de son accession.

Réponse

Le Viet Nam va réfléchir à la question de son adhésion à l'Accord sur les marchés publics après son accession à l'OMC. Bien qu'il n'ait pas encore signé l'Accord, le Viet Nam s'emploie à mettre en place le cadre juridique nécessaire au renforcement de la transparence des marchés publics et à l'amélioration du processus et des procédures de passation de marchés dans la ligne des pratiques internationales. Le Ministère de la planification et de l'investissement a récemment ouvert un site Web sur les appels d'offres où le public peut trouver des informations sur les offres en cours, les procédures de soumission, etc. Cependant, le Viet Nam emploiera d'abord les ressources limitées qu'il possède à la mise en œuvre intégrale des accords multilatéraux de l'OMC.

Question n° 136

Observation générale: nous notons que le Viet Nam fait des efforts pour améliorer son cadre juridique dans le but de renforcer la transparence des marchés publics et d'harmoniser le processus et les procédures de soumission avec les pratiques internationales. Nous encourageons le Viet Nam à poursuivre les efforts qu'il déploie pour rendre son système de passation de marchés plus transparent et plus ouvert à la concurrence. Nous encourageons également le Viet Nam à devenir observateur auprès du Comité des marchés publics. Nous nous tenons à sa disposition pour toute explication complémentaire concernant l'accord sur les marchés publics.

Réponse

Le Viet Nam apprécie cette offre d'assistance et en prend bonne note.

Cependant, le Viet Nam compte consacrer ses ressources limitées à la mise en œuvre intégrale des accords multilatéraux de l'OMC. Pour ce qui est de son adhésion à l'Accord sur les marchés publics, il réfléchira à la question après son accession à l'OMC.

- **Commerce des aéronefs civils**

Question n° 137

Nous continuons de penser qu'une adhésion à l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils, qui prévoit que les aéronefs importés et leurs pièces doivent être admis en franchise, aiderait à maintenir de bons services de transport aérien et services auxiliaires au Viet Nam, outre qu'elle contribuerait à la modernisation de l'infrastructure des services ainsi qu'au développement et à la croissance du Viet Nam.

Il conviendrait que le Viet Nam adhère à l'Accord dès son accession à l'OMC.

Réponse

Le Viet Nam se penchera sur la question de son adhésion à l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils après son accession à l'OMC. Parallèlement, la question tarifaire sera examinée dans le cadre des négociations bilatérales sur l'accès aux marchés.

- **Transit**

Question n° 138

Paragraphe 237. Nous remercions le Viet Nam de ses indications sur les droits de transit et sur les marchandises dont le transit exige l'obtention d'un permis. Nous aimerions qu'il nous précise comment il compte s'y prendre pour mettre en œuvre, dès son accession, le principe général de liberté de transit établi à l'article V.

Réponse

Les marchandises dont le transit exige l'octroi d'un permis par le Ministère du commerce sont le bois d'œuvre, le bois de construction, les exportations et importations prohibées. Les autres marchandises ont le droit de transiter une fois remplies les formalités douanières habituelles.

Concernant les droits de transit, voir la réponse à la question n° 18 du document WT/ACC/VNM/18.

Le Viet Nam s'engage à mettre en œuvre, dès son accession, le principe général de liberté de transit tel qu'il est énoncé à l'article V du GATT.

- **Politiques agricoles**

- **Politiques intérieures**

Question n° 139

Au paragraphe 244 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1, en réponse à des questions suscitées par l'application de restrictions quantitatives et de SGS, le Viet Nam a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de recourir à des restrictions quantitatives ou autres pour les importations, en dehors des mesures autorisées par les accords de l'OMC. Il a également indiqué qu'il examinerait la possibilité d'instaurer des droits de douane plutôt que des restrictions quantitatives.

Nous souhaiterions que le Viet Nam s'engage à ne pas recourir à la clause de sauvegarde spéciale issue du Cycle d'Uruguay pour l'agriculture.

Nous demandons au Viet Nam de maintenir un simple régime de droit de douane au lieu de recourir à l'application de contingents tarifaires pour certains produits.

Réponse

Le Viet Nam se propose actuellement de recourir à des SGS et à des contingents tarifaires uniquement pour quelques produits et s'est engagé à éliminer les restrictions quantitatives qui s'appliquent à eux dès son accession. Le Viet Nam souhaite également discuter en détail des SGS et des contingents tarifaires avec les Membres intéressés afin d'améliorer l'accès aux marchés en conformité avec les objectifs de l'OMC.

Question n° 140

Paragraphe 247. Concernant le développement rural, nous aimerions obtenir des précisions sur la structure des banques commerciales, qui octroient les prêts pour les projets dans l'agriculture. Nous aimerions notamment savoir s'il existe des investisseurs étrangers dans ce secteur et si des prêts sont également octroyés à des agriculteurs privés.

Réponse

Le Viet Nam a promulgué la Loi sur l'investissement étranger en 1989. Depuis, il a été procédé à plusieurs révisions de cette Loi pour développer les incitations destinées aux investisseurs étrangers. À la fin d'octobre 2003, les projets d'investissement étranger engagés dans l'agriculture étaient au nombre de 781 et représentaient au total un capital déclaré de 3,8 milliards de dollars EU. Dans le secteur agricole, les investisseurs sont issus de divers pays.

Au Viet Nam, les banques commerciales ne font aucune distinction entre les différentes entités économiques qui empruntent. Les producteurs et commerçants quels qu'ils soient peuvent obtenir un crédit d'une banque commerciale dès lors qu'ils présentent un plan de production ou d'activité commerciale permettant de garantir le remboursement de l'emprunt. Cette condition vaut également pour les agriculteurs privés.

Question n° 141

Le paragraphe 248 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 contient des indications sur les notifications de subvention dans l'agriculture et sur la période de référence 1999-2001, ainsi que sur le calcul de la MGS.

Nous réservons notre appréciation concernant les données de fait sur le soutien interne à l'agriculture et les engagements qui s'y rapportent en attendant la conclusion de l'examen de ces questions dans le cadre du processus plurilatéral relatif à l'agriculture.

Réponse

Le Viet Nam prend note de cette observation et espère que le Groupe de travail lui fera rapidement part de sa position officielle pour pouvoir discuter en détail des engagements du Viet Nam dès l'accession.

Question n° 142

Les paragraphes 252 à 255 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 contiennent des indications sur les subventions du Viet Nam à l'exportation et les questions soulevées par les Membres à leur sujet. Le paragraphe 255 se compose de deux parties entre crochets, dont l'une où il est dit que des subventions à l'exportation seront supprimées dès l'accession. Nous notons que le Viet Nam est un pays appelé à gagner sensiblement en compétitivité dans le secteur agricole lorsqu'il deviendra une économie de marché, et à être de plus en plus intéressé par une élimination générale des subventions à l'exportation dans l'agriculture.

Nous prions le Viet Nam de fournir des détails sur les mesures qu'il compte prendre pour éliminer ces programmes de subventions à l'exportation de produits agricoles d'ici la date d'accession.

Nous aimerions que le Viet Nam s'engage à éliminer toutes les subventions à l'exportation dès l'accession.

Réponse

La plupart des subventions du Viet Nam à l'exportation ont pour objet de protéger les bénéficiaires contre les événements fâcheux qui peuvent se produire sur les marchés internationaux lorsque les cours des produits agricoles s'effondrent, ce qui entraîne de graves répercussions sur la vie et le revenu d'une majorité d'agriculteurs.

Le Viet Nam s'engage à éliminer dès son accession les subventions à l'exportation de produits agricoles, y compris celles que les pays en développement sont autorisés à maintenir.

Question n° 143

Tableau explicatif DS:9: le soutien pour les exonérations de l'impôt foncier ne doit pas être notifié comme un soutien autre que par produit puisque deux secteurs précis bien ciblés (ceux du riz et du café) en bénéficient.

Prière de faire une estimation des sommes ayant pu être attribuées aux producteurs de café et aux producteurs de riz, et de notifier les sommes ainsi estimées dans le tableau explicatif DS:7 (Autre soutien par produit).

Réponse

Plusieurs membres du Groupe de travail ont exprimé l'avis que les exonérations fiscales, y compris les exonérations de l'impôt foncier, ne sont pas des subventions et que, par conséquent, elles devraient être retirées des tableaux du document WT/ACC/4. Le Viet Nam s'est rangé derrière cet avis et a corrigé sa notification en conséquence.

Question n° 144

Subventions à l'exportation. L'évolution de la position du Viet Nam concernant les subventions à l'exportation dans l'agriculture ne nous a pas échappé, et nous aimerions que cette évolution se poursuive. Nous sommes extrêmement préoccupés par l'adoption de nouveaux programmes de subventions à l'exportation pendant les négociations ainsi que par l'importance des subventions octroyées (d'environ 80 millions de dollars EU). Il conviendrait de réorganiser les systèmes de soutien pour que les aides soient fournies d'une manière moins désordonnée, notamment compte tenu du fait qu'une adhésion à l'OMC rend d'autant plus nécessaire l'élimination des subventions à l'exportation. Nous maintenons que les subventions à l'exportation devront être consolidées au niveau zéro dès l'accession.

Nous prions le Viet Nam de préciser les mesures qu'il compte prendre pour éliminer ces subventions à l'exportation.

Réponse

Au cours des deux dernières années (2003 et 2004), le Viet Nam s'est efforcé d'améliorer sa politique de subventions à l'exportation pour se conformer aux règles de l'OMC. La prime à l'exportation, en particulier, n'est plus basée sur les revenus d'exportation mais sur l'augmentation de la part des revenus par rapport à l'année précédente. De même, le Viet Nam s'oriente vers un soutien sous la forme d'activités de promotion des échanges commerciaux.

Le Viet Nam s'engage à éliminer dès son accession les subventions à l'exportation de produits agricoles, y compris celles que les pays en développement sont autorisés à maintenir.

- **Normes fondamentales du travail**

Question n° 145

Paragraphe 263. Le représentant du Viet Nam indique que beaucoup de conventions de l'OIT ont été ratifiées et qu'un Code du travail a été promulgué. Nous aimerions obtenir quelques informations sur l'application des nouvelles lois et nouveaux règlements à l'échelle nationale. Des problèmes particuliers se posent-ils? Le gouvernement du Viet Nam a-t-il sollicité une assistance technique pour appliquer ces normes?

Réponse

Le gouvernement vietnamien coopère avec les partenaires sociaux pour améliorer la mise en œuvre du Code du travail. Par ailleurs, il a reçu une assistance technique de l'OIT et d'autres pays comme les États-Unis, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Japon dans les domaines suivants: le travail des enfants, les travailleurs atteints d'une incapacité, le travail des femmes, les relations professionnelles, la santé et la sécurité au travail, le droit de la sécurité sociale, la lutte contre le VIH/SIDA sur le lieu de travail, etc. Le Viet Nam est disposé à fournir d'autres détails sur les normes fondamentales du travail dans un esprit de coopération sous l'égide de l'OIT et par d'autres moyens bilatéraux.

Le Viet Nam suggère de ne pas inclure au projet de rapport du Groupe de travail les renseignements sur les normes fondamentales du travail en accord avec les propositions faites par certains membres du Groupe de travail et avec les pratiques suivies pour l'accession d'autres pays.

V. RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Question n° 146

Si le Viet Nam a pris beaucoup de mesures pour mettre son régime des droits de propriété intellectuelle (DPI) en conformité avec l'Accord sur les ADPIC, il a en revanche peu progressé depuis la septième réunion du Groupe de travail en décembre 2003. D'autres mesures législatives s'imposent par rapport à plusieurs aspects importants des DPI, ainsi que cela a été dit dans le Plan d'action législative révisé pour la mise en œuvre des accords de l'OMC (document WT/ACC/VNM/31/Rev.1 du 26 avril 2004) et le Plan d'action révisé sur les ADPIC (document WT/ACC/VNM/21/Rev.2 du 23 avril 2004).

Il ressort de ces deux textes révisés qu'il reste un gros travail législatif à faire pour qu'il y ait conformité avec l'Accord sur les ADPIC et pour que le Plan d'action de 1996 sur les ADPIC soit mis à exécution. Il apparaît notamment que le Viet Nam n'a pas beaucoup avancé dans son Plan d'action de 1996 concernant le droit d'auteur et qu'il n'applique pas encore la Convention de Berne ainsi que l'exige l'article 9 de l'Accord. D'autres questions restent en suspens, comme la nécessité d'une révision des redevances pour mettre fin à la discrimination existant entre Vietnamiens et étrangers, l'instauration d'un mécanisme de renversement de la charge de la preuve dans le cas des brevets de procédé comme le prescrit l'article 34 de l'Accord, l'instauration de procédures pour l'établissement des droits sur les topographies de circuits intégrés, l'adoption de nouvelles dispositions pour la protection des renseignements non divulgués, l'instauration de procédures d'exécution élaborées pour les mesures provisoires, les mesures correctives administratives et autres mesures à la frontière, etc. Pour pouvoir véritablement juger si le Viet Nam respecte l'Accord sur les ADPIC, il faudrait d'abord passer en revue les textes législatifs complémentaires annoncés dans ces plans d'action.

Le document intitulé "Éléments du projet de rapport du Groupe de travail de l'accession du Viet Nam" (WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.4) a été augmenté des renseignements fournis en réponse aux questions des Membres; il devra être également complété à mesure que de nouvelles lois et de nouveaux règlements seront promulgués et examinés. Nous souhaiterions obtenir le texte de ces lois et règlements, ainsi que de certains textes législatifs que nous n'avons pas reçus.

Nous remercions le Viet Nam des renseignements fournis dans ces plans d'action révisés, ainsi que dans ses dernières réponses aux questions sur les DPI objet du document WT/ACC/VNM/32 du 28 avril 2004.

Pour pouvoir déterminer si les lois du Viet Nam sont compatibles à l'Accord sur les ADPIC, il nous faudra examiner la teneur des textes suivants. S'ils ne sont pas prêts, prière de nous informer lorsqu'ils seront disponibles:

- Décret n° 54/2000/ND-CP du 3 octobre 2000 sur les secrets commerciaux, les indications géographiques et la concurrence déloyale, et document d'application du Décret n° 54/2000/NC-CP (ce document devrait être publié en 2004 si l'on en croit le document WT/ACC/VNM/21/Rev.2);
- Décret n° 13/2001/ND-CP du 20 avril 2001 sur les nouvelles obtentions végétales, et Ordonnance sur les obtentions végétales publiée le 24 mars 2004;

- **Décret n° 42/2003/ND-CP du 2 mai 2003 sur les topographies de circuits intégrés;**
- **Circulaire conjointe du Tribunal populaire suprême, de l'Institut populaire suprême des poursuites et du Ministère de la science et de la technologie (selon le document WT/ACC/VNM/21/Rev.2, cette circulaire devrait être promulguée à la fin 2004);**
- **Code de procédure civile (qui devrait être promulgué en 2004);**
- **Décret n° __ sur les mesures correctives administratives dans le domaine de la propriété intellectuelle (qui devrait être promulgué en 2004);**
- **Circulaires contenant des directives pour le jugement des affaires relatives aux droits de propriété intellectuelle;**
- **Circulaire sur les mesures à la frontière en matière de propriété industrielle (dont la promulgation est prévue à la fin 2004);**
- **Décret n° 12/1999/ND-CP du 6 mars 1999 sur les infractions administratives;**
- **Circulaire n° 825/2000/TT-BKHCNMT, et Circulaire du Ministère de la science et de la technologie modifiant la Circulaire n° 825/2000/TT-BKHCNMT;**
- **Décret modifiant le Décret n° 12/1999/ND-CP (qui devrait être promulgué avant la fin 2004);**
- **Circulaire du Ministère des finances et du Ministère de la science et de la technologie sur les mesures à la frontière en matière de droits de propriété intellectuelle;**
- **autres textes récemment promulgués dans le domaine des DPI.**

Réponse

Ainsi qu'il l'a indiqué dans le document WT/ACC/VNM/21/Rev.2, le Viet Nam pense que les lois et règlements en vigueur respectent en principe les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC. La promulgation des textes juridiques indiqués a pour objet de compléter les dispositions actuelles afin que l'Accord soit correctement mis en œuvre et appliqué. De fait, après les septième et huitième réunions du Groupe de travail, le Viet Nam a pris une décision importante dans le domaine législatif, à savoir la promulgation du Code de procédure civile de 2004 (lequel contient de nombreuses dispositions compatibles avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC concernant les mesures correctives et procédures civiles).

Le Viet Nam a également déposé sa demande d'adhésion à la Convention de Berne, dont il deviendra membre officiel le 26 octobre 2004.

Par ailleurs, le Viet Nam s'emploie activement à remplir les formalités nécessaires en vue d'adhérer en 2004 aux traités internationaux suivants concernant le droit d'auteur:

- **Convention de Genève pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes (1971);**

- Convention de Rome pour la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (1961);
- Convention de Bruxelles concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite (1974).

Ainsi qu'il a été répondu aux Membres de l'OMC, les textes juridiques suivants sont en cours de rédaction et devraient être présentés pour promulgation dans le courant de l'année 2004 afin que l'on puisse procéder à l'exécution du Plan d'action de 1996 pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC :

- Circulaire du Ministère des finances sur les redevances et impositions relatives à la propriété industrielle (en remplacement de la Circulaire 23/TC-TCT du 9 mai 1997), qui contient des dispositions sur la suppression du traitement établissant une discrimination entre Vietnamiens et étrangers;
- Circulaire du Ministère de la science et de la technologie contenant des directives sur la mise en œuvre des procédures d'établissement des droits de propriété industrielle sur les topographies de circuits intégrés de semi-conducteurs (en application du Décret n° 42/2003/ND-CP du 2 mai 2003);
- Circulaire du Ministère de la science et de la technologie contenant des directives pour la mise en œuvre du Décret gouvernemental n° 54/2000/ND-CP du 3 octobre 2000 sur la protection des droits de propriété industrielle concernant les secrets commerciaux, les indications géographiques, les noms commerciaux, et la protection des droits contre la concurrence déloyale en matière de propriété industrielle, y compris les dispositions détaillées sur la protection des renseignements non divulgués;
- Circulaire du Ministère de la science et de la technologie contenant des directives pour la mise en œuvre des procédures d'établissement des droits de propriété industrielle sur les marques de fabrique et de commerce et les appellations d'origine (en remplacement des dispositions correspondantes de la Circulaire n° 3055/TT-SHCN du 31 décembre 1996), y compris les dispositions détaillées sur la reconnaissance des marques notoirement connues;
- Décret gouvernemental sur les mesures correctives administratives dans le domaine de la propriété intellectuelle;
- Circulaire conjointe du Tribunal populaire suprême, de l'Institut populaire suprême des poursuites et du Ministère de la science et de la technologie contenant des directives sur le jugement des affaires en rapport avec des droits de propriété industrielle, y compris les dispositions détaillées sur le renversement de la charge de la preuve dans les affaires relatives à des brevets;
- Décret gouvernemental modifiant le Décret gouvernemental n° 12/1999/ND-CP du 6 mars 1999 sur les mesures administratives contre les atteintes aux droits de propriété industrielle, y compris les dispositions détaillées sur les mesures correctives administratives;
- Circulaire du Ministère de la science et de la technologie modifiant la Circulaire n° 825/2000/TT-BKHCMNT du 3 mai 2000 du Ministère de la science, de la technologie et de l'environnement contenant des directives sur la mise en œuvre du

Décret gouvernemental n° 12/1999/ND-CP du 6 mars 1999 sur les mesures administratives contre les atteintes aux droits de propriété industrielle, modifiée par la Circulaire n° 49/2001/TT-BKHCNMT du 14 septembre 2001 du Ministère de la science, de la technologie et de l'environnement;

- Circulaire conjointe du Ministère de la science et de la technologie et du Ministère des finances relative aux mesures de contrôle à la frontière concernant les droits de propriété industrielle sur les marchandises importées et exportées;
- Circulaire conjointe du Ministère du commerce, du Ministère de la science et de la technologie et du Ministère de la culture et de l'information sur les mesures de contrôle du marché et les procédures prévues en cas d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle dans les activités de production, de commerce et de service.

La version anglaise de ces textes au complet sera mise à la disposition du Groupe de travail après leur promulgation.

Les documents suivants sont désormais à la disposition du Groupe de travail (ils ont été communiqués au Groupe de travail et la plupart d'entre eux peuvent être consultés sur le site Web de l'Office national de la propriété intellectuelle du Viet Nam (www.noip.gov.vn) en vietnamien et en anglais):

- Décret gouvernemental n° 54/2000/ND-CP du 3 octobre 2000 sur la protection des droits de propriété industrielle concernant les secrets commerciaux, les indications géographiques, les noms commerciaux, et la protection des droits contre la concurrence déloyale en matière de propriété industrielle;
- Décret gouvernemental n° 13/2001/ND-CP du 20 avril 2001 sur la protection des nouvelles obtentions végétales;
- Décret gouvernemental n° 42/2003/ND-CP du 2 mai 2003 concernant la protection des droits de propriété industrielle sur les topographies de circuits intégrés de semi-conducteurs;
- Décret gouvernemental n° 12/1999/ND-CP du 6 mars 1999 sur les mesures administratives contre les atteintes aux droits de propriété industrielle;
- Circulaire n° 825/2000/TT-BKHCNMT du 3 mai 2000 du Ministère de la science, de la technologie et de l'environnement contenant des directives sur la mise en œuvre du Décret gouvernemental n° 12/1999/ND-CP du 6 mars 1999 sur les mesures administratives contre les atteintes aux droits de propriété industrielle, modifiée par la Circulaire n° 49/2001/TT-BKHCNMT du 14 septembre 2001 du Ministère de la science, de la technologie et de l'environnement.

Une fois prête, la version anglaise des textes suivants au complet sera mise à la disposition du Groupe de travail:

- Code de procédure civile de 2004; et
- Ordonnance sur les obtentions végétales de 2004.

Les textes suivants n'ont pas été promulgués (leur version complète en anglais sera mise à la disposition du Groupe de travail après leur promulgation):

- Circulaire conjointe du Tribunal populaire suprême, de l'Institut populaire suprême des poursuites et du Ministère de la science et de la technologie contenant des directives sur le jugement des affaires en rapport avec des droits de propriété industrielle;
- Décret gouvernemental modifiant le Décret gouvernemental n° 12/1999/ND-CP du 6 mars 1999 sur les mesures administratives contre les atteintes aux droits de propriété industrielle;
- Circulaire conjointe du Ministère de la science et de la technologie et du Ministère des finances relative aux mesures de contrôle à la frontière concernant les droits de propriété industrielle sur les marchandises importées et exportées.

Question n° 147

Nous aimerions que le Viet Nam confirme que, à la fin 2004, il mettra un terme à la discrimination existant entre les Vietnamiens et les étrangers au titre des droits et impositions concernant la propriété industrielle.

Réponse

La suppression de la discrimination entre les Vietnamiens et les étrangers au titre des droits et impositions concernant la propriété industrielle est prévue dans le projet de la circulaire qui remplacera le texte juridique actuel sur les droits et impositions. Cette circulaire devrait être promulguée à la fin 2004.

Question n° 148

Au paragraphe 279 du projet de rapport, il est dit que les œuvres existant avant l'entrée en vigueur du Code civil sont protégées conformément au paragraphe 3 de la Résolution de l'Assemblée nationale sur la mise en œuvre du Code civil si le délai de leur protection n'est pas expiré et si elles n'enfreignent pas les dispositions du Code civil. La protection du droit d'auteur est-elle différente selon que l'œuvre est antérieure ou postérieure à l'entrée en vigueur du Code civil? Dans l'affirmative, veuillez expliquer.

Réponse

Lorsqu'une œuvre fait l'objet d'une protection du droit d'auteur, cette protection n'est pas différente selon que l'œuvre est antérieure ou postérieure à l'entrée en vigueur du Code civil.

Question n° 149

Au paragraphe 280 du projet de rapport, il est dit que la protection des signaux de préprogramme et des signaux cryptés serait envisagée au moment de l'élaboration des documents juridiques appropriés. Le but est-il ici de respecter les dispositions du traité sur la protection des organismes de radiodiffusion actuellement en projet dans le cadre de l'OMPI ou bien le Viet Nam a-t-il l'intention d'instaurer un régime en propre concernant la protection des signaux de préprogramme et des signaux cryptés? Si c'est le deuxième cas qui s'applique, prière d'expliquer dans le détail le raisonnement suivi par le gouvernement.

Réponse

La décision sera prise sur la base du postulat selon lequel les règlements du Viet Nam sont conformes à l'Accord sur les ADPIC.

Question 150

Le paragraphe 289 du projet de rapport contient une explication sur la situation actuelle concernant la protection du droit d'auteur pour les œuvres numériques. Les lois et règlements applicables du Viet Nam comportent-ils des dispositions sur l'octroi de droits de mise à disposition ainsi que sur les obligations concernant l'information de gestion des droits comme le prescrivent le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, ou bien ces questions doivent-elles être inscrites dans les lois et règlements applicables dans l'avenir?

Réponse

Les lois actuelles sur le droit d'auteur ne comportent pas de dispositions détaillées sur cette question. Elle sera inscrite dans de futurs textes juridiques.

Question n° 151

Paragraphe 314. Selon ce paragraphe, des licences obligatoires ne sont octroyées au Viet Nam qu'en conformité avec l'article 31 f), k) et l) de l'Accord sur les ADPIC, mais des modifications devront être apportées aux dispositions légales existantes pour que cette obligation puisse être incorporée au texte de la loi. Il est important que le Groupe de travail soit tenu au courant de l'évolution de la situation à cet égard.

Réponse

Le Viet Nam est en train de préparer des dispositions complémentaires en conformité avec les conditions d'octroi de licences obligatoires selon l'article 31 f), k) et l) de l'Accord sur les ADPIC, notamment pour modifier comme suit l'article 51 (disposition sur les licences obligatoires) du Décret gouvernemental n° 63/CP du 24 octobre 1996 sur les dispositions détaillées régissant la propriété industrielle:

- les articles 51.2 et 51.6 seraient complétés par les dispositions suivantes concernant les conditions d'octroi de licences obligatoires pour l'exploitation d'un brevet conformément à l'article 31 l) de l'Accord sur les ADPIC;
- article 51.2: lorsqu'une licence obligatoire est octroyée pour une invention ou une solution d'utilité revendiquée dans un brevet (le "premier brevet") pour permettre l'exploitation d'un objet d'un autre brevet (le "second brevet") qui ne peut être exploité sans porter atteinte au premier brevet, l'invention ou la solution d'utilité revendiquée dans le second brevet supposera un progrès technique important, d'un intérêt économique considérable, par rapport à l'invention ou la solution d'utilité revendiquée dans le premier brevet ;
- article 51.6 e): le titulaire du premier brevet aura droit à une licence réciproque à des conditions raisonnables pour utiliser l'invention ou la solution d'utilité revendiquée dans le second brevet; et le droit d'utiliser l'invention ou la solution d'utilité revendiquée dans le premier brevet sera incessible sauf si le second brevet est également cédé;

- article 51.6 b): il sera complété par les dispositions suivantes concernant l'octroi de licences obligatoires principalement pour répondre aux besoins du marché intérieur, en conformité avec l'article 31 f) de l'Accord sur les ADPIC, et pour remédier à des pratiques anticoncurrentielles, conformément à l'article 31 k) de l'Accord sur les ADPIC;
- article 51.6 b): les utilisations autorisées d'une licence obligatoire sont établies principalement pour répondre aux besoins du marché intérieur, sauf lorsque la licence est rendue nécessaire pour remédier à des pratiques anticoncurrentielles déterminées par les autorités compétentes;
- article 51.2: le détenteur d'un droit de propriété industrielle n'est tenu d'octroyer une licence obligatoire qu'aux conditions prévues à l'article 802 du Code civil de 1995, sauf si la licence a pour but de remédier à des pratiques anticoncurrentielles déterminées par les autorités compétentes.

Question n° 152

Paragraphe 318. Le Viet Nam indique que la Circulaire n° 30/2003/TT-BKHCN du 5 novembre 2003 contenant des dispositions sur les demandes de brevet pour des micro-organismes et leur examen a été promulguée. Il serait utile que le Viet Nam communique le texte de la Circulaire au Groupe de travail.

Réponse

Le Groupe de travail a désormais à sa disposition une version non officielle de la traduction complète en anglais de la Circulaire n° 30/2003/TT-BKHCN du 5 novembre 2003 du Ministère de la science et de la technologie sur la mise en œuvre des procédures d'établissement des droits de propriété industrielle pour les inventions et solutions d'utilité.

Question n° 153

Concernant la charge de la preuve dans les cas d'atteinte à un droit de brevet, nous aimerions savoir si le Viet Nam peut confirmer qu'elle sera transférée du plaignant au défendeur d'ici la fin 2004.

Réponse

Le renversement de la charge de la preuve sur le défendeur dans les cas d'atteinte à un droit de brevet est inscrit dans le projet de Circulaire conjointe entre le Tribunal populaire suprême, l'Institut populaire suprême des poursuites et le Ministère de la science et de la technologie contenant des directives pour le jugement d'affaires en rapport avec des droits de propriété industrielle près les tribunaux populaires. Cette Circulaire conjointe devrait être promulguée à la fin 2004.

Question n° 154

Paragraphe 325 et article 26 du document WT/ACC/VNM/21/Rev.2. Pour pouvoir juger si le Viet Nam respecte les obligations pertinentes découlant de l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC, le Groupe de travail aurait besoin d'informations plus complètes et plus détaillées sur la pratique du Viet Nam concernant le traitement des résultats d'essais et autres renseignements non divulgués qui sont transmis aux autorités compétentes pour qu'elles approuvent la commercialisation de produits pharmaceutiques et de produits chimiques destinés à l'agriculture (article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC).

Réponse

Ainsi qu'il a été répondu aux Membres de l'OMC, les autorités chargées d'approuver la commercialisation de produits pharmaceutiques et de produits chimiques destinés à l'agriculture ont pour obligation de protéger les résultats d'essais et d'autres renseignements non divulgués qui leur sont communiqués, et elles sont tenues au secret selon les règles des autorités administratives.

En particulier, lorsque le personnel des autorités compétentes (Administration des drogues, Administration de protection des végétaux, Administration vétérinaire) reçoit le dossier d'enregistrement, en évalue le contenu et voit s'il convient d'approuver la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques destinés à l'agriculture, il lui est interdit de divulguer ou de communiquer sous quelque forme que ce soit à un tiers tout renseignement ou document figurant dans le dossier d'enregistrement, sauf à d'autres administrations ou organismes compétents, à leur demande, sous réserve de l'autorisation écrite de leur directeur. Par conséquent, la protection des résultats d'essais et autres renseignements non divulgués est toujours assurée par les autorités compétentes dans la pratique en conformité avec les obligations pertinentes découlant de l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC.

Les dispositions détaillées sur l'obligation susmentionnée qui est faite aux autorités compétentes de protéger les données seront considérées comme étant établies dans une circulaire contenant des directives pour la mise en œuvre du Décret gouvernemental n° 54/2000/ND-CP du 3 octobre 2000 sur la protection des droits de propriété industrielle concernant les secrets commerciaux, les indications géographiques, les noms commerciaux, et la protection des droits contre la concurrence déloyale en matière de propriété industrielle.

Question n° 155

Concernant l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC portant sur la protection des données contre l'exploitation déloyale dans le commerce et la divulgation, le Viet Nam reconnaît que les dispositions nécessaires à sa mise en œuvre font encore défaut. Nous aimerions que le Viet Nam confirme que les règlements d'application seront promulgués d'ici la fin 2004 et qu'ils incluront les principes de non-divulagation et de non-utilisation.

Réponse

Le Viet Nam met la dernière main à un projet de circulaire contenant des directives pour la mise en œuvre des dispositions sur la protection des renseignements non divulgués (secrets commerciaux), notamment des données non divulguées relatives à des produits pharmaceutiques ou des produits chimiques destinés à l'agriculture, qui intégrera les principes de non-divulagation et de non-utilisation. Cette circulaire devra être promulguée à la fin 2004.

Question n° 156

Concernant les indications géographiques, nous aimerions obtenir quelques éclaircissements: le système vietnamien de protection et d'utilisation des indications géographiques est-il un système *sui generis*? Existe-t-il un registre des indications géographiques séparé? Ce système assure-t-il une protection d'office? Quelles conditions faut-il remplir pour pouvoir déclarer qu'une indication géographique donnée est générique?

Réponse

Le Viet Nam applique aux appellations d'origine le système *sui generis* de protection et d'application du droit de propriété industrielle. Le Viet Nam tient également un registre séparé des

appellations d'origine. Toutefois, ce système ne s'applique pas aux indications géographiques autres que les appellations d'origine. Les indications géographiques autres que les appellations d'origine ne sont protégées que si elles remplissent les conditions prévues par les lois et règlements sans procédure d'enregistrement. La protection d'office sans réclamation du détenteur du droit est prévue dans les lois et règlements sur les mesures administratives à prendre en cas d'atteinte à la propriété industrielle, ainsi que dans le droit pénal. Une indication géographique donnée est considérée comme étant générique uniquement si elle est devenue un nom de produit réputé et si elle a perdu sa fonction d'indication d'origine (article 10.3 du Décret gouvernemental n° 54/2000/ND-CP du 3 octobre 2000).

Question n° 157

L'article 7 1) b) de la Loi sur les douanes dit que le dossier présenté par le déclarant en douane doit contenir une attestation écrite de la qualité des marchandises établie lors d'une inspection effectuée par un organisme d'évaluation. Nous aimerions que le Viet Nam précise à quelles marchandises cette règle s'applique.

Réponse

La liste des importations et exportations assujetties à un contrôle de la qualité par l'État a été établie en vertu de la Décision n° 117/2000/QĐ-BKHCNMT datée du 26 janvier 2000 prise par le Ministère de la science et de la technologie. Cette liste inclut le nom et le code SH des produits assujettis à une vérification de la qualité par des organismes spécialisés relevant de l'ancien Ministère de la science, de la technologie et de l'environnement (devenu Ministère de la science et de la technologie), du Ministère de la santé, du Ministère de l'agriculture et du développement rural, du Ministère de l'industrie et du Ministère des pêches.

Question n° 158

Le Plan d'action (document WT/ACC/VNM/21/Rev.2) ne dit pas clairement si la décision sur le fond d'une affaire inclut toujours les données de fait et les conclusions de droit sur lesquelles elle s'appuie. Il ne dit pas non plus clairement si la décision est communiquée au complet pour le moins aux parties à l'affaire. Veuillez indiquer si la décision complète et motivée est communiquée par écrit aux parties.

Réponse

Selon l'article 81 du Code de procédure civile de 2004, concernant la teneur et l'examen d'une affaire, le tribunal est tenu d'inclure à son jugement ce qui suit: demande de procédure civile par le plaignant, engagement d'une procédure par les institutions ou organismes compétents, contre-demande du défendeur, requête indépendante de parties intéressées, observations du tribunal, et référence aux dispositions juridiques pertinentes invoquées à l'appui de la procédure.

Concernant l'examen de l'affaire par le tribunal, celui-ci doit analyser tous les éléments utiles pour pouvoir accepter ou rejeter la requête des parties concernées et de leurs représentants légaux (article 238.4). Par conséquent, sur le fond de l'affaire, le tribunal prend souvent sa décision en se fondant sur des renseignements pratiques et des observations régies par certaines règles, dont une explication claire est également fournie dans sa décision.

Dans les trois jours ouvrables suivant la fin du procès, les parties concernées et les institutions ou organismes compétents reçoivent une copie ou un extrait du jugement. Dans les six jours suivant l'annonce de sa décision définitive, le tribunal est tenu de transmettre le jugement aux parties concernées et aux institutions ou organismes compétents, ainsi qu'au procureur du peuple de la même juridiction (article 241). En conclusion, toutes les décisions rendues par écrit à propos de l'affaire

doivent être communiquées au moins aux parties concernées, avec les motifs ayant amené le tribunal à prendre ces décisions.

Question n° 159

Prière d'expliquer les procédures voulant que les tribunaux puissent demander aux parties de produire des éléments de preuve ou des documents utiles. Prière d'expliquer dans quelle mesure chaque partie peut demander à l'autre partie de produire des éléments de preuve ou des documents.

Réponse

Selon le Code de procédure civile de 2004 (articles 85 et 94), si les éléments de preuve contenus dans les documents produits ne sont pas suffisants, le tribunal a le droit de demander aux parties concernées de fournir des éléments de preuve supplémentaires, ou il peut recueillir des preuves par lui-même, lorsque les parties concernées en sont incapables, pour assurer un jugement approprié.

Lorsqu'elles demandent au tribunal de recueillir les preuves, ces parties concernées doivent présenter une demande écrite dans laquelle elles expliquent les points sur lesquels des preuves s'imposent, le genre de preuve nécessaire et les raisons pour lesquelles elles sont incapables de recueillir de telles preuves, avec tous les renseignements nécessaires (nom, adresse) sur les particuliers ou les organismes qui détiennent ces preuves.

Le tribunal a le droit de demander par oral ou par écrit les preuves en question auprès des particuliers ou des organismes qui les possèdent ou les administrent. Ces particuliers ou organismes sont tenus de produire ces preuves au complet dans les 15 jours suivant la réception de la demande.

À la demande des parties concernées, le tribunal peut recueillir les preuves nécessaires de la façon suivante (article 85.2.):

- en interrogeant les parties concernées ou les témoins;
- en demandant un examen et une évaluation;
- en statuant sur la valeur des actifs;
- en effectuant un examen et une vérification sur place;
- en autorisant une autre partie à recueillir les preuves;
- en demandant aux particuliers ou organismes de produire les pièces ou articles utiles qu'ils ont pu lire ou trouver.

Les solutions susmentionnées, en dehors de l'interrogatoire des parties concernées ou des témoins, impliquent que le juge doit rendre une décision en expliquant la teneur et les motifs de la demande de preuves. Les parties concernées peuvent contester les preuves recueillies par le tribunal en faisant appel auprès du procureur du peuple. Ce dernier a le droit de demander au tribunal de vérifier et rassembler les preuves selon la demande formulée par les parties concernées, et d'assister éventuellement au jugement (article 85.3).

Question n° 160

Prière d'indiquer s'il peut être demandé aux contrevenants de dédommager les détenteurs d'un droit des frais de justice qu'ils ont engagés, y compris des honoraires d'avocat, et, dans l'affirmative, dans quelles circonstances.

Réponse

Des dispositions détaillées sur le dédommagement des frais de justice encourus par les détenteurs d'un droit, y compris des honoraires d'avocat, seront incorporées au projet de Règlement sur les sanctions administratives dans le domaine de la propriété intellectuelle, texte qui devrait être promulgué en 2004.

Question n° 161

Prière d'indiquer si le Viet Nam prévoit de dégager les autorités et agents publics de leur responsabilité concernant l'administration des lois sur la propriété intellectuelle lorsqu'ils agissent ou qu'ils ont l'intention d'agir de bonne foi.

Réponse

Le Viet Nam va réfléchir à des dispositions sur le dégagement de responsabilité pour les autorités et agents publics lorsqu'ils remplissent leur fonction de bonne foi.

Question n° 162

Prière d'indiquer dans quelle mesure les sanctions administratives respectent les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC en matière de sanctions judiciaires. Veuillez préciser de quelle manière il sera remédié aux "lacunes" relevées dans ce domaine dans le Plan d'action.

Réponse

Les sanctions administratives applicables en cas d'atteinte à des DPI sont prévues dans les lois et règlements suivants:

- Ordonnance n° 44/2002/PL-UBTVQH10 du 2 juillet 2002 du Comité permanent de l'Assemblée nationale sur la gestion des infractions administratives (Ordonnance de 2002);
- Décret gouvernemental n° 12/1999/ND-CP du 6 mars 1999 sur les mesures administratives contre les atteintes aux droits de propriété industrielle (Décret n° 12/1999/ND-CP);
- Décret gouvernemental n° 31/2001/ND-CP du 26 juin 2001 sur les mesures administratives appliquées en cas de violations dans le domaine de la culture et de l'information (Décret n° 31/2001/ND-CP);
- selon les lois et règlements susmentionnés, les sanctions appliquées pour faire respecter des droits civils par procédure administrative en conformité avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC (article 49) s'établissent comme suit:

- une sanction sur injonction pour atteinte à des DPI est prévue à l'article 14.1 du Décret n° 12/1999/ND-CP et aux articles 4 et 63 du Décret n° 31/2001/ND-CP;
- l'obligation de retirer les éléments en infraction de produits, marchandises ou instruments à usage commercial en rapport avec des atteintes à des DPI est prévue au paragraphe 2 de l'article 19 du Décret n° 12/1999/ND-CP; et
- les sanctions relatives au retrait des circuits commerciaux ou à la destruction des produits ou instruments en infraction sont prévues à l'article 19 du Décret n° 12/1999/ND-CP et aux articles 65 et 67 du Décret n° 31/2001/ND-CP.

L'élimination des "lacunes" observées dans les lois et règlements concernant la gestion des infractions administratives relatives à des DPI dont il est question dans le Plan d'action a pour but ce qui suit:

- limiter le champ d'application des sanctions administratives contre les atteintes délibérées à des DPI et la production ou le trafic de marchandises portant des indications commerciales contrefaites (marques commerciales, noms commerciaux, indications géographiques, appellations d'origine) pour que les différends se rapportant à des DPI soient peu à peu traités au civil et non plus au moyen de procédures administratives en fonction des pratiques internationales et de la nature des DPI (droits personnels);
- élaborer une disposition sur une procédure qui donne aux parties concernées le droit de présenter leur point de vue et des éléments de preuve pour justifier leurs actes auprès de personnes compétentes (cette procédure est toutefois déjà appliquée dans les faits pour le traitement des infractions, mais il est nécessaire de la détailler davantage pour en faciliter l'application);
- instaurer pour principe que le montant total de l'amende doit être supérieur aux gains réalisés du fait de l'infraction afin que les sanctions administratives produisent l'effet escompté;
- définir clairement les fonctions, les tâches et les pouvoirs de sanction respectifs des autorités compétentes pour éviter des chevauchements et des lourdeurs administratives, tout en confiant à une instance des responsabilités supérieures et un pouvoir de coordination afin d'assurer une uniformité entre ces organismes.

Question n° 163

Prière d'indiquer quelles formalités les détenteurs d'un droit doivent accomplir pour engager des mesures à la frontière.

Réponse

Selon le Décret gouvernemental n° 101/2001/ND-CP du 31 décembre 2001 contenant des directives sur la mise en œuvre de plusieurs dispositions de la Loi sur les douanes en rapport avec les procédures douanières, le régime de contrôle et le régime d'inspection (article 14), pour obtenir des autorités douanières qu'elles suspendent la procédure douanière à l'égard de marchandises importées ou exportées, les détenteurs d'un droit ou les personnes mandatées par eux (ci-après dénommées requérants) doivent:

- déposer une demande de suspension de la procédure douanière auprès du responsable de la sous-direction des douanes où se trouvent les marchandises importées ou exportées;
- laisser un dépôt égal à 20 pour cent de la valeur des marchandises, calculé selon le prix indiqué dans le contrat, sur le compte courant des autorités douanières auprès du Trésor public, ou fournir des documents délivrés par des organismes de crédit pour garantir le paiement de dommages-intérêts au propriétaire des marchandises et le versement de toutes les sommes dues à des autorités, organismes ou particuliers lorsque la demande de suspension de la procédure douanière se révèle injustifiée;
- fournir aux autorités douanières les titres de garantie ou de propriété des DPI;
- fournir quelques premiers éléments de preuve permettant de soupçonner que des marchandises importées ou exportées portent atteinte à des DPI;
- fournir une procuration (dans le cas où le requérant a reçu le pouvoir de présenter une demande).

Les requérants ont le droit de demander la prolongation de la suspension de la procédure douanière avant que la décision de suspension arrive à expiration. Dans ce cas, ils doivent laisser le dépôt supplémentaire prévu. Cette prolongation ne peut durer plus de dix jours à compter de la date d'expiration de la décision de suspension.

Des dispositions détaillées sur la mise en œuvre des procédures de contrôle à la frontière concernant le droit d'auteur sont incluses dans la Circulaire conjointe n° 58/2003/TTLT-BVHTT-BTC du 17 octobre 2003 du Ministère de la culture et de l'information et du Ministère des finances contenant des directives pour la protection du droit d'auteur des exportations et des importations aux bureaux de douane.

Des dispositions détaillées sur la mise en œuvre des procédures de contrôle à la frontière concernant la propriété industrielle sont incluses dans la Circulaire conjointe du Ministère des finances et du Ministère de la science et de la technologie sur les mesures à la frontière en matière de propriété industrielle, qui devrait être promulguée en 2004.

Question n° 164

Prière d'indiquer si le Viet Nam a l'intention de faire passer à plus de 1 million de dong les dommages-intérêts pouvant être accordés aux détenteurs d'un droit.

Réponse

La disposition sur le versement de dommages-intérêts pouvant atteindre 1 million de dong contenue dans l'Ordonnance de 1995 sur les infractions administratives a disparu du texte de 2002 parce que l'octroi de dommages-intérêts relève du droit civil.

Question n° 165

Prière d'indiquer si le Viet Nam a l'intention d'accorder aux agents des douanes un pouvoir d'office dans les cas d'infraction à la propriété intellectuelle.

Réponse

Selon la Circulaire conjointe n° 58/2003/TTLT-BVHTT-BTC du 17 octobre 2003 du Ministère de la culture et de l'information et du Ministère des finances contenant des directives pour la protection du droit d'auteur des exportations et des importations aux bureaux de douane, et le projet de Circulaire conjointe entre le Ministère des finances et le Ministère de la science et de la technologie sur les mesures à la frontière en matière de propriété industrielle (texte dont la promulgation devrait être proposée en 2004), des mesures ne sont prises pour protéger des DPI à la frontière qu'à la demande des détenteurs des droits ou d'entités qui leur sont liées, et aucune action d'office n'est engagée par les agents des douanes.

En vertu du projet de Circulaire conjointe susmentionnée, les autorités douanières ont le droit, de leur propre initiative, de vérifier les marchandises importées ou exportées, de détecter les contrefaçons et de suspendre la procédure douanière, puis les marques en cause sont enregistrées auprès des autorités douanières.

Question n° 166

Prière d'indiquer si le Viet Nam a l'intention d'accorder un pouvoir d'office aux agents chargés de faire respecter les droits de propriété intellectuelle au pénal.

Réponse

Selon les lois et règlements en vigueur au Viet Nam, toute atteinte à des DPI qui constitue un acte condamnable au pénal doit être dépiée rapidement et traitée d'une manière rigoureuse, indépendamment de la demande de la partie lésée. Autrement dit, les autorités chargées de faire respecter les droits au pénal sont habilitées à engager une action d'office contre les atteintes à des droits de propriété intellectuelle qui sont punissables au pénal.

Question n° 167

Prière d'indiquer si des personnes déclarées coupables d'avoir porté atteinte à des droits de propriété intellectuelle ont déjà été condamnées à une peine d'emprisonnement.

Réponse

Selon les statistiques tenues par le bureau du Tribunal populaire suprême, une affaire d'infraction à des DPI a été jugée au pénal en 2002, jugement à l'issue duquel le défendeur a été condamné à une peine d'emprisonnement en vertu de l'article 171 du Code pénal de 1999.

Question n° 168

Le Paragraphe 332 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 dit que "les titulaires d'un droit de propriété intellectuelle [étaient] tenus, lorsqu'ils demandaient la suspension de procédures douanières, de déposer un montant égal à 20 pour cent de la valeur des marchandises auprès du Trésor public ou de fournir une garantie assurant le dédommagement du propriétaire des marchandises". Exiger le versement d'un dépôt égal à 20 pour cent de la valeur des marchandises risque d'alourdir d'une manière déraisonnable l'application des mesures à la frontière. Par conséquent, veuillez expliquer de quelle façon il est établi que la garantie substitutive pouvant être fournie pour assurer le dédommagement du propriétaire des marchandises est suffisante.

Réponse

Selon la Circulaire conjointe n° 58/2003/TTLT-BVHTT-BTC, la valeur garantie par les documents fournis (la garantie) est déterminée comme suit:

- Demande de protection de longue durée (paragraphe 1.1.5.2 et 1.1.5.3): garantie portant sur une somme précise, d'au moins 50 millions de dong, ou document émis par un organisme de crédit pour garantir le paiement de tous les dommages-intérêts qui surgissent lorsque les autorités douanières suspendent temporairement la procédure concernant des marchandises exportées ou importées à la demande du requérant mais qu'il s'avère que les marchandises en cause ne constituent aucune atteinte au droit d'auteur.
- Demande de protection distincte dans un cas particulier (paragraphe 1.2.3.1): garantie d'un montant égal à 20 pour cent de la valeur des marchandises, calculée selon le prix indiqué dans le contrat, déposée dans le compte courant des autorités douanières auprès du Trésor public, ou document de garantie émis par un organisme de crédit pour un montant précis au moins égal à 20 millions de dong lorsqu'on ne connaît pas la valeur des marchandises suspectées d'être en infraction, ou document émis par un organisme de crédit pour garantir le paiement de tous les dommages-intérêts qui surgissent lorsque les autorités douanières suspendent temporairement la procédure concernant des marchandises exportées ou importées à la demande du requérant mais qu'il s'avère que les marchandises en cause ne constituent aucune atteinte au droit d'auteur.

L'évaluation des garanties données lorsque le requérant demande à être protégé en vertu du projet de Circulaire conjointe du Ministère des finances et du Ministère de la science et de la technologie s'effectue également selon le principe expliqué ci-dessus.

Question n° 169

Concernant l'application effective du Code pénal, le Viet Nam prétend que les dispositions qu'il contient actuellement sont conformes à l'Accord sur les ADPIC. Toutefois, la clause selon laquelle "les infractions de caractère systématique ou ayant de très graves conséquences, ainsi que les récidives, [peuvent] être punies d'une peine de prison de six mois à trois ans" apparaît plus stricte que la disposition de l'Accord selon laquelle des procédures pénales et des sanctions doivent être prévues au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marques ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Nous pensons donc que des poursuites au pénal doivent pouvoir être envisagées lorsqu'il est prouvé que de tels actes ont été commis dans un but commercial. Le Viet Nam pourrait-il confirmer que c'est ainsi qu'il entend le caractère systématique des infractions ou leurs graves conséquences au sens des dispositions actuelles du Code pénal?

Réponse

Selon les articles 156, 157, 158 et 171 du Code pénal de 1999, il y a contrefaçon d'une marque de fabrique ou de commerce lorsque, entre autres raisons, un tel acte est commis dans un but commercial. Les "infractions de caractère systématique" et les "récidives" sont des exemples d'actes commis d'une manière délibérée. En revanche, le fait d'entraîner "de très graves conséquences" ne revêt aucun caractère délibéré.

VI. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES

Question n° 170

Étant donné que des négociations bilatérales sont actuellement en cours s'agissant de l'engagement du Viet Nam au titre du commerce des services, il conviendrait que le texte du chapitre qui traite de cette question soit étudié à la lumière des résultats de ces négociations.

Réponse

Le Viet Nam prend note de ce commentaire.

- **Accords commerciaux**

Question n° 171

Nous notons que le paragraphe 364 du document WT/ACC/SPEC/VNM/4/Rev.1 fait allusion aux divers accords commerciaux passés par le Viet Nam et à l'octroi du traitement NPF sur une base de réciprocité aux termes de ces accords commerciaux, et que, selon le paragraphe 368, le Viet Nam appliquerait le principe NPF dès son accession à l'OMC. Cependant, le paragraphe 369 figure entre crochets et le Viet Nam s'y engage à respecter toutes les dispositions de l'OMC, y compris l'article XXIV du GATT et l'article V de l'AGCS, et de veiller à ce qu'elles soient appliquées dès la date de son accession.

Nous souhaiterions que le Viet Nam accepte officiellement de respecter cette condition.

Réponse

Le Viet Nam prend l'engagement de se conformer aux dispositions de l'OMC relatives au principe NPF, y compris à l'article XXIV du GATT et à l'article V de l'AGCS, à compter de la date de son accession.

ANNEXE 1

Engagements concernant les droits d'importation et d'exportation

1. Le Viet Nam confirme que les entreprises appartenant entièrement à des intérêts vietnamiens sont autorisées de plein droit à effectuer des importations et des exportations depuis le 1^{er} janvier 2002.
2. Dès l'accession, les entreprises à participation étrangère directe appartenant au secteur de la production et au secteur manufacturier, qui ne sont pas uniquement des entreprises commerciales importatrices et exportatrices, seront autorisées de plein droit à importer et à exporter, sous réserve des restrictions énumérées au tableau A (ci-joint). Ces entreprises doivent enregistrer leurs domaines d'activité auprès des agences d'enregistrement de l'État compétentes.
3. Dès l'accession, les personnes physiques et morales provenant des pays Membres de l'OMC seront autorisées à constituer des coentreprises avec des partenaires vietnamiens afin d'exercer des activités importatrices et exportatrices; la participation du capital étranger de ces coentreprises ne devra pas dépasser 49 pour cent du capital légal des coentreprises. Cette limitation sera portée à 51 pour cent au plus tard le 1^{er} janvier 2008. Avant le 1^{er} janvier 2009, la création d'entreprises à 100 pour cent de participation étrangère directe sera autorisée pour exercer des activités importatrices et exportatrices.
4. Les coentreprises et les entreprises à 100 pour cent de participation étrangère directe dont il est fait mention au paragraphe 3:
 - seront habilitées à importer et à exporter toutes sortes de marchandises, sauf pour ce qui est des entreprises notifiées comme étant des entreprises commerciales d'État, sous réserve des restrictions énumérées au tableau A (ci-joint);
 - devront enregistrer leurs branches d'activité auprès des agences d'enregistrement de l'État compétentes.
5. Les droits d'importation et d'exportation mentionnés dans la présente annexe ne donnent pas automatiquement aux importateurs le droit de distribuer des produits au Viet Nam. La distribution de marchandises et la fourniture de services de distribution seront assujetties à la Liste d'engagements spécifiques concernant les services du Viet Nam.
6. Les droits d'importation et d'exportation dont il est fait mention dans la présente annexe n'affecteront en aucun cas les droits du gouvernement vietnamien:
 - d'adopter ou de faire respecter des prescriptions à des fins douanières et fiscales;
 - d'adopter ou de faire respecter des règlements à l'égard de l'importation, de l'exportation, de la réimportation, de la réexportation et du transit de marchandises en adéquation avec les dispositions pertinentes des Accords de l'OMC et avec les engagements pris par le Viet Nam lors de son accession à l'Organisation, tels que les engagements relatifs aux licences d'importation, aux obstacles techniques au commerce et aux mesures sanitaires et phytosanitaires.

Tableau A: Calendrier relatif aux droits d'importation et d'exportation
(joint à l'annexe 1 sur les engagements concernant les droits
d'importation et d'exportation)

Remarques: aux fins du présent tableau:

- le calendrier commence à partir du 1^{er} janvier de l'année indiquée;
- "NC" signifie "Non consolidé".

SH	Description	Calendrier
	Viandes et abats comestibles	
0201	Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées	Dès l'accession
0202	Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées	Dès l'accession
0203	Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, réfrigérées ou congelées	Dès l'accession
0206	Abats comestibles des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, ...	Dès l'accession
0207	Viandes et abats comestibles, des volailles du n° ...	Dès l'accession
0209	Lard sans parties maigres, graisse de porc et graisse de volailles non ...	Dès l'accession
0210	Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, ...	Dès l'accession
	Lait et produits de la laiterie	Dès l'accession
0401	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés ...	Dès l'accession
0402	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés ...	Dès l'accession
0403	Babeurre, lait et crème caillés, yoghourt, ...	Dès l'accession
0404	Lactosérum, même concentré ou ...	Dès l'accession
	Fruits comestibles; écorces d'agrumes ...	Dès l'accession
0805	Agrumes, frais ou secs	Dès l'accession
	Céréales	Dès l'accession
1005	Maïs	Dès l'accession
1006	Riz	NC
	Blé	
1101	Farines de froment (blé) ou de méteil	Dès l'accession
	Huiles végétales	
1507	Huile de soja et ses fractions ...	Dès l'accession
1508	Huile d'arachide et ses fractions ...	Dès l'accession
1511	Huile de palme et ses fractions ...	Dès l'accession
1513	Huiles de coco (huile de coprah), de palmiste ou de babassu et leurs fractions ...	Dès l'accession
	Produits traités à base de viande	
1601	Saucisses, saucissons et produits similaires, de viande, d'abats ou de sang ...	2008
1602	Autres préparations et conserves de viandes ...	2008
	Sucre	
1701	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide	2010
	Alcool et bière	
2203	Bières de malt	2010
2204	Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool ...	2010

SH	Description	Calendrier
2205	Vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ...	2010
2206	Autres boissons fermentées	2010
2207	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol. ou plus ...	2010
2208	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80% vol. ...	2010
	Tabac et produits du tabac	
2401	Tabacs bruts ou non fabriqués; déchets de tabac ...	NC
2402	Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes ...	NC
2403	Autres tabacs et succédanés de tabac ...	NC
	Ciments et clinker	
2523	Ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits "clinkers"), etc.	2010
	Pétrole brut et produits pétroliers	
2709	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	NC
2710	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes, etc.	NC
2711	Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux	2010
	Produits pharmaceutiques	
3003	Médicaments n.d.n.c.a constitués par des produits mélangés entre eux, [...] mais ni présentés sous forme de doses, etc.	2010
3004	Médicaments n.d.n.c.a constitués par des produits mélangés ou non mélangés, [...] présentés sous forme de doses, etc.	2010
3006	Préparations et articles pharmaceutiques visés à la note 4 du chapitre 30 ...	2010
	Engrais	
3102	Engrais minéraux ou chimiques azotés	2010
3103	Engrais minéraux ou chimiques phosphatés	2010
3104	Engrais minéraux ou chimiques potassiques	2010
3105	Autres engrais minéraux ou chimiques ...	2010
	Lubrifiants	
3403	Préparations lubrifiantes, antirouille et préparations pour le traitement des matières textiles, etc.	2008
	Films cinématographiques	
3706	Films cinématographiques, impressionnés et développés, ...	NC
	Livres, brochures et imprimés similaires ...	
4901	Livres, brochures et imprimés similaires ...	NC
4902	Journaux et publications périodiques imprimés ...	NC
4903	Albums ou livres d'images et albums à dessiner ou à colorier, pour enfants	NC
4907	Timbres-poste non oblitérés, chèques, billets de banques, titres d'actions, etc.	NC
4909	Cartes postales imprimées ou illustrées; cartes de vœux, etc.	NC
4910	Calendriers, blocs de calendriers de tous genres, imprimés ...	NC
4911	Autres imprimés n.d.n.c.a, y compris les images, les gravures et les photographies	NC

SH	Description	Calendrier
	Fer et acier	
7208	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, laminés à chaud, non plaqués ...	Dès l'accession
7209	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, laminés à froid, non plaqués ...	Dès l'accession
7210	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ...	Dès l'accession
7211	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ...	Dès l'accession
7212	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, plaqués ...	Dès l'accession
7213	Fil machine en fer ou en aciers non alliés	Dès l'accession
7214	Barres en fer ou en aciers non alliés n.d.n.c.a., laminées ou filées à chaud, etc.	Dès l'accession
7215	Autres barres en fer ou en aciers non alliés n.d.n.c.a. ...	Dès l'accession
7216	Profilés en fer ou en aciers non alliés	Dès l'accession
7217	Fils en fer ou en aciers non alliés	Dès l'accession
	Imprimantes industrielles	
8442	Machines n.d.n.c.a. [...] à composer les caractères ou pour la fabrication des planches, etc.	NC
8443	Machines et appareils à imprimer, machines à jet d'encre et leurs machines auxiliaires n.d.n.c.a.	NC
	Disques, bandes et autres supports pour l'enregistrement	
8524	Disques, bandes et autres supports pour l'enregistrement du son ou ...	NC
	Autres appareils	
8525	Appareils d'émission pour la radiotéléphonie, etc.; caméras de télévision et appareils de réception	NC
8526	Appareils de radiodétection, de radionavigation et de radiotélécommande	NC
	Automobiles, motocycles	
8702	Véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus	2010
8703	Voitures de tourisme et véhicules automobiles conçus pour le transport de personnes	2010
8704	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	2010
8705	Véhicules automobiles à usages spéciaux n.d.n.c.a.	2010
8706	Châssis avec moteur pour tracteurs, véhicules motorisés pour passagers/marchandises et à usages spéciaux	2010
8707	Carrosseries de véhicules automobiles spécifiques, y compris les cabines	2010
8708	Parties et accessoires des véhicules automobiles des n° 8701 à 8705	2010
8709	Chariots automobiles non munis d'un dispositif de levage, chariots de gare; leurs parties	2010
8711	Motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire	2010
8714	Parties et accessoires des cycles et fauteuils roulants	2010
8716	Remorques, etc.; autres véhicules non automobiles; leurs parties	2010

SH	Description	Calendrier
	Navigation aérienne	
8802	Véhicules aériens, véhicules spatiaux et suborbitaux et leurs véhicules lanceurs	Dès l'accession
8803	Parties de véhicules aériens, de véhicules spatiaux et suborbitaux et de leurs véhicules lanceurs	Dès l'accession
	Autres produits	
9001	Fibres optiques et faisceaux de fibres optiques, etc.; éléments d'optique non montés	Dès l'accession
9704	Timbres-poste, timbres fiscaux, enveloppes premier jour	Dès l'accession

ANNEXE 2

Liste des mesures non tarifaires

Tableau 1 - Prohibitions à l'importation

La distribution des produits ci-après sur le marché vietnamien n'est pas autorisée dans les conditions commerciales normales. L'importation de ces produits dans des buts non commerciaux pourrait cependant être permise dans des circonstances exceptionnelles.

Note: s.o. = sans objet.

SH	Désignation	Justification	Note
1207 91 00	Graines d'œillette ou de pavot	Matières premières utilisées pour la production d'opium	
1302 11 00	Opium, morphine anhydre, contenu anhydre	Matières premières utilisées pour la production d'opium	
2402, 2403	Tabac, cigarettes, et autres sortes de tabac fabriqué	Limitation de la consommation de cigarettes	Cette prohibition à l'importation sera supprimée dès l'accession.
2618 00 00	Laitier granulé (sable-laitier) provenant de la fabrication de la fonte, du fer ou de l'acier	Résidus source de pollution de l'environnement	
2619 00 00	Scories, laitiers (autres que le laitier granulé), battitures et autres déchets de la fabrication de la fonte, du fer ou de l'acier	Résidus source de pollution de l'environnement	
2620	Cendres et résidus (autres que ceux provenant de la fabrication de la fonte, du fer ou de l'acier) contenant des métaux ou des composés de métaux	Résidus source de pollution de l'environnement	
2621 00 00	Autres scories et cendres, y compris les cendres de varech	Résidus source de pollution de l'environnement	
3601 00 00	Poudres propulsives	Matériaux pour la fabrication d'explosifs	
8710 00 00	Chars et automobiles blindées de combat, armés ou non, et leurs parties	Équipement militaire	
Ex 8711	Motocycles d'une cylindrée supérieure à 175 cm ³	Sécurité routière	
9301 00 00	Armes de guerre, autres que les revolvers, pistolets et armes du n° 307: revolvers, pistolets	Équipement militaire	
9302 00 00	Revolvers et pistolets, autres que ceux des n° 9303 ou 9304	Armes	
9304	Autres armes (fusils, carabines et pistolets à ressorts, à air comprimé ou à gaz, matraques, par exemple), à l'exclusion de celles du n° 9307	Armes	

SH	Désignation	Justification	Note
9305	Parties et accessoires des articles des n° 9301 à 9304	Armes	
9306	Bombes, grenades, torpilles, mines, missiles, cartouches et autres munitions et projectiles, et leurs parties y compris les chevrotines, plombs de chasse et bourres pour cartouches	Armes	
9307	Sabres, épées, baïonnettes, lances et autres armes blanches, leurs parties et leurs fourreaux	Armes	
s.o.	Biens de consommation d'occasion, y compris: <ul style="list-style-type: none"> - textiles et vêtements, chaussures - produits électroniques - équipements et produits pour la réfrigération - appareils ménagers électriques - meubles - ustensiles ménagers en porcelaine, terre cuite, verre, métal, résine, caoutchouc, matières plastiques, et autres matériaux 	Sécurité du produit	
s.o.	Matériels et équipement d'occasion, y compris: <ul style="list-style-type: none"> - machines, structures, chambres à air, pneus, accessoires, moteurs d'automobiles, tracteurs, motocycles à deux et à trois roues usagés - moteurs à combustion interne et machines équipées de moteurs à combustion interne d'une puissance de moins de 30 CV - bicyclettes, véhicules à deux et à trois roues - véhicules de tourisme de moins de 16 places, camions ayant une charge utile inférieure à 5 tonnes, ambulances 	Sécurité routière	
s.o.	Produits chimiques toxiques Liste publiée par le Ministère de l'industrie	Protection de l'environnement, protection de la santé humaine	
s.o.	Déchets et matériels au rebut susceptibles de polluer l'environnement et de provoquer des épidémies Liste publiée par le Ministère des sciences et de la technologie	Protection de l'environnement, protection de la santé humaine	
s.o.	Produits culturels réactionnaires et contraires aux bonnes mœurs	Moralité publique	
s.o.	Jouets d'enfants ayant une influence pernicieuse sur l'éducation morale, l'ordre public et la sécurité	Moralité publique et sécurité de la vie sociale	
s.o.	Stupéfiants	Protection de la vie humaine	

SH	Désignation	Justification	Note
s.o.	Pétards (à l'exclusion de ceux utilisés pour la sécurité maritime et à d'autres fins précisées par le Premier Ministre dans le document officiel n° 1383/CP-KTTS en date du 23 novembre 1998)	Protection de la santé et de la vie humaines	
s.o.	Véhicules automobiles pour la conduite à droite (y compris leurs pièces détachées et ceux modifiés pour la conduite à gauche avant leur importation au Viet Nam), à l'exception des véhicules pour la conduite à droite destinés à des usages spécialisés et utilisés dans des lieux bien délimités, tels que les grues, les pelles mécaniques, les camions à ordures, les balayeuses de voies publiques, les camions utilisés dans la construction des routes, les autocars pour le transport de passagers dans les aéroports et les chariots élévateurs à fourche pour entrepôts et ports	Sécurité routière	
s.o.	Produits en amiante et composés du groupe des amphiboles	Protection de la santé humaine	
s.o.	Matériels et logiciels de cryptage spécialisés soumis au secret d'État	Sûreté nationale	

Tableau 2 – Liste des marchandises faisant l'objet de restrictions quantitatives et calendrier pour leur élimination

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
A. Licence/contingent				
8702 8703	Véhicules automobiles d'une capacité n'excédant pas 12 sièges	Décision n° 28 ¹	1 ^{er} janvier 2003 pour les véhicules d'une capacité n'excédant pas neuf sièges	Décision n° 46 ²
8711	Motocycles à deux roues	Décision n° 28	1 ^{er} janvier 2003	Décision n° 46
B. Licence d'importation du Ministère du commerce				
0401 0402 0403 0404	Lait et produits laitiers	Circulaire n° 04 ³	Assujettis à un contingent tarifaire depuis mai 2003	Décision n° 91 ⁴
15079010 15089010 15119090 15131910 15155090	Huiles végétales raffinées	Décision n° 242 ⁵	1 ^{er} janvier 2002	Décision n° 46
1701	Sucre	Décision n° 28	Remplacé par un contingent tarifaire au moment de l'accession	

¹ Décision n° 28/TTg du Premier Ministre, du 13 janvier 1997, sur la gestion des importations et des exportations en 1997.

² Décision n° 46/2001/QD-TTg du Premier Ministre, du 4 avril 2001, sur la gestion des importations et des exportations pendant la période 2001-2005.

³ Circulaire n° 04/TM-XNK du 4 avril 1994 portant application de la Décision n° 78/TTg du Premier Ministre, du 28 février 1994, sur la gestion des importations et des exportations.

⁴ Décision n° 91/2003/QD-TTg du Premier Ministre, du 9 mai 2003, sur l'application de contingents tarifaires aux importations au Viet Nam.

⁵ Décision n° 242/1999/QD-TTg du Premier Ministre, du 30 décembre 1999, sur la gestion des importations et des exportations en 2000.

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
2204 2205 2206 2207 2208	Vins et eaux-de-vie	Décision n° 11 ⁶	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
2501	Sel	Décision n° 46	Assujetti à un contingent tarifaire depuis mai 2003	Décision n° 91
252310 25232100 25232910	Ciment et ciment "clinker"	Décision n° 28	1 ^{er} janvier 2003	Décision n° 46
2710	Huiles de pétrole (à l'exception des huiles lubrifiantes)	Décision n° 28	1 ^{er} janvier 2004	Décision n° 187/2003/QD-TTg du Premier Ministre, du 15 septembre 2003
3102 3103 3105	Engrais	Décision n° 28	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
4801 4802 4804	Papier, carton, carton lisse, carton duplex, papier hygiénique	Décision n° 28 Circulaire n° 02 TM/XNK	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
6904 6907 6908	Carreaux en grès cérame de moins de 400 mm x 400 mm	Décision n° 242	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
6910 6911 6912 7013	Biens de consommation en céramique, porcelaine et verre	Décision n° 254 ⁷	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46

⁶ Décision n° 11/1998/QD-TTg du Premier Ministre, du 23 janvier 1998, sur la gestion des importations et des exportations en 1998.

⁷ Décision n° 254/1998/QD-TTg du Premier Ministre, du 30 décembre 1998, sur la gestion des importations et des exportations en 1999.

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
70049090 70052990 70042090 70052190	Verre pour la construction blanc et clair d'une épaisseur comprise entre 1,5 et 12 mm	Décision n° 28 Circulaire n° 02 TM/XNK	1 ^{er} janvier 2002	Décision n° 46
72131010 72131020 72139100 72139900 72141020 72142020 72149100 72149900 72162100 72164010 72165010 72161000 72163110 72163210 72163310 73063091 73069091 72104110 72104910 72106110 72106910 721710 721720 73130000 73144100	Acier de construction	Décision n° 28 Circulaire n° 02 TM/XNK du 21 février 1997	1 ^{er} janvier 2002	Décision n° 46
841451	Ventilateurs électriques	Décision n° 254	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
8702, 8703	Véhicules automobiles en pièces détachées et composantes	Décision n° 28	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
8702 8703 870421	Véhicules automobiles 10-15 sièges Véhicules automobiles pour le transport des personnes et des marchandises Camions de moins de 5 tonnes de charge utile	Décision n° 254	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
8711	Motocycles à deux ou trois roues entièrement ou partiellement en pièces détachées et composantes	Décision n° 242	1 ^{er} janvier 2003	Décision n° 46
8712	Bicyclettes	Décision n° 254	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
C. Licences d'importation délivrées par les ministères hiérarchiques ⁸			1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
Chapitre 1	Animaux vivants	Décret n° 899 Décision n° 07 ¹⁰	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
	Chevaux vivants			
0101.1110	- Reproducteurs de race pure			
	Animaux vivants de l'espèce bovine			
0102.1010	- Reproducteurs de race pure			
	Animaux vivants de l'espèce porcine			
0103.10	- Reproducteurs de race pure			
	Animaux vivants de l'espèce ovine			
0104.1010	- Reproducteurs de race pure			
	Animaux vivants de l'espèce caprine			
0104.2010	- Reproducteurs de race pure			
0105	Coqs, poules, canards, oies, dindons, dindes et pintades, vivants, des espèces domestiques			
0105.10	- D'un poids n'excédant pas 185 g:			
0105.1010	-- Coqs et poules			
	--- Reproducteurs de race pure			

⁸ Tous les produits figurant dans la deuxième colonne de cette partie ont été remplacés, sauf indication contraire, par les produits énumérés à l'annexe C du document WT/ACC/VNM/... (Questions et réponses de la 9^{ème} session), depuis le 1^{er} mai 2001, conformément à la Décision n° 46/2001/QD-TTg du Premier Ministre, du 4 avril 2001.

⁹ Décret gouvernemental n° 89/CP du 15 décembre 1995.

¹⁰ Décret gouvernemental n° 07/CP du 5 février 1996.

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
0105.1090	Autres:			
	-- Reproducteurs de race pure			
0105.90	D'un poids excédant 185 g:			
0105.9010	-- Coqs et poules			
	--- Reproducteurs de race pure			
0105.9090	Autres:			
	-- Reproducteurs de race pure			
0106.00	Autres animaux vivants			
0106.0010	- Reproducteurs de race pure			
Chapitre 3	Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
0301	Poissons vivants			
0301.90	- Autres poissons vivants:			
0301.9010	-- Reproducteurs de race pure			
0301.93	- Carpes:			
0301.9310	-- Reproducteurs de race pure			
0301.99	- Autres:			
0301.9910	-- Reproducteurs de race pure			
0306.00	Crustacés, même décortiqués, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; crustacés non décortiqués, cuits à l'eau ou à la vapeur, même réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de crustacés, propres à l'alimentation humaine			
0306.0010	-- Reproducteurs de race pure			

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
0307.00	Mollusques, même séparés de leur coquille, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; invertébrés aquatiques autres que les crustacés et mollusques, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets d'invertébrés aquatiques autres que les crustacés, propres à l'alimentation humaine			
0307.0010	-- Reproducteurs de race pure			
Chapitre 4	Lait et produits de la laiterie; œufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs			
0407.00	Œufs d'oiseaux, en coquilles, frais, conservés ou cuits	Décret n° 89	Assujetti à un contingent tarifaire depuis mai 2003	Décision n° 91
Chapitre 5	Autres produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
0501.00	Cheveux bruts, même lavés ou dégraissés; déchets de cheveux			
0502.00	Soies de porc ou de sanglier; poils de blaireau et autres poils pour la brosse; déchets de ces soies ou poils			
Chapitre 6	Plantes vivantes et produits de la floriculture	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
0601.00	Bulbes, oignons, tubercules, racines tubéreuses, griffes et rhizomes, en repos végétatif, en végétation ou en fleur; plants, plantes et racines de chicorée autres que les racines du n° 1212			
0602.00	Autres plantes vivantes (y compris leurs racines), boutures et greffons; blanc de champignons			
Chapitre 10	Céréales	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
1005.0010	Maïs à ensemer			
1006.1010	Riz en paille (riz paddy) à ensemer			
Chapitre 12	Graines et fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; plantes industrielles ou médicinales; pailles et fourrages	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
1209.00	Graines, fruits et spores à ensemer			

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
Chapitre 14	Matières à tresser et autres produits d'origine végétale, non dénommés ni compris ailleurs	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
1401.00	Matières végétales des espèces principalement utilisées en vannerie ou en sparterie (bambous, rotins, roseaux, joncs, osiers, raphia, pailles de céréales nettoyées, blanchies ou teintées, écorces de tilleul, par exemple)			
Chapitre 23	Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
Chapitre 29	Produits chimiques organiques	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
2936	Provitamines et vitamines, naturelles ou reproduites par synthèse (y compris les concentrats naturels), ainsi que leurs dérivés utilisés principalement en tant que vitamines, mélangés ou non entre eux, même en solutions quelconques			
2937	Hormones, naturelles ou reproduites par synthèse; leurs dérivés utilisés principalement comme hormones; autres stéroïdes utilisés principalement comme hormones			
2938	Hétérosides, naturels ou reproduits par synthèse, leurs sels, leurs éthers, leurs esters et autres dérivés			
2939	Alcaloïdes végétaux, naturels ou reproduits par synthèse, leurs sels, leurs éthers, leurs esters et autres dérivés			
2941	Antibiotiques			
2941.10	- Pénicillines et leurs dérivés, à structure d'acide pénicillanique; sels de ces produits			
2941.1010	Pénicillines G (pour injection)			
2941.1020	Pénicillines V - tous genres de produits finis (Vegacilline) de tout contenu (à boire)			
2941.1030	Pénicilline sodique procaine (pour injection)			
2941.1040	Bezathine-pénicilline, benzathine-benzilpénicilline (pour injection)			
2941.1090	Autres			
2941.20	- Streptomycines et leurs dérivés; sels de ces produits			
2941.2010	Sulfate de streptomycines (pour injection)			

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
2941.2020	Dérivés des streptomycines (pour injection)			
2941.2090	Autres			
2941.30	- Tétracyclines et leurs dérivés; sels de ces produits			
2941.3010	Tétracyclines en toutes teneurs (à boire)			
2941.3020	Tétracyclines en toutes teneurs (pour injection)			
2941.3090	Autres			
2941.40	- Chloramphénicol et ses dérivés; sels de ces produits			
2941.4010	Chloramphénicol en toutes teneurs (à boire)			
2941.4020	Chloramphénicol en toutes teneurs (à boire)			
2941.4090	Autres			
2941.50	- Érythromycine et ses dérivés; sels de ces produits			
2941.5010	Base d'érythromycine, estolate, éthylsuccinate, lacto-biarate (pour injection)			
2941.5020	Érythromycine (base, estolate, éthylsuccinate, lacto-biarate en toutes teneurs (pour boire)			
2941.5090	Autres			
2941.90	Autres			
	Amoxicilline (pour injection et à boire)			
	Ampixilline trihydrate, natrium (pour injection et à boire)			
	Méthincilline sodium (pour injection)			
	Cloxacilline sodium (pour injection)			
	Gentamycine sunfate (pour injection)			
	Céphapirine sodique, céfalotine (pour injection et à boire)			
	Lyncomycine base vř c,c d'ng HCL (pour injection)			
	Lyncomycine base vř c,c d'ng HC- (pour injection)			
	Sulfaméthoxarol (SMZ) (pour injection et à boire)			
	Tryméthoroprine (TM) (pour injection et à boire)			

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
Chapitre 30	Produits pharmaceutiques	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
Chapitre 37	Produits photographiques ou cinématographiques	Décret n° 89. Circulaire interministérielle n° 26 ¹¹	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
370100	Films pour l'industrie de l'impression			
Chapitre 38	Produits divers des industries chimiques	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
3808	Insecticides, antirongeurs, fongicides, herbicides, inhibiteurs de germination et régulateurs de croissance pour plantes, désinfectants et produits similaires, présentés dans des formes ou emballages de vente au détail ou à l'état de préparations ou d'articles (par exemple bandes, mèches et chandelles traitées au soufre, et papiers attrape-mouches)			
	- Insecticides:			
38081010	En aérosol			
38081090	Autres			
380820	- Fongicides:			
38082010	En liquide			
38082090	Autres			
380830	- Herbicides, inhibiteurs de germination et régulateurs de croissance pour plantes			
Chapitre 39	Matières plastiques et ouvrages en ces matières	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
391500	Déchets, rognures et débris de matières plastiques			
Chapitre 40	Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
400400	Déchets, débris et rognures de caoutchouc non durci, même réduits en poudre ou en granulés			
401400	Articles d'hygiène ou de pharmacie (y compris les tétines), en caoutchouc vulcanisé non durci, même avec parties en caoutchouc dur			

¹¹ Circulaire interministérielle n° 26/TTLB du Ministère de la culture et de l'information et du Ministère du commerce, du 19 avril 1994.

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
Chapitre 41	Peaux (autres que les pelleteries) et cuirs	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
411000	Rognures et autres déchets de cuirs ou de peaux préparés ou de cuir reconstitué, non utilisables pour la fabrication d'ouvrages en cuir; sciure, poudre et farine de cuir			
Chapitre 44	Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
440100	Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires; bois en plaquettes ou en particules; sciures, déchets et débris de bois, même agglomérés sous forme de bûches, briquettes, boulettes ou sous formes similaires			
440300	Bois bruts, même écorcés, désaubierés ou équarris			
440400	Bois feuillards; échelas fendus; pieux et piquets en bois, appointés, non sciés longitudinalement; bois simplement dégrossis ou arrondis, mais non tournés ni courbés ni autrement travaillés, pour cannes, parapluies, manches d'outils ou similaires; copeaux de bois ou similaires			
440500	Laine de bois; farine de bois			
440600	Traverses en bois pour voies ferrées ou similaires			
440700	Bois sciés ou désossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par jointure digitale, d'une épaisseur excédant 6 mm			
440800	Feuilles de placage et feuilles pour contreplaqués (même jointées) et autres bois sciés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par jointure digitale, d'une épaisseur n'excédant pas 6 mm			
440900	Bois (y compris les lames et frises à parquet, non assemblées) profilés (languetés, rainés, bouvetés, feuillurés, chanfreinés, joints en V, moulurés, arrondis ou similaires) tout au long d'une ou de plusieurs rives ou faces, même rabotés, poncés ou collés	Décret n° 89 Décision n° 28	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
441000	Panneaux de particules et panneaux similaires, en bois ou en autres matières ligneuses, même agglomérées avec des résines ou d'autres liants organiques			

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
441100	Panneaux de fibres de bois ou d'autres matières ligneuses, même agglomérées avec des résines ou d'autres liants organiques			
441200	Bois contreplaqués, bois plaqués et bois stratifiés similaires			
441300	Bois dits "densifiés", en blocs, planches, lames ou profilés			
Chapitre 47	Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques; déchets et rebuts de papier ou de carton	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
470700	Déchets et rebuts de papier ou de carton			
Chapitre 49	Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques; textes manuscrits ou dactylographiés et plans	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
4901	Livres, brochures et imprimés similaires, même sur feuillets isolés			
490110	- En feuillets isolés, même pliés			
	- Autres:			
490191	--- Dictionnaires et encyclopédies, même en fascicules			
490199	- Autres:			
49019910	-- Livres scolaires, livres sur l'économie, la technologie ou les sciences sociales			
49019990	Autres			
4902	Journaux et publications périodiques imprimés, même illustrés ou contenant de la publicité			
490210	Paraissant au moins quatre fois par semaine			
49021010	Journaux et publications périodiques spécialisées sur l'économie, la technologie ou les sciences sociales			
49021090	Autres			
490290	Autres			
49029010	Paraissant pour la publicité			
49029020	Journaux et publications périodiques spécialisées sur l'économie, la technologie ou les sciences sociales			
49029090	Autres			

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
490300	Albums ou livres d'images et albums à dessiner ou à colorier, pour enfants			
490400	Musique manuscrite ou imprimée, illustrée ou non, même reliée			
491000	Calendriers de tous genres, imprimés, y compris les blocs de calendriers à effeuiller			
491100	Autres imprimés, y compris les images, les gravures et les photographies			
Chapitre 50	Soie	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
5003	Déchets de soie (y compris les cocons non dévidables, les déchets de fils et les effilochés)			
500310	- Non cardés ni peignés			
500390	- Autres			
Chapitre 51	Laine, poils fins ou grossiers; fils et tissus de crin	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
510300	Déchets de laine ou de poils fins ou grossiers, y compris les déchets de fils mais à l'exclusion des effilochés			
Chapitre 52	Coton	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
5202	Déchets de coton (y compris les déchets de fils et les effilochés)			
520210	- Déchets de fils			
Chapitre 70	Verre et ouvrages en verre	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
7001	Calcin et autres déchets et débris de verre; verre en masse			
Chapitre 71	Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie; monnaies	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
710100	Perles fines ou de culture, même travaillées ou assorties mais non enfilées, ni montées ni serties; perles fines ou de culture, non assorties, enfilées temporairement pour la facilité du transport			
710200	Diamants, même travaillés, mais non montés ni sertis			

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
710300	Pierres gemmes (précieuses ou fines) autres que les diamants, même travaillées ou assorties mais non enfilées, ni montées, ni serties; pierres gemmes (précieuses ou fines) autres que les diamants, non assorties, enfilées temporairement pour la facilité du transport			
710400	Pierres synthétiques ou reconstituées, même travaillées ou assorties mais non enfilées ni montées ni serties; pierres synthétiques ou reconstituées non assorties, enfilées temporairement pour la facilité du transport	Décret n° 89 Décision n° 28	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
710500	Égrisés et poudres de pierres gemmes ou de pierres synthétiques			
710600	Argent (y compris l'argent doré ou vermeil et l'argent platine), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre			
710700	Plaqué ou doublé d'argent sur métaux communs, sous formes brutes ou mi-ouvrées			
710800	Or (y compris l'or platine), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre			
710900	Plaqué ou doublé d'or sur métaux communs ou sur argent, sous formes brutes ou mi-ouvrées			
711000	Platine, sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre Plaqué ou doublé de platine sur métaux communs, sur argent ou sur or, sous formes brutes ou mi-ouvrées			
711200	Déchets et débris de métaux précieux ou de plaqué ou doublé de métaux précieux; autres déchets et débris contenant des composés précieux ou de métaux précieux, d'un genre utilisé principalement pour la récupération des métaux précieux			
Chapitre 84	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
8442	Machines, appareils et matériels (autres que les machines-outils des n° 8456 à 8465) à fondre ou à composer les caractères ou pour la préparation ou la fabrication des clichés, planches, cylindres ou autres organes imprimants; caractères d'imprimerie, clichés, planches, cylindres et autres organes imprimants; pierres lithographiques, planches, plaques et cylindres préparés pour l'impression (planés, grenés, polis, par exemple)			
844210	- Machines à composer par procédé photographique			
844220	- Machines, appareils et matériel à composer les caractères par autres procédés, même avec dispositif à fondre			
844230	- Autres machines, appareils et matériel			
844250	- Caractères d'imprimerie, clichés, planches, cylindres et autres organes imprimants; pierres lithographiques, planches, plaques et cylindres préparés pour l'impression (planés, grenés, polis, par exemple)			
8443	Machines et appareils à imprimer, y compris celles à jet d'encre, autres que celles du n° 8471; et leurs machines auxiliaires			
844310	- Machines et appareils à imprimer, offset			
844320	- Machines et appareils à imprimer, typographiques, à l'exclusion des machines et appareils flexographiques			
844330	- Machines et appareils à imprimer, flexographiques			
844340	- Machines et appareils à imprimer, héliographiques			
844350	- Autres machines et appareils à imprimer			
844360	- Machines auxiliaires			
Chapitre 85	Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
8524	Disques, bandes et autres supports pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, enregistrés, y compris les matrices et moules galvaniques pour la fabrication des disques, mais à l'exclusion des produits du chapitre 37			
8525	Appareils d'émission pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie, la radiodiffusion ou la télévision, même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son; caméras de télévision; caméras vidéo à image fixe et autres appareils d'enregistrement vidéo			
852510	- Appareils d'émission			
852520	- Appareils d'émission incorporant un appareil de réception			
8526	Appareils de radiodétection et de radiosondage (radar), appareils de radionavigation et appareils de radiotélécommande			
852610	- Appareils de radiodétection et de radiosondage (radar)			
	- Autres:			
852691	-- Appareils de radionavigation			
852692	-- Appareils de radiotélécommande			
8527	Appareils récepteurs pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie ou la radiodiffusion, même combinés, sous une même enveloppe, à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou à un appareil d'horlogerie			
	- Appareils récepteurs de radiodiffusion pouvant fonctionner sans source d'énergie extérieure, y compris les appareils pouvant recevoir également la radiotéléphonie ou la radiotélégraphie:			
852711	-- Combinés à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son			

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
852719	-- Autres			
	- Appareils récepteurs de radiodiffusion ne pouvant fonctionner qu'avec une source d'énergie extérieure, du type utilisé dans les véhicules automobiles, y compris les appareils pouvant recevoir également la radiotéléphonie ou la radiotélégraphie:			
852721	-- Combinés à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son			
852729	-- Autres			
	- Autres appareils récepteurs de radiodiffusion, y compris les appareils pouvant recevoir également la radiotéléphonie ou la radiotélégraphie			
852790	Autres			
Chapitre 88	Navigation aérienne ou spatiale	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
880200	Autres véhicules aériens (hélicoptères, avions, par exemple); véhicules spatiaux (y compris les satellites), même suborbitaux, et leurs véhicules lanceurs			
Chapitre 89	Navigation maritime ou fluviale	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
8901	Paquebots, bateaux de croisières, transbordeurs, cargos, péniches et bateaux similaires pour le transport de personnes ou de marchandises			
890110	- Paquebots, bateaux de croisières et bateaux similaires principalement conçus pour le transport de personnes; transbordeurs			
890120	- Bateaux-citernes			
890130	- Bateaux frigorifiques autres que ceux du n° 8901.20			
890190	- Autres bateaux pour le transport de marchandises et autres bateaux conçus à la fois pour le transport de personnes et de marchandises			
890200	Bateaux de pêche; navires-usines et autres bateaux pour le traitement ou la mise en conserve des produits de la pêche			
890400	Remorqueurs et bateaux-pousseurs			

SH	Désignation	Fondement juridique	Calendrier pour l'élimination	
			Date	Documents juridiques pour la promulgation
890500	Bateaux-phares, bateaux-pompes, bateaux-dragueurs, pontons-grues et autres bateaux pour lesquels la navigation n'est qu'accessoire par rapport à la fonction principale; docks flottants; plates-formes de forage ou d'exploitation, flottantes			
890600	Autres bateaux, y compris les navires de guerre et les bateaux de sauvetage autres qu'à rames			
Chapitre 90	Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médico-chirurgicaux; parties et accessoires de ces instruments ou appareils	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
900900	Appareils de photocopie à système optique ou par contact et appareils de thermocopie			
901800	Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou l'art vétérinaire, y compris les appareils de scintigraphie et autres appareils électromédicaux ainsi que les appareils pour tests visuels			
902200	Appareils à rayons X et appareils utilisant les radiations alpha, bêta ou gamma, même à usage médical, chirurgical, dentaire ou vétérinaire, y compris les appareils de radiophotographie ou de radiothérapie, les tubes à rayons X et autres dispositifs de production de rayons X, générateurs de haute tension, panneaux et pupitres de commande, écrans, tables d'examen ou traitement, chaises et similaires			
Chapitre 96	Ouvrages divers	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
960100	Ivoire, os, écaille de tortue, corne, bois d'animaux, corail, nacre et autres matières animales à tailler, travaillés, et ouvrages en ces matières (y compris les ouvrages obtenus par moulage)			
Chapitre 97	Objets d'art, de collection ou d'antiquité	Décret n° 89	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46
970200	Gravures, estampes et lithographies originales			
D. Restrictions relatives aux méthodes de paiement (prescriptions concernant le change, l'autoéquilibre des devises et les acomptes)				
	Biens de consommation: la liste détaillées des biens de consommation et les positions du SH correspondantes figurent dans le tableau 2.1 ci-après.	Décision n° 254	1 ^{er} mai 2001	Décision n° 46

Tableau 2.1 - Liste des biens de consommation soumis à restriction pour la méthode de paiement

Chapitre	SH	Désignation
Chapitre 2	0201	Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées
	0202	Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées
	0203	Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, réfrigérées ou congelées
	0204	Viandes des animaux des espèces ovine ou caprine, fraîches, réfrigérées ou congelées
	02050000	Viandes des animaux des espèces chevaline, asine ou mulassière, fraîches, réfrigérées ou congelées
	0206	Abats comestibles des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, chevaline, asine ou mulassière, frais, réfrigérés ou congelés
	0207	Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 01.05
	0208	Autres viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés
	02090000	Lard sans parties maigres, graisse de porc et graisse de volailles non fondues ni autrement extraites, frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure, séchés ou fumés
	0210	Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats
Chapitre 3	0301	Poissons vivants
	0302	Poissons frais ou réfrigérés, à l'exception des filets de poissons et autre chair de poissons du n° 03.04
	0303	Poissons congelés, à l'exception des filets de poissons et autre chair de poissons du n° 03.04
	0304	Filets de poissons et autre chair de poissons (même hachée), frais, réfrigérés ou congelés
	0305	Poissons séchés, salés ou en saumure; poissons fumés, même cuits avant ou pendant le fumage; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de poisson, propres à l'alimentation humaine
	0306	Crustacés, même décortiqués, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; crustacés non décortiqués, cuits à l'eau ou à la vapeur, même réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de crustacés
	030700	Mollusques, même séparés de leur coquille, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; invertébrés aquatiques autres que les crustacés et mollusques, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets, d'invertébrés aquatiques
Chapitre 4	0401	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants
	0402	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants
	0403	Babeurre, lait et crème caillés, yoghourt, képhir et autres laits et crèmes fermentés ou acidifiés, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao
	0404	Lactosérum, même concentré ou additionné de sucre ou d'autres édulcorants; produits consistant en composants naturels du lait, même
	0405	Beurre et autres matières grasses provenant du lait; pâtes à tartiner laitières
	0406	Fromages et caillebotte

Chapitre	SH	Désignation
	040700	Œufs d'oiseaux, en coquilles, frais, conservés ou cuits
	0408	Œufs d'oiseaux, dépourvus de leurs coquilles, et jaunes d'œufs, frais, séchés, cuits à l'eau ou à la vapeur, moulés, congelés ou autrement conservés, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants
	04090000	Miel naturel
	0410	Produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs
Chapitre 6	0603	Fleurs et boutons de fleurs, coupés, pour bouquets ou pour ornements, frais, séchés, blanchis, teints, imprégnés ou autrement préparés
	0604	Feuillages, feuilles, rameaux et autres parties de plantes, sans fleurs ni boutons de fleurs, et herbes, mousses et lichens, pour bouquets ou pour ornements, frais, séchés, blanchis, teints, imprégnés ou autrement préparés
Chapitre 7	0701	Pommes de terre, à l'état frais ou réfrigéré
	07019000	Pommes de terre, à l'état frais ou réfrigéré
	07020000	Tomates, à l'état frais ou réfrigéré
	0703	Oignons, échalotes, aulx, poireaux et autres légumes alliacés, à l'état frais ou réfrigéré
	0704	Choux, choux-fleurs, choux frisés, choux-raves et produits comestibles similaires du genre <i>Brassica</i> , à l'état frais ou réfrigéré
	0705	Laitues (<i>Lactuca sativa</i>) et chicorées (<i>Cichorium spp.</i>), à l'état frais ou réfrigéré
	0706	Carottes, navets, betteraves à salade, salsifis, céleris-raves, radis et racines comestibles similaires, à l'état frais ou réfrigéré
	07070000	Concombres et cornichons, à l'état frais ou réfrigéré
	0708	Légumes à cosse, écosés ou non, à l'état frais ou réfrigéré
	0709	Autres légumes, à l'état frais ou réfrigéré
	0710	Légumes, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés
	0711	Légumes conservés provisoirement (au moyen de gaz sulfureux ou dans de l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation, par exemple), mais impropres à l'alimentation en l'état
	0712	Légumes secs, même coupés en morceaux ou en tranches ou bien broyés ou pulvérisés, mais non autrement préparés
	0713	Légumes à cosse secs, écosés, même décortiqués ou cassés
	0714	Racines de manioc, d'arrow-root ou de salep, topinambours, patates douces et racines et tubercules similaires à haute teneur en fécule ou en inuline, frais, réfrigérés, congelés ou séchés, même débités en morceaux ou agglomérés sous forme de pellets; moelle de sagoutier
Chapitre 8	0801	Noix de coco, noix du Brésil et noix de cajou, fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées
	08011100	Noix de coco, noix du Brésil et noix de cajou, fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées
	08011900	Noix de coco, noix du Brésil et noix de cajou, fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées
	08012100	Noix de coco, noix du Brésil et noix de cajou, fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées
	08012200	Noix de coco, noix du Brésil et noix de cajou, fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées

Chapitre	SH	Désignation
	08013200	Noix de coco, noix du Brésil et noix de cajou, fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées
	0802	Autres fruits à coques, frais ou secs, même sans leurs coques ou décortiqués
	08030000	Bananes, y compris les plantains, fraîches ou séchés
	0804	Dattes, figues, ananas, avocats, goyaves, mangues et mangoustans, frais ou secs
	0805	Agrumes, frais ou secs
	0806	Raisins, frais ou secs
	0807	Melons (y compris les pastèques) et papayes, frais
	0808	Pommes, poires et coings, frais
	0809	Abricots, cerises, pêches (y compris les brugnons et nectarines), prunes et prunelles, frais
	0810	Autres fruits, frais
	0811	Fruits, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants
	0812	Fruits conservés provisoirement (au moyen de gaz sulfureux ou dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation, par exemple), mais impropres à l'alimentation en l'état
	0813	Fruits séchés autres que ceux des n° 08.01 à 08.06; mélanges de fruits séchés ou de fruits à coques du présent chapitre
	08140000	0814.00.00 Écorces d'agrumes ou de melons (y compris de pastèques), fraîches, congelées, présentées dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation ou bien séchées
Chapitre 9	0901	Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange
	090121	Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange
	090122	Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange
	0902	Thé, même aromatisé
	09030000	Maté
	0904	Poivre (du genre <i>Piper</i>); piments du genre <i>Capsicum</i> ou du genre <i>Pimenta</i> , séchés ou broyés ou pulvérisés
	0909	Graines d'anis, de badiane, de fenouil, de coriandre, de cumin, de carvi; baies de genièvre
	0910	Gingembre, safran, curcuma, thym, feuilles de laurier, curry et autres épices
Chapitre 10	100630	Riz
	10064000	Riz
Chapitre 12	12060000	Graines de tournesol, même concassées

Chapitre	SH	Désignation
Chapitre 15	15010000	Graisses de porc (y compris le saindoux) et graisses de volailles, autres que celles du n° 02.09 ou du n° 15.03
	1507	Huile de soja et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15079010	Huile de soja et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15079090	Huile de soja et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	1508	Huile d'arachide et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15089010	Huile d'arachide et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15089090	Huile d'arachide et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	1509	Huile d'olive et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	150990	Huile d'olive et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15099011	Huile d'olive et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15099021	Huile d'olive et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15099091	Huile d'olive et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15099099	Huile d'olive et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	1510	Autres huiles et leurs fractions, obtenues exclusivement à partir d'olives, même raffinées, mais non chimiquement modifiées et mélanges de ces huiles ou fractions avec des huiles ou fractions du n° 15.09
	15100091	Autres huiles et leurs fractions, obtenues exclusivement à partir d'olives, même raffinées, mais non chimiquement modifiées et mélanges de ces huiles ou fractions avec des huiles ou fractions du n° 15.09
	15100099	Autres huiles et leurs fractions, obtenues exclusivement à partir d'olives, même raffinées, mais non chimiquement modifiées et mélanges de ces huiles ou fractions avec des huiles ou fractions du n° 15.09
	1511	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15119090	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	1512	Huiles de tournesol, de carthame ou de coton et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15121910	Huiles de tournesol, de carthame ou de coton et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15121990	Huiles de tournesol, de carthame ou de coton et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15122910	Huiles de tournesol, de carthame ou de coton et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15122990	Huiles de tournesol, de carthame ou de coton et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	1513	Huiles de coco (huile de coprah), de palmiste ou de babassu et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15131910	Huiles de coco (huile de coprah), de palmiste ou de babassu et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15131990	Huiles de coco (huile de coprah), de palmiste ou de babassu et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15132910	Huiles de coco (huile de coprah), de palmiste ou de babassu et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées

Chapitre	SH	Désignation
	15132990	Huiles de coco (huile de coprah), de palmiste ou de babassu et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	1514	Huiles de navette, de colza ou de moutarde et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15141990	Huiles de navette, de colza ou de moutarde et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15149190	Huiles de navette, de colza ou de moutarde et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15149910	Huiles de navette, de colza ou de moutarde et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15149920	Huiles de navette, de colza ou de moutarde et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15149999	---- Autres
	1515	Autres graisses et huiles végétales (y compris l'huile de jojoba) et leurs fractions, fixes, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15152990	Autres graisses et huiles végétales (y compris l'huile de jojoba) et leurs fractions, fixes, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15154090	Autres graisses et huiles végétales (y compris l'huile de jojoba) et leurs fractions, fixes, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15155090	Autres graisses et huiles végétales (y compris l'huile de jojoba) et leurs fractions, fixes, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	15159099	Autres graisses et huiles végétales (y compris l'huile de jojoba) et leurs fractions, fixes, même raffinées, mais non chimiquement modifiées
	1516	Graisses et huiles animales ou végétales et leurs fractions, partiellement ou totalement hydrogénées, interestérifiées, réestérifiées ou élaïdinisées, même raffinées, mais non autrement préparées
	15171000	Margarine; mélanges ou préparations alimentaires de graisses ou d'huiles animales ou végétales ou de fractions de différentes graisses ou huiles du présent chapitre, autres que les graisses et huiles alimentaires et leurs fractions du n° 15.16
	15179090	Margarine; mélanges ou préparations alimentaires de graisses ou d'huiles animales ou végétales ou de fractions de différentes graisses ou huiles du présent chapitre, autres que les graisses et huiles alimentaires et leurs fractions du n° 15.16
Chapitre 16		La totalité du chapitre 16
Chapitre 17	1701	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide
	17019100	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide
	170199	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide
	17019911	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide
	17019990	---- Autres
	1704	Sucreries sans cacao (y compris le chocolat blanc)
Chapitre 18	1806	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao

Chapitre	SH	Désignation
Chapitre 19	1902	Pâtes alimentaires, même cuites ou farcies (de viande ou d'autres substances) ou bien autrement préparées, telles que spaghetti, macaroni, nouilles, lasagnes, gnocchi
	19030000	Tapioca et ses succédanés préparés à partir de féculs, sous forme de flocons, grumeaux, grains perlés, criblures ou formes similaires
	1904	Produits à base de céréales obtenus par soufflage ou grillage ("corn flakes", par exemple) Céréales (autres que le maïs) en grains ou sous forme de flocons ou d'autres grains travaillés (à l'exception de la farine et de la semoule), précuites ou autrement préparées
	1905	Produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie, même additionnés de cacao; hosties, cachets vides des types utilisés pour médicaments, pains à cacheter, pâtes séchées de farine, d'amidon ou de fécule en feuilles et produits similaires
Chapitre 20	2001	Légumes, fruits et autres parties comestibles de plantes, préparés ou conservés au vinaigre ou à l'acide acétique
	2002	Tomates préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique
	2003	Champignons et truffes, préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique
	2004	Autres légumes préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, congelés, autres que les produits du n° 20.06
	2005	Autres légumes préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelés, autres que les produits du n° 20.06
	20060000	Légumes, fruits, écorces de fruits et autres parties de plantes, confits au sucre (égouttés, glacés ou cristallisés)
	2007	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants
	2008	Fruits et autres parties comestibles de plantes, autrement préparés ou conservés, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants ou d'alcool, non dénommés ni compris ailleurs
	2009	Jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants
Chapitre 21	2101	Extraits, essences et concentrés de café, de thé ou de maté, et préparations à base de ces extraits, essences ou concentrés ou à base de café; de thé ou de maté, chicorée torréfiée et autres succédanés torréfiés du café et leurs extraits, essences et concentrés
	2103	Préparations pour sauces et sauces préparées; condiments et assaisonnements, composés; farine de moutarde et moutarde préparée
	2104	Préparations pour soupes, potages ou bouillons; soupes, potages ou bouillons préparés; préparations alimentaires composites homogénéisées
	21050000	Glaces de consommation, même contenant du cacao
	2106	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs
	21069010	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs
	21069020	-- Sirops aromatisés ou additionnés de colorants
	21069030	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs
	21069090	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs
Chapitre 22	2201	Eaux, y compris les eaux minérales naturelles ou artificielles et les eaux gazeifiées, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées; glace et neige

Chapitre	SH	Désignation
	2202	Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcooliques, à l'exclusion des jus de fruits ou de légumes du n° 20.09
	2203	Bières de malt
	2204	Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool; moûts de raisin autres que ceux du n° 20.09
	2205	Vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques
	2206	Autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple); mélanges de boissons fermentées et mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques, non dénommés ni compris ailleurs
	2207	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol. ou plus; alcool éthylique et eaux-de-vie dénaturés de tous titres
	2208	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol.; eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses
	22090000	Vinaigres comestibles et succédanés de vinaigre comestibles obtenus à partir d'acide acétique
Chapitre 23	230910	Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux
Chapitre 24	2402	Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac
	2403	Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués; tabacs "homogénéisés" ou "reconstitués"; extraits et sauces de tabac
	240310	Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués; tabacs "homogénéisés" ou "reconstitués"; extraits et sauces de tabac
	24031011	---- Tabacs expansés
	24031019	Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués; tabacs "homogénéisés" ou "reconstitués"; extraits et sauces de tabac
	24039100	Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués; tabacs "homogénéisés" ou "reconstitués"; extraits et sauces de tabac
	24039940	Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués; tabacs "homogénéisés" ou "reconstitués"; extraits et sauces de tabac
	23049950	Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile de soja
	24039960	Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués; tabacs "homogénéisés" ou "reconstitués"; extraits et sauces de tabac
	24039990	Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués; tabacs "homogénéisés" ou "reconstitués"; extraits et sauces de tabac
Chapitre 33	33030000	Parfums et eaux de toilette
	3304	Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, autres que les médicaments, y compris les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer; préparations pour manucures ou pédicure
	3305	Préparations capillaires
	3306	Préparations pour l'hygiène buccale ou dentaire, y compris les poudres et crèmes pour faciliter l'adhérence des dentiers; fils utilisés pour nettoyer les espaces interdentaires (fils dentaires), en emballages individuels de détail
	3307	Préparations pour le prérasage, le rasage ou l'après-rasage, désodorisants corporels, préparations pour bains, dépilatoires, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques, non dénommés ni compris ailleurs; désodorisants de locaux, préparés, même non parfumés, ayant ou non des propriétés désinfectantes

Chapitre	SH	Désignation
Chapitre 34	3401	Savons; produits et préparations organiques tensio-actifs à usage de savon, en barres, en pains, en morceaux ou en sujets frappés, même contenant du savon; produits et préparations organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou
Sauf	34012020	Savons; produits et préparations organiques tensio-actifs à usage de savon, en barres, en pains, en morceaux ou en sujets frappés, même contenant du savon; produits et préparations organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou
	3402	Agents de surface organiques (autres que les savons); préparations tensio-actives, préparations pour lessives (y compris les préparations auxiliaires de lavage) et préparations de nettoyage, même contenant du savon, autres que celles du n° 34.01
Sauf	340220	Agents de surface organiques (autres que les savons); préparations tensio-actives, préparations pour lessives (y compris les préparations auxiliaires de lavage) et préparations de nettoyage, même contenant du savon, autres que celles du n° 34.01
	3405	Cirages et crèmes pour chaussures, encaustiques, brillants pour carrosseries, verre ou métaux, pâtes et poudres à récurer et préparations similaires (même sous forme de papier, ouates, feutres, non-tissés, matière plastique ou caoutchouc alvéolaires, imprégnés, enduits ou recouverts
	34060000	Bougies, chandelles, cierges et articles similaires
Chapitre 36	3604	Articles pour feux d'artifice, fusées de signalisation ou paragrêles et similaires, pétards et autres articles de pyrotechnie
	36049020	Articles pour feux d'artifice, fusées de signalisation ou paragrêles et similaires, pétards et autres articles de pyrotechnie
	36049090	Articles pour feux d'artifice, fusées de signalisation ou paragrêles et similaires, pétards et autres articles de pyrotechnie
	3605	Allumettes, autres que les articles de pyrotechnie du n° 36.04
	36061000	Ferrocérium et autres alliages pyrophoriques sous toutes formes; articles en matières inflammables cités à la note 2 du présent chapitre
	36069010	Ferrocérium et autres alliages pyrophoriques sous toutes formes; articles en matières inflammables cités à la note 2 du présent chapitre
Chapitre 37	3702	Pellicules photographiques sensibilisées, non impressionnées, en rouleaux, en autres matières que le papier, le carton ou les textiles; pellicules photographiques à développement et tirage instantanés en rouleaux, sensibilisées, non impressionnés
	3703	Papiers, cartons et textiles, photographiques, sensibilisés, non impressionnés
Chapitre 39	3926	Autres ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 39.01 à 39.14
Sauf	392690	Autres ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 39.01 à 39.14
Chapitre 42	42010000	Articles de sellerie ou de bourrellerie pour tous animaux (y compris les traits, laisses, genouillères, muselières, tapis de selles, fontes, manteaux pour chiens et articles similaires), en toutes matières
	4202	Malles, valises et mallettes, y compris les mallettes de toilette et les mallettes porte-documents, serviettes, cartables, étuis à lunettes, étuis pour jumelles, appareils photographiques, caméras, instruments de musique ou armes et contenants similaires; sacs de voyage, sacs isolants pour produits alimentaires et boissons, trousse de toilette
	4203	Vêtements et accessoires du vêtement en cuir naturel ou reconstitué
Chapitre 43	4303	Vêtements, accessoires du vêtement et autres articles en pelleteries
	4304	Pelleteries factices et articles en pelleteries factices

Chapitre	SH	Désignation
Chapitre 44	44140000	Cadres en bois pour tableaux, photographies, miroirs ou objets similaires
	44190000	Articles en bois pour la table ou la cuisine
	4420	Bois marquetés et bois incrustés; coffrets, écrins et étuis pour bijouterie ou orfèvrerie, et ouvrages similaires, en bois; statuettes et autres objets d'ornement, en bois; articles d'ameublement en bois ne relevant pas du chapitre 94
	4421	Autres ouvrages en bois
Chapitre 46		La totalité du chapitre 46
	4814	Papiers peints et revêtements muraux similaires; vitrauphanies
	48150000	Couvre-parquets à supports de papier ou de carton, même découpés
	4817	Enveloppes, cartes-lettres, cartes postales non illustrées et cartes pour correspondance, en papier ou carton; boîtes, pochettes et présentations similaires, en papier ou carton, renfermant un assortiment d'articles de correspondance
	4818	Papiers des types utilisés pour papiers de toilette et pour papiers similaires, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose, des types utilisés à des fins domestiques ou sanitaires, en rouleaux d'une largeur n'excédant pas 16 cm, ou coupés à format; mouchoirs, serviettes à démaquiller, essuie-mains, nappes, serviettes de table
	4819	Boîtes, sacs, pochettes, cornets et autres emballages en papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose; cartonnages de bureau, de magasin ou similaires
	4820	Registres, livres comptables, carnets (de notes, de commandes, de quittances), agendas, blocs-mémorandums, blocs de papier à lettres et ouvrages similaires, cahiers, sous-main, classeurs, reliures (à feuillets mobiles ou autres), chemises et couvertures à dossiers
	4823	Autres papiers, cartons, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose découpés à format; autres ouvrages en pâte à papier, papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose
	48236000	Autres papiers, cartons, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose découpés à format; autres ouvrages en pâte à papier, papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose
	48239010	Autres papiers, cartons, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose découpés à format; autres ouvrages en pâte à papier, papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose
Chapitre 49	49090000	Cartes postales imprimées ou illustrées; cartes imprimées comportant des vœux ou des messages personnels, même illustrées, avec ou sans enveloppes, garnitures ou applications
	49100000	Calendriers de tous genres, imprimés, y compris les blocs de calendriers à effeuiller
Chapitre 57		La totalité du chapitre 57
Chapitre 61		La totalité du chapitre 61 sauf les n° 6114 30 10 et 6114 90 10
Chapitre 62		La totalité du chapitre 62 sauf les n° 6211 33 10 et 6211 39 10
Chapitre 63	6301	Couvertures
	6302	Linge de lit, de table, de toilette ou de cuisine
	6303	Vitrages, rideaux et stores d'intérieur; cantonnières et tours de lits

Chapitre	SH	Désignation
	6304	Autres articles d'ameublement, à l'exclusion de ceux du n° 94.04
	630710	Autres articles confectionnés, y compris les patrons de vêtements
	63080000	Assortiments composés de pièces de tissus et de fils, même avec accessoires, pour la confection de tapis, de tapisseries, de nappes de table ou de serviettes brodées, ou d'articles textiles similaires, en emballages pour la vente au détail
	63090000	Articles de friperie
Chapitre 64		La totalité du chapitre 64 sauf le n° 6406
Chapitre 65	65030000	Chapeaux et autres coiffures en feutre, fabriqués à l'aide des cloches ou des plateaux du n° 65.01, même garnis
	65040000	Chapeaux et autres coiffures, tressés ou fabriqués par l'assemblage de bandes en toutes matières, même garnis
	6505	Chapeaux et autres coiffures en bonneterie ou confectionnés à l'aide de dentelles, de feutre ou d'autres produits textiles, en pièces (mais non en bandes), même garnis; résilles et filets à cheveux en toutes matières, même garnis
	6506	Autres chapeaux et coiffures, même garnis
Chapitre 66	6601	Parapluies, ombrelles et parasols (y compris les parapluies-cannes, les parasols de jardin et articles similaires)
	66020000	Cannes, cannes-sièges, fouets, cravaches et articles similaires
Chapitre 67	6702	Fleurs, feuillages et fruits artificiels et leurs parties; articles confectionnés en fleurs, feuillages ou fruits artificiels
	67030000	Cheveux remis, amincis, blanchis ou autrement préparés; laine, poils et autres matières textiles, préparés pour la fabrication de perruques ou d'articles similaire
	6704	Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles; ouvrages en cheveux non dénommés ni compris ailleurs
Chapitre 69	6910	Éviers, lavabos, colonnes de lavabos, baignoires, bidets, cuvettes d'aisance, réservoirs de chasse, urinoirs et appareils fixes similaires pour usages sanitaires, en céramique
	6911	Vaisselle, autres articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en porcelaine
	69120000	Vaisselle, autres articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en céramique, autres qu'en porcelaine
	6913	Statuettes et autres objets d'ornementation en céramique
	6914	Autres ouvrages en céramique
Chapitre 70	7013	Objets en verre pour le service de la table, pour la cuisine, la toilette, le bureau, l'ornementation des appartements ou usages similaires, autres que ceux des n° 70.10 ou 70.18
	70181000	Perles de verre, imitations de perles fines ou de culture, imitations de pierres gemmes et articles similaires de verroterie, et leurs ouvrages autres que la bijouterie de fantaisie; yeux en verre autres que de prothèse; statuettes et autres objets d'ornementation, en verre travaillé au chalumeau
	70189090	-- Autres

Chapitre	SH	Désignation
Chapitre 71	7113	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux
	7114	Articles d'orfèvrerie et leurs parties, en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux
	7116	Ouvrages en perles fines ou de culture, en pierres gemmes ou en pierres synthétiques ou reconstituées
	7117	Bijouterie de fantaisie
Chapitre 73	7321	Poêles, chaudières à foyer, cuisinières (y compris ceux pouvant être utilisés accessoirement pour le chauffage central), barbecues, braseros, réchauds à gaz, chauffe-plats et appareils non électriques similaires, à usage domestique, ainsi que leurs parties, en fonte, fer ou acier
	7323	Articles de ménage ou d'économie domestique et leurs parties, en fonte, fer ou acier; paille de fer ou d'acier; éponges, torchons, gants et articles similaires pour le récurage, le polissage ou usages analogues, en fer ou en acier
	7324	Articles d'hygiène ou de toilette, et leurs parties, en fonte, fer ou acier
Chapitre 74	74170000	Appareils non électriques de cuisson ou de chauffage, des types servant à des usages domestiques, et leurs parties, en cuivre
	7418	Articles de ménage ou d'économie domestique, d'hygiène ou de toilette, et leurs parties, en cuivre; éponges, torchons, gants et articles similaires pour le récurage, le polissage ou usages analogues, en cuivre
Chapitre 76	7615	Articles de ménage ou d'économie domestique, d'hygiène ou de toilette, et leurs parties, en aluminium; éponges, torchons, gants et articles similaires pour le récurage, le polissage ou usages analogues, en aluminium
Chapitre 82	82100000	Appareils mécaniques actionnés à la main, d'un poids de 10 kg ou moins, utilisés pour préparer, conditionner ou servir les aliments ou les boissons
	8212	Rasoirs et leurs lames (y compris les ébauches en bandes)
	82142000	Autres articles de coutellerie (tondeuses, fendoirs, couperets, hachoirs de bouchers ou de cuisine et coupe-papier, par exemple); outils et assortiments d'outils de manucures ou de pédicures (y compris les limes à ongles)
	8215	Cuillers, fourchettes, louches, écumoirs, pelles à tartes, couteaux spéciaux à poisson ou à beurre, pinces à sucre et articles similaires
Chapitre 83	8306	Cloches, sonnettes, gongs et articles similaires, non électriques, en métaux communs; statuettes et autres objets d'ornement, en métaux communs; cadres pour photographies, gravures ou similaires, en métaux communs; miroirs en métaux communs
Chapitre 84	841451	Pompes à air ou à vide, compresseurs d'air ou d'autres gaz et ventilateurs; hottes aspirantes à extraction ou à recyclage, à ventilateur incorporé, même filtrantes
	841459	-- Autres
	84149019	-- Autres
	8415	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité, y compris ceux dans lesquels le degré hygrométrique n'est pas réglable séparément
	841510	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité, y compris ceux dans lesquels le degré hygrométrique n'est pas réglable séparément
	841581	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité, y compris ceux dans lesquels le degré hygrométrique n'est pas réglable séparément

Chapitre	SH	Désignation
	8418	Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 84.15
	84182100	Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 84.15
	84182200	Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 84.15
	84182900	Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 84.15
	841830	Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 84.15
	84183010	Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 84.15
	84183020	Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 84.15
	841840	Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 84.15
	84184010	Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 84.15
	84185019	Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 84.15
	842112	Centrifugeuses, y compris lesessoreuses centrifuges; appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz
	84211210	Centrifugeuses, y compris lesessoreuses centrifuges; appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz
	84211220	--- D'une capacité excédant 30l
	8422	Machines à laver la vaisselle; machines et appareils servant à nettoyer ou à sécher les bouteilles ou autres récipients; machines et appareils à remplir, fermer, boucher ou étiqueter les bouteilles, boîtes, sacs ou autres contenants; machines à capsuler les bouteilles, pots, tubes et contenants analogues;
	842211	-- De type ménager:
	8450	Machines à laver le linge, même avec dispositif de séchage
	84521000	Machines à coudre, autres que les machines à coudre les feuillets du n° 84.40; meubles, embases et couvercles spécialement conçus pour machines à coudre; aiguilles pour machines à coudre
Chapitre 85	8509	Appareils électromécaniques à moteur électrique incorporé, à usage domestique
	8510	Rasoirs, tondeuses et appareils à épiler, à moteur électrique incorporé

Chapitre	SH	Désignation
	8516	Chauffe-eau et thermoplongeurs électriques; appareils électriques pour le chauffage des locaux, du sol ou pour usages similaires; appareils électrothermiques pour la coiffure (sèche-cheveux, appareils à friser, chauffe-fers à friser, par exemple) et pour sécher les mains
		Chauffe-eau et thermoplongeurs électriques; appareils électriques pour le chauffage des locaux, du sol ou pour usages similaires; appareils électrothermiques pour la coiffure (sèche-cheveux, appareils à friser, chauffe-fers à friser, par exemple) et pour sécher les mains
	8518	Microphones et leurs supports; haut-parleurs, même montés dans leurs enceintes; casques d'écoute et écouteurs, même combinés avec un microphone, et ensembles ou assortiments constitués par un microphone et un ou plusieurs haut- parleurs; amplificateurs électriques d'audiofréquence
	85182100	Microphones et leurs supports; haut-parleurs, même montés dans leurs enceintes; casques d'écoute et écouteurs, même combinés avec un microphone, et ensembles ou assortiments constitués par un microphone et un ou plusieurs haut- parleurs; amplificateurs électriques d'audiofréquence
	85182200	Microphones et leurs supports; haut-parleurs, même montés dans leurs enceintes; casques d'écoute et écouteurs, même combinés avec un microphone, et ensembles ou assortiments constitués par un microphone et un ou plusieurs haut- parleurs; amplificateurs électriques d'audiofréquence
	851830	Microphones et leurs supports; haut-parleurs, même montés dans leurs enceintes; casques d'écoute et écouteurs, même combinés avec un microphone, et ensembles ou assortiments constitués par un microphone et un ou plusieurs haut- parleurs; amplificateurs électriques d'audiofréquence
	85183010	Microphones et leurs supports; haut-parleurs, même montés dans leurs enceintes; casques d'écoute et écouteurs, même combinés avec un microphone, et ensembles ou assortiments constitués par un microphone et un ou plusieurs haut- parleurs; amplificateurs électriques d'audiofréquence
	851840	Microphones et leurs supports; haut-parleurs, même montés dans leurs enceintes; casques d'écoute et écouteurs, même combinés avec un microphone, et ensembles ou assortiments constitués par un microphone et un ou plusieurs haut- parleurs; amplificateurs électriques d'audiofréquence
	851850	Microphones et leurs supports; haut-parleurs, même montés dans leurs enceintes; casques d'écoute et écouteurs, même combinés avec un microphone, et ensembles ou assortiments constitués par un microphone et un ou plusieurs haut- parleurs; amplificateurs électriques d'audiofréquence
	8519	Tourne-disques, électrophones, lecteurs de cassettes et autres appareils de reproduction du son, n'incorporant pas de dispositif d'enregistrement du son
	8520	Magnétophones et autres appareils d'enregistrement du son, même incorporant un dispositif de reproduction du son
	852032	Magnétophones et autres appareils d'enregistrement du son, même incorporant un dispositif de reproduction du son
	852039	Magnétophones et autres appareils d'enregistrement du son, même incorporant un dispositif de reproduction du son
	852090	Magnétophones et autres appareils d'enregistrement du son, même incorporant un dispositif de reproduction du son
	8521	Appareils d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques, même incorporant un récepteur de signaux vidéophoniques

Chapitre	SH	Désignation
	8523	Supports préparés pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, mais non enregistrés, autres que les produits du chapitre 37
	852311	Supports préparés pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, mais non enregistrés, autres que les produits du chapitre 37
	852312	Supports préparés pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, mais non enregistrés, autres que les produits du chapitre 37
	852313	Supports préparés pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, mais non enregistrés, autres que les produits du chapitre 37
	8524	Disques, bandes et autres supports pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, enregistrés, y compris les matrices et moules galvaniques pour la fabrication des disques, mais à l'exclusion des produits du chapitre 37
	852432	-- Pour la reproduction du son uniquement:
	85243290	Disques, bandes et autres supports pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, enregistrés, y compris les matrices et moules galvaniques pour la fabrication des disques, mais à l'exclusion des produits du chapitre 37
	852451	Disques, bandes et autres supports pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, enregistrés, y compris les matrices et moules galvaniques pour la fabrication des disques, mais à l'exclusion des produits du chapitre 37
	852452	Disques, bandes et autres supports pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, enregistrés, y compris les matrices et moules galvaniques pour la fabrication des disques, mais à l'exclusion des produits du chapitre 37
	852453	Disques, bandes et autres supports pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, enregistrés, y compris les matrices et moules galvaniques pour la fabrication des disques, mais à l'exclusion des produits du chapitre 37
	85245390	Disques, bandes et autres supports pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, enregistrés, y compris les matrices et moules galvaniques pour la fabrication des disques, mais à l'exclusion des produits du chapitre 37
	8527	Appareils récepteurs pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie ou la radiodiffusion, même combinés, sous une même enveloppe, à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou à un appareil d'horlogerie
	8528	Appareils récepteurs pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie ou la radiodiffusion, même combinés, sous une même enveloppe, à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou à un appareil d'horlogerie
	8539	Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits "phares et projecteurs scellés" et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc
	85391090	Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits "phares et projecteurs scellés" et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc
	85392190	Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits "phares et projecteurs scellés" et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc
	85392290	Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits "phares et projecteurs scellés" et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc

Chapitre	SH	Désignation
	85392990	Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits "phares et projecteurs scellés" et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc
	85393920	Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits "phares et projecteurs scellés" et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc
	85393990	--- Autres lampes:
	85394900	Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits "phares et projecteurs scellés" et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc
Chapitre 87	8711	Motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars; side-cars
	8712	Bicyclettes et autres cycles (y compris les triporteurs), sans moteur
	8715	Landaus, poussettes et voitures similaires pour le transport des enfants, et leurs parties
Chapitre 90	9004	Lunettes (correctrices, protectrices ou autres) et articles similaires
	90041000	Lunettes (correctrices, protectrices ou autres) et articles similaires
	90049030	Lunettes (correctrices, protectrices ou autres) et articles similaires
Chapitre 91	9101	Montres-bracelets, montres de poche et montres similaires (y compris les compteurs de temps des mêmes types), avec boîte en métaux précieux ou en plaques ou doubles de métaux précieux
	9103	Réveils et pendulettes, à mouvement de montre
	9105	Réveils, pendules, horloges et appareils d'horlogerie similaires, à mouvement autre que de montre
	9113	Bracelets de montres et leurs parties
Chapitre 94	9401	Sièges (à l'exclusion de ceux du n° 94.02), même transformables en lits, et leurs parties
	94013000	Sièges (à l'exclusion de ceux du n° 94.02), même transformables en lits, et leurs parties
	94014000	Sièges (à l'exclusion de ceux du n° 94.02), même transformables en lits, et leurs parties
	940150	Sièges (à l'exclusion de ceux du n° 94.02), même transformables en lits, et leurs parties
	940161	Sièges (à l'exclusion de ceux du n° 94.02), même transformables en lits, et leurs parties
	94016910	--- Assemblés
	94017100	Sièges (à l'exclusion de ceux du n° 94.02), même transformables en lits, et leurs parties
	94017900	-- Autres
	940180	Sièges (à l'exclusion de ceux du n° 94.02), même transformables en lits, et leurs parties
	9403	Autres meubles et leurs parties
	94031000	Autres meubles et leurs parties
	940320	Autres meubles et leurs parties

Chapitre	SH	Désignation
	940330	Autres meubles et leurs parties
	940340	Autres meubles et leurs parties
	940350	Autres meubles et leurs parties
	940360	Autres meubles et leurs parties
	940370	Autres meubles et leurs parties
	940380	Autres meubles et leurs parties
	9404	Sommiers; articles de literie et articles similaires (matelas, couvre-pieds, édredons, coussins, poufs, oreillers, par exemple) comportant des ressorts ou bien rembourrés ou garnis intérieurement de toutes matières, y compris ceux en caoutchouc alvéolaire ou en matières plastiques alvéolaires
	9405	Appareils d'éclairage (y compris les projecteurs) et leurs parties, non dénommés ni compris ailleurs; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires, possédant une source d'éclairage fixée à demeure, et leurs parties non dénommées ni comprises ailleurs
	940510	Appareils d'éclairage (y compris les projecteurs) et leurs parties, non dénommés ni compris ailleurs; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires, possédant une source d'éclairage fixée à demeure, et leurs parties non dénommées ni comprises ailleurs
	940520	Appareils d'éclairage (y compris les projecteurs) et leurs parties, non dénommés ni compris ailleurs; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires, possédant une source d'éclairage fixée à demeure, et leurs parties non dénommées ni comprises ailleurs
	9405300	Appareils d'éclairage (y compris les projecteurs) et leurs parties, non dénommés ni compris ailleurs; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires, possédant une source d'éclairage fixée à demeure, et leurs parties non dénommées ni comprises ailleurs
	940550	Appareils d'éclairage (y compris les projecteurs) et leurs parties, non dénommés ni compris ailleurs; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires, possédant une source d'éclairage fixée à demeure, et leurs parties non dénommées ni comprises ailleurs
Chapitre 95	9501	Jouets à roues conçus pour être montés par les enfants (tricycles, trottinettes, autos à pédales, par exemple); landaus et poussettes pour poupées
	9502	Poupées représentant uniquement l'être humain
	9503	Autres jouets; modèles réduits et modèles similaires pour le divertissement, animés ou non; puzzles de tout genre
	9504	Articles pour jeux de société, y compris les jeux à moteur ou à mouvement, les billards, les tables spéciales pour jeux de casino et les jeux de quilles automatiques (bowlings)
	9505	Articles pour fêtes, carnaval ou autres divertissements, y compris les articles de magie et articles-surprises
	9506	Articles et matériel pour la culture physique, la gymnastique, l'athlétisme, les autres sports (y compris le tennis de table) ou les jeux de plein air, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; piscines et pataugeoires

Chapitre	SH	Désignation
	9507	Cannes à pêche, hameçons et autres articles pour la pêche à la ligne; épuisettes pour tous usages; leurres (autres que ceux des n° 92.08 ou 97.05) et articles de chasse similaires
Chapitre 96	96032100	Balais et brosses, même constituant des parties de machines, d'appareils ou de véhicules, balais mécaniques pour emploi à la main, autres qu'à moteur, pinceaux et plumeaux; têtes préparées pour articles de broserie; tampons et rouleaux à peindre, raclettes en caoutchouc
	96032900	Balais et brosses, même constituant des parties de machines, d'appareils ou de véhicules, balais mécaniques pour emploi à la main, autres qu'à moteur, pinceaux et plumeaux; têtes préparées pour articles de broserie; tampons et rouleaux à peindre, raclettes en caoutchouc
	960390	Balais et brosses, même constituant des parties de machines, d'appareils ou de véhicules, balais mécaniques pour emploi à la main, autres qu'à moteur, pinceaux et plumeaux; têtes préparées pour articles de broserie; tampons et rouleaux à peindre, raclettes en caoutchouc
	9605	Assortiments de voyage pour la toilette des personnes, la couture ou le nettoyage des chaussures ou des vêtements
	9608	Stylos et crayons à bille; stylos et marqueurs à mèche feutre ou à autres pointes poreuses; stylos à plume et autres stylos; stylets pour duplicateurs; porte-mine; porte-plume, porte-crayon et articles similaires; parties (y compris les capuchons et les agrafes) de ces articles
	9609	Crayons (autres que les crayons du n° 96.08), mines, pastels, fusains, craies à écrire ou à dessiner et craies de tailleurs
	9613	Briquets et allumeurs (à l'exclusion des allumeurs du n° 36.03), même mécaniques ou électriques, et leurs parties autres que les pierres et les mèches
	9614	Pipes (y compris les têtes de pipes), fume-cigare et fume-cigarette, et leurs parties
	9615	Peignes à coiffer, peignes de coiffure, barrettes et articles similaires; épingles à cheveux; pince-guiches, onduleurs, bigoudis et articles similaires pour la coiffure, autres que ceux du n° 85.16, et leurs parties
	9616	Vaporisateurs de toilette, leurs montures et têtes de montures; houppes et houppettes à poudre ou pour l'application d'autres cosmétiques ou produits de toilette
	96170010	Bouteilles isolantes et autres récipients isothermiques montés, dont l'isolation est assurée par le vide, ainsi que leurs parties (à l'exclusion des ampoules en verre)

ANNEXE 3

Liste des marchandises placées sous gestion hiérarchique et soumises aux principes hiérarchiques
(publié parallèlement à la Décision n° 46/2001/QD-TTg du Premier Ministre, du 4 avril 2001,
sur la gestion des exportations et des importations pour la période 2001-2005)

I. Liste des marchandises placées sous la gestion hiérarchique du Ministère de l'agriculture et du développement rural

N°	Marchandises	Méthode de gestion
1	Médicaments vétérinaires et matériaux pour la fabrication de médicaments vétérinaires	Certificat d'essai
2	Produits biologiques à usage vétérinaire	Certificat d'essai
3	Pesticides et matériaux pour la fabrication de pesticides	Certificat d'essai
4	Variétés végétales et espèces animales, et divers types d'insectes	Certificat d'essai
5	Aliments pour animaux et matériaux pour la production d'aliments pour animaux	Certificat d'essai
6	Engrais utilisés pour la première fois au Viet Nam	Certificat d'essai
7	Ressources génétiques végétales et animales; micro-organismes destinés à la recherche et aux échanges scientifiques et techniques	Licence d'importation automatique

Principes de gestion:

Le Ministère de l'agriculture et du développement rural donne les détails concernant le contenu du certificat d'essai et le temps nécessaire pour effectuer les essais. Sur la base des résultats des essais, le Ministère de l'agriculture et du développement rural décide d'autoriser ou de ne pas autoriser l'utilisation des produits au Viet Nam. Une fois l'autorisation accordée par le Ministère, les marchandises peuvent être importées sur demande, sans restrictions quantitatives ni licence d'importation.

II. Liste des marchandises placées sous la gestion spéciale du Ministère de la pêche

1. Le Ministère de la pêche, dans le cadre de la gestion hiérarchique qui lui incombe, publie les listes suivantes de marchandises:

- liste des espèces aquatiques pouvant être importées normalement;
- liste des aliments pour les espèces aquatiques et du matériel nécessaire à leur fabrication pouvant être importés normalement;
- liste des médicaments et produits chimiques utilisés dans l'aquaculture et matériaux servant à leur fabrication pouvant être importés normalement.

2. Toutes les espèces, tous les aliments, médicaments, produits chimiques ainsi que les matériaux servant à leur fabrication ne figurant pas sur la liste des importations ordinaires ne peuvent être importés au Viet Nam qu'après l'obtention d'un certificat d'essai délivré par le Ministère de la pêche. Après la période d'essai, le Ministère de la pêche décide si les marchandises visées doivent

être ajoutées à la liste des importations ordinaires. Une fois ajoutés à la liste, les produits peuvent être importés sur demande, sans restrictions quantitatives ni licence d'importation.

III. Liste des marchandises placées sous la gestion hiérarchique de la Banque centrale du Viet Nam (State Bank of Viet Nam)

N°	Marchandises	Méthodes de gestion
1	Véhicules spécialisés dans le transport de fonds	Importateur désigné
2	Dispositifs multifonctions destinés à compter, classer, mettre en liasses ou détruire les billets de banque	Importateur désigné
3	Portes blindées pour coffres-forts	Importateur désigné
4	Papiers pour l'impression de billets de banque	Importateur désigné
5	Encres pour l'impression de billets de banque	Importateur désigné
6	Machines destinées à l'impression de billets de banque protégés contre la contrefaçon, de certificats et d'autres documents de valeur émis et gérés par le secteur bancaire	Importateur désigné
7	Imprimantes destinées à fabriquer des billets de banque (les spécifications techniques sont publiées par la Banque centrale)	Importateur désigné
8	Machines destinées à frapper et graver les pièces de monnaie (les spécifications techniques sont publiées par la Banque centrale)	Importateur désigné

Principes de gestion:

La Banque centrale du Viet Nam désigne les entreprises habilitées à importer les produits figurant dans la liste ci-dessus et est chargée de veiller à leur bonne utilisation.

IV. Liste des marchandises placées sous la gestion hiérarchique du Département général des postes et télécommunications¹²

N°	Marchandises	Méthodes de gestion
1	Timbres-poste, publications relatives aux timbres et produits comportant des timbres-poste	Licence d'importation automatique
2	Émetteurs récepteurs radioélectriques d'une fréquence comprise entre 9 kHz et 400 kHz et d'une capacité de 60 MW ou plus	Licence d'importation automatique
3	Appareils de radiosondage, appareils de radionavigation et appareils de radiotélécommande	Licence d'importation automatique
4	Commutateurs de petite et grande capacités, équipement de réseau utilisant des interfaces conformes aux normes V 5.1 et V 5.2	Certificat de conformité aux normes
5	Autocommutateurs privés	Certificat de conformité aux normes
6	Équipement de transmission	Certificat de conformité aux normes

¹² L'ancien Département général des postes et télécommunications est désormais le Ministère des postes et télécommunications.

N°	Marchandises	Méthodes de gestion
7	Câbles à fibres optiques	Certificat de conformité aux normes
8	Câbles téléphoniques métalliques	Certificat de conformité aux normes
9	Équipement pour la téléphonie sans fil	Certificat de conformité aux normes
10	Terminaux pour la connexion aux réseaux RTPC et RNIS	Certificat de conformité aux normes
11	Machines pour télex	Certificat de conformité aux normes
12	Télécopieurs	Certificat de conformité aux normes
13	Dispositifs pour la recherche de personnes	Certificat de conformité aux normes
14	Téléphones portables	Certificat de conformité aux normes
15	Téléphones photo vitesse faible	Certificat de conformité aux normes

Les certificats de conformité aux normes mentionnés dans cette liste sont valables pendant au minimum deux ans. Tant que le certificat de conformité est valable, les marchandises peuvent être importées sans limitation de volume ou de valeur.

V. Liste des marchandises placées sous la gestion spéciale du Ministère de la culture et de l'information

N°	Marchandises	Méthodes de gestion
1	Publications de divers types (livres, journaux, magazines, photos, calendriers, etc.)	Certificat de censure
2	Œuvres cinématographiques et autres produits audiovisuels enregistrés sur tout support	Certificat de censure
3	Systèmes spéciaux pour la fabrication d'épreuves et systèmes à composer les caractères du secteur de l'imprimerie (scanners, analyseurs couleurs, machines pour le développement et l'agrandissement de pellicules photo, dispositifs pour confectionner des modèles)	Licence d'importation automatique
4	Presses offset, presses flexographiques, imprimantes à tambour en bronze, imprimantes à traitement thermique, imprimantes à système d'encrage et imprimantes laser couleurs	Licence d'importation automatique

Principes de gestion:

S'agissant des produits audiovisuels autres que les œuvres cinématographiques, le Ministère de la culture et de l'information autorise les Départements de la culture et de l'information au niveau local à approuver leur contenu (censure). Les importateurs peuvent demander le certificat de censure auprès du Département de la culture et de l'information¹³ qui leur convient le mieux.

VI. Liste des marchandises placées sous la gestion spéciale du Ministère de la santé

N°	Marchandises	Méthodes de gestion
1	Substances engendrant une dépendance, substances sédatives, principes actifs (y compris les médicaments finis)	Prohibition à l'importation ou licence d'importation automatique

¹³ Il existe un Département de la culture et de l'information dans chaque province.

N°	Marchandises	Méthodes de gestion
2	Médicaments pour l'homme ayant subi tous les essais, homologués	Certificat de demande d'importation
3	Médicaments pour l'homme ayant subi tous les essais, non homologués	Licence d'importation automatique
4	Matériel pour la fabrication de médicaments, de matériel pharmaceutique, d'excipients, de capsules et d'emballages entrant directement en contact avec les médicaments	Certificat d'essai
5	Produits cosmétiques pouvant avoir une incidence directe sur la santé de l'homme	Homologation en vue de la distribution
6	Vaccins et produits biologiques connexes	Licence d'importation automatique
7	Matériel médical pouvant avoir une incidence directe sur la santé de l'homme	Prohibition à l'importation ou licence d'importation automatique
8	Produits chimiques et produits destinés à tuer des insectes et à stériliser, à usage domestique ou pour la santé.	Homologation en vue de la distribution

Principes de gestion :

1. La certification des demandes d'importation est valable pendant au moins 24 mois à compter de la date à laquelle la certification a été accordée. Le volume et la valeur des importations ne font l'objet d'aucune autorisation ou restriction dans la procédure de certification.
2. Les marchandises soumises à un certificat d'essai doivent satisfaire aux conditions d'essai et de durée établies par le Ministère de la santé. Sur la base des résultats des essais/expérimentations, le Ministère de la santé décide d'autoriser ou de ne pas autoriser l'utilisation des produits au Viet Nam. Une fois l'autorisation obtenue auprès du Ministère de la santé, les marchandises peuvent être importées sur demande, sans restrictions quantitatives, licences d'importation ni certification de la demande d'importation.
3. S'agissant des marchandises soumises à une homologation avant leur distribution, une fois le numéro d'homologation obtenu, les marchandises peuvent être importées sur demande, sans restrictions quantitatives, licences d'importation ou certification de la demande d'importation.

VII. Liste des marchandises placées sous la gestion spéciale du Ministère de l'industrie

N°	Marchandises	Méthodes de gestion
1	Produits chimiques toxiques et produits contenant des produits chimiques toxiques	Prohibition à l'importation et licence d'importation assortie de conditions
2	Hydroxyde de sodium (liquide)	Normes techniques
3	Acide chlorhydrique	Normes techniques
4	Acide sulfurique à usage technique	Normes techniques
5	Acide sulfurique pur	Normes techniques
6	Acide phosphorique à usage technique	Normes techniques
7	Mono-alum de l'hydroxide d'aluminium	Normes techniques

Principes de gestion:

Sauf en ce qui concerne les marchandises prohibées visées au point 1, le Ministère de l'industrie stipulera les conditions régissant l'importation ou les normes techniques à respecter. Le Ministère de l'industrie ne délivrera pas de licences ni certificats d'importation et le volume ou la valeur des importations ne seront pas soumis à son approbation.

ANNEXE 4

Mécanisme d'administration des contingents tarifaires

(Sur la base de la Circulaire n° 09/2003/TT-BTM du Ministère du commerce, du 15 décembre 2003, portant application de la Décision n° 91/2003/QĐ-TTg du Premier Ministre, du 9 mai 2003, sur l'application de contingents tarifaires à l'importation de marchandises au Viet Nam en 2004)

I. Produits visés

Des contingents tarifaires sont appliqués aux sept produits ci-après:

N°	SH	Désignation
1	0401	Lait et crème de lait, non concentrés
2	0402	Lait et crème de lait, concentrés
3	0407	Œufs d'oiseaux
4	1005	Maïs
5	2401	Tabacs bruts ou non fabriqués
6	2501	Sel
7	5201, 5202, 5203	Coton

S'agissant du sucre, le régime de licence discrétionnaire actuellement en vigueur (qui s'apparentait ces dernières années à une prohibition à l'importation) sera transformé en contingent tarifaire, conformément à l'offre du Viet Nam concernant les contingents tarifaires.

II. Attribution des contingents tarifaires

Le Ministère du commerce accorde les licences d'importation aux négociants de la manière suivante:

- Tabacs bruts ou non fabriqués:
 - Le contingent est attribué aux entreprises ayant obtenu une licence pour fabriquer des cigarettes auprès du Ministère de l'industrie et qui ont besoin d'utiliser pour leur propre production du tabac brut conformément au plan d'importation annuel (tel qu'approuvé par le Ministère de l'industrie).
 - Les entreprises générales sont désignées pour centraliser la réception des contingents pour les filiales.
- Sel:
 - Le contingent est attribué aux entreprises qui utilisent du sel pour leur production, conformément aux déclarations du ministère hiérarchique chargé de gérer le secteur concerné.
 - Les entreprises générales sont désignées pour centraliser la réception des contingents pour les filiales.

- Autres produits:
 - Pour 2004, les licences sont accordées sur demande à tous les négociants qui possèdent le certificat d'inscription au registre du commerce pour l'activité concernée. Les parts de contingent sont prévues pour l'année suivante. Le Ministère du commerce publie les parts de contingent au moins trois mois avant la date de l'attribution.

III. Administration des contingents tarifaires

1. Les négociants sont tenus de présenter aux services des douanes les licences d'importation délivrées par le Ministère du commerce, ou par tout organisme délégué par le Ministère, lors de l'importation de marchandises assujetties à un contingent tarifaire. La quantité de marchandises indiquée dans la licence bénéficie du taux de droit applicable dans le cadre du contingent.

2. À la fin de chaque trimestre, les négociants sont tenus d'envoyer au Ministère du commerce un rapport sur les importations effectuées (conformément au formulaire joint à la circulaire).

Au 30 septembre 2004, les négociants sont tenus de communiquer un rapport dans lequel doivent figurer les renseignements suivants:

- une estimation des quantités importées pour l'ensemble de l'année;
 - une proposition d'augmentation ou de diminution de la part de contingent attribuée; et
 - une indication concernant la part de contingent non utilisée afin que le Ministère puisse attribuer ces quantités à d'autres négociants.
3. La vente, l'achat et le transfert des parts de contingents attribuées sont prohibés.
4. Les importations hors contingent (qui sont soumises aux taux de droits hors contingent) ne font pas l'objet de licences.
5. Des contingents additionnels peuvent être envisagés lorsque les produits sont utilisés pour la fabrication de marchandises destinées à l'exportation (sous réserve de certaines procédures).

ANNEXE 5

Liste des droits d'exportation (annexée à la Décision N° 45/2002/QD/BTC
du Ministère des finances, du 10 avril 2002)

N°	Désignation	Sous-position	Taux (%)
1	Noix de cajou en coque	08013100	4
2	Huiles de pétrole brutes	27090010	4
3	Cuirs et peaux bruts de bovins (y compris les buffles) ou d'équidés (frais, ou salés, séchés, chaulés, picklés ou autrement conservés, mais non tannés ni parcheminés ni autrement préparés), même épilés ou refendus	4101	10
4	Autres cuirs et peaux bruts (frais, ou salés, séchés, chaulés, picklés ou autrement conservés, mais non tannés ni parcheminés ni autrement préparés), même épilés ou refendus, autres que ceux exclus par les Notes 1 b) ou 1 c) du présent chapitre	4103	10
5	Racines d'arbres et buissons, en bois naturel	4403	5
6	Bois feuillards; échelas fendus; pieux et piquets en bois, appointés, non sciés longitudinalement; bois simplement dégrossis ou arrondis, mais non tournés ni courbés ni autrement travaillés, pour cannes, parapluies, manches d'outils ou similaires; bois en éclisses, lames, rubans et similaires, en bois naturel	4404	5
7	Traverses en bois naturel pour voies ferrées ou similaires	4406	10
8	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm, en bois naturel	4407	10
9	Feuilles de placage et bois stratifiés (même jointées) et autres bois sciés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés, tranchés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur n'excédant pas 6 mm, en bois naturel	4408	10
10	Bois (y compris les lames et frises à parquet, non assemblées) profilés (languetés, rainés, bouvetés, feuillurés, chanfreinés, joints en V, moulurés, arrondis ou similaires) tout au long d'une ou de plusieurs rives, faces ou bouts, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, en bois naturel	4409	10
11	Caisses, caissettes, cageots, cylindres et emballages similaires, en bois; tambours (tourets) pour câbles, en bois; palettes simples, palettes-caisses et autres plateaux de chargement, en bois; rehausses de palettes en bois naturel	4415	10
12	Futailles, cuves, baquets et autres ouvrages de tonnellerie et leurs parties, en bois naturel, y compris les merrains	4416	10
13	Parquet (bois pour parquet et parquet semi-transformé), bardeaux (shingles, shakes), palettes	4418	10
	Coffrage pour le bétonnage, en bois naturel		
14	Portes et leurs cadres, marches, chambranles et seuils, escaliers et leurs parties, en bois naturel	4418	5

N°	Désignation	Sous-position	Taux (%)
15	Pierres gemmes (précieuses ou fines) autres que les diamants, même travaillées ou assorties mais non enfilées, ni montées, ni serties; pierres gemmes (précieuses ou fines) autres que les diamants, non assorties, enfilées temporairement pour la facilité du transport	71031000	5
15.1	Brutes ou simplement sciées ou dégrossies		5
15.2	Autrement travaillées		
15.2.1	Rubis, saphirs et émeraudes	71039100	1
15.2.2	-- Autres	71039900	1
16	Égrisés et poudres de pierres gemmes du n° 7103	71059000	3
17	Déchets de fer et d'acier (à l'exclusion des tournures, frisons, meulures, sciures, limailles et chutes d'estampage ou de découpage, d'acier, même en paquets)	7204	35
18	Fer et aciers non alliés en lingots ou autres formes primaires, à l'exclusion du fer du n° 72.03	7206	2
19	Demi-produits en fer ou en aciers non alliés.	7207	2
20	Déchets et débris de cuivre (à l'exclusion des tournures, frisons, meulures, sciures, limailles et chutes d'estampage ou de découpage, de cuivre, même en paquets)	74040000	45
21	Alliages mères de cuivre	74050000	15
22	Poudres à structure non lamellaire	74061000	15
23	Poudres à structure lamellaire; paillettes	74062000	15
24	Barres et profilés en cuivre.	7407	5
25	Déchets et débris de nickel (à l'exclusion des tournures, frisons, meulures, sciures, limailles et chutes d'estampage ou de découpage, de nickel, même en paquets)	75030000	45
26	Poudres et paillettes de nickel	75040000	5
27	Nickel, non allié, barres et profilés	75051100	5
28	Barres et profilés en nickel allié	75051200	5
29	Déchets et débris d'aluminium (à l'exclusion des tournures, frisons, meulures, sciures, limailles et chutes d'estampage ou de découpage, d'aluminium, même en paquets)	76020000	45
30	Poudres et paillettes d'aluminium	7603	10
31	Déchets et débris de plomb (à l'exclusion des tournures, frisons, meulures, sciures, limailles et chutes d'estampage ou de découpage, de plomb, même en paquets)	78020000	45
32	Barres et profilés en plomb	7803	5
33	Poudres et paillettes de plomb	78042000	5
34	Déchets et débris de zinc (à l'exclusion des tournures, frisons, meulures, sciures, limailles et chutes d'estampage ou de découpage, de zinc, même en paquets)	79020000	40
35	Poudre de zinc	79031000	5
36	Poudres et paillettes, de zinc	79039000	5
37	Barres, profilés et fils, de zinc	7904	5

N°	Désignation	Sous-position	Taux (%)
38	Déchets et débris d'étain (à l'exclusion des tournures, frisons, meulures, sciures, limailles et chutes d'estampage ou de découpage, d'étain, même en paquets)	80020000	45
39	Barres et fils, en étain	80030010	2
40	Profilés en étain	80030090	2
41	Poudres et paillettes d'étain	8005	2
42	Déchets et débris de métal et de cermets et leurs produits (à l'exclusion des tournures, frisons, meulures, sciures, limailles et chutes d'estampage ou de découpage, même en paquets)	8101 à 8113	45
43	Demi-produits en métal et cermets et produits en métal et cermets	8101 à 8113	5